ADRESSES

internationalisme et démocr@tie

N° 23 – 9 novembre 2026



ADRESSES

Le mouvement de la jeunesse qui soulève une partie de l'Europe se retrouve, au-delà des particularismes nationaux, sur des revendications souvent similaires. Il est même projeté d'organiser des actions communes et de chercher à établir des liens avec les mouvements sociaux et plus généralement avec toutes les manifestations de la lutte des classes.

Ce sont là quelques raisons pour lesquelles il nous a semblé pertinent de bouleverser de fond en comble le sommaire que nous avions prévu pour ce numéro 23.

Les deux textes qui ouvrent ce numéro abordent la situation sous des angles différents, soulignant ainsi les points de rencontres et les débats nécessaires.

Il nous a semblé utile et nécessaire, dans cette période capitale, d'ouvrir dans les prochains numéros une sorte de « courrier des lecteur·trices » qui permettra de débattre sereinement.

« En finir avec le quotidien », mot d'ordre lancé par les lycéen·nes, ne veut pas simplement dire aménager les horaires ou changer de majorité, de gouvernement, mais, en partant des réalités matérielles, « abolir l'ordre existant des choses ».

Mesurons l'ampleur et la gravité du moment. Ouvrons le débat ! À vous de jouer !

Pour nous écrire :

Adresses.la.revue@gmail.com

ABONNEZ-VOUS, C'EST GRATUIT

Directeur de publication : Michel Lanson
ISSN : 3038-9798
Téléchargement sur Entre les lignes entre les mots, www.syllepse.net et Réseau Bastille
Éditions Syllepse, 69 rue des Rigoles, 75020 Paris
Dessin de couverture : affiche de Mai 68 revisitée. Toutes les illustrations sont issues des collections des éditions Syllepse, sauf celles des pages 31, 35, 36 et 37 qui sont issues de la collection Germe/Cité des mémoires étudiantes, que nous remercions tout particulièrement.

LISTE DES ADRESSES

ADRESSES : INTERNATIONALISME ET DÉMOCRATIE

Monkey D. Luffy ou le spectre de la rébellion qui rôde de par le monde 5
Christian Mahieux

ADRESSE N° 23/258

Un mouvement lycéen antiraciste 7
Lorenzo Leschi

ADRESSE N° 23/259

La colère des jeunes qui secoue l'Europe 11
Miguel Salas

ADRESSE N° 23/260

17 octobre 2026 : signification d'une révolte 15
Samuel Hayat

ADRESSE N° 23/261

Mouvements lycéens et étudiants, mouvement de la jeunesse : continuité et ruptures... 20
Entretien

ADRESSE N° 23/262

Blocus, lock-out, assemblée et faculté ouverte 29
Léa Hélin et Julia Leschi

ADRESSE N° 23/263

Italie : premières réflexions sur l'automne (chaud ?) 2026 32
Paolo Stupppia

ADRESSE N° 23/264

Retour sur le printemps des contre-cours de 1973 38
Robi Morder

ADRESSE N° 23/265

Personne ne nous représente. Nous nous représentons nous-mêmes 42
Déclaration du Mouvement du 17 octobre (M17)

ADRESSE N° 23/266
Guadeloupe : « Il est urgent de répondre ensemble à la demande sociale » 43
Appel de Pointe-à-Pitre

ADRESSE N° 23/267
La répression de la révolte populaire ne réparera pas les locaux scolaires 44
Priama Diia

ADRESSE N° 23/268
Histoire et enseignements d'une lutte étudiante 46
Artem Remizovskyi

ADRESSE N° 23/269
L'État contre l'éducation 54
Bronislav Sipoukhine

ADRESSE N° 23/270
La Génération Z en Inde : colère des jeunes, chômage et crise de la démocratie 59
Badrul Alam

ADRESSE N° 23/271
La jeunesse chinoise traverse une période de merde 64
April Holcombe

ADRESSE N° 23/272
La victoire du « populisme étudiant » : un conflit entre les élites et l'avenir de la Serbie 69
Srđan Atanasovski

ADRESSE N° 23/273
L'automne en Europe 80
Par Jonas Neivelt

ADRESSE N° 23/274
Contre-pouvoir et bras de fer : leçons à la hâte d'une explosion 84
Alberto Martínez, Pablo Martínez, Nuni Seva, Aldo Reverte et Raquel Souto

Monkey D. Luffy ou le spectre de la rébellion qui rôde de par le monde

Christian Mahieux

« One Piece. Les jeunes utilisent le personnage de la série car il combat l'ordre établi, c'est un symbole de rébellion », nous rappelle Kristaine une des deux lycéennes participant à l'entretien évoquée page 20. *Au-delà de ce personnage de manga, qui n'*est plus tout jeune puisque créé il y a 29 ans, qu'en est-il de ce mouvement international « de la jeunesse » ? D'ailleurs, y a-t-il un mouvement international ? Et ces mouvements doit-on les caractériser comme étant de la jeunesse ? La jeunesse serait-elle une catégorie homogène ?

La jeunesse lycéenne et étudiante est au cœur de nombre des mobilisations actuelles, partout dans le monde. Mais elle n'est pas « la jeunesse ». La jeunesse est aussi prolétaire, souvent au chômage, sinon contrainte à des boulots précaires : CDD, temps partiel, intérim, non déclaré, auto-entrepreneur auto-exploité. Une poignée de la jeunesse fait aussi partie de la classe dirigeante ou est à son service. Comme toute autre période la vie, la jeunesse ne préserve pas de la lutte de classe. Et c'est heureux.

Un des enjeux des mouvements lycéens et étudiants est le lien avec ce qui se passe, ou pas, dans les entreprises, services et administrations. Le mouvement syndical est directement interpellé, il a un rôle essentiel à jouer. D'autant que pour ce qui est des étudiantes et étudiants, le rapport de force peu favorable à notre classe sociale fait qu'une majorité d'entre elles et eux est à la fois étudiant·e et salarié·e. Si on veut dépasser le stade des slogans et proclamations sans effet, c'est bien de la situation sociale, du concret, des conditions de vie, qu'il faut partir, pour faire converger, fédérer, unifier. Oui, la grève reconductible est nécessaire. Non, elle n'existe pas si elle n'est pas ancrée dans un mouvement de masse, démocratique, dont les grévistes sont les décideur·euses.

Oui, un mouvement international est souhaitable. Non, on ne le construit pas lorsqu'on s'intéresse à ce qui se passe hors de nos frontières uniquement pour espérer la solidarité avec nous.

En France, les manifestations massives successives sont un pas dans ce sens. Elles ont lieu malgré une répression aux contours multiples : violences policières, arrestations, manifestations interdites, projets de loi liberticides, couvre-feux, assignations à résidence, militarisation de l'espace public, groupes fascistes agissant avec la complicité de forces de police… Il faut pointer cette situation et dire ce qu'elle signifie : une marque de la peur des pouvoirs en place, un pas de plus vers l'extrême droite, des mesures à combattre. Mais pas quelque chose « jamais connu jusqu'alors », comme on le lit et l'entend parfois, au risque de passer sous silence les enseignements du mouvement ouvrier en matière de lutte contre la répression, les oppressions, la violence patronale et d'État, les discriminations, les restrictions de libertés, les interdictions, etc. Et donc d'oublier, les résistances, les désobéissances, les actions collectives, l'inventivité des dynamiques émancipatrices, la solidarité…

One piece… On trouvera dans ce numéro d'*Adresses*, des nouvelles d'Italie, d'Espagne, d'Allemagne, du Portugal, de Belgique, d'Irlande, d'Albanie, de la Guadeloupe, de Serbie…

Parce qu'il y a des syndicats indépendants en Ukraine, qui luttent contre l'occupation russe et pour la défense de leurs droits face au pouvoir ukrainien, des militantes de Priama Diia nous parlent de luttes étudiantes dans leur pays. Parce qu'il n'y a plus de syndicats indépendants en Russie, c'est de l'exil

que nous est conté comment «l'État russe a adopté une approche plus utilitariste de l'enseignement supérieur et s'est efforcé, par divers moyens, de réduire le nombre d'étudiant·es».

Un article à propos de l'Inde, l'autre à propos de la Chine nous rappellent que les BRICS, pas plus que tout autre alliance d'États en place, ne sont une perspective crédible pour l'émancipation des peuples.

Enfin, des militantes du Sindicato de Inquilinas de Madrid et du Sindicato de Llogateres de Catalogne, reviennent sur la construction du mouvement qui a débouché sur l'occupation de la Plaza del Sol, mais aussi sur des avancées sociales et sur la journée de grève générale organisée le 11 novembre prochain par toutes les forces syndicales dans l'ensemble de l'Etat espagnol, soutenue par de nombreux collectifs et associations.

Christian Mahieux est membre du comité de rédaction de la revue de l'Union syndicale Solidaires, *Les Utopiques* et du comité français du RESU.



Un mouvement lycéen antiraciste

Lorenzo Leschi

C'est à Mayotte qu'a débuté la révolte lycéenne avec le blocus du lycée du Nord à Acoua par les élèves, les enseignants et les parents d'élèves qui réclamaient plus de moyens pour l'éducation. Le mouvement s'est propagé en Guyane où le lycée Felix-Éboué est bloqué depuis le 7 septembre, puis il a gagné la France métropolitaine à Rennes, à Villeneuve-d'Ascq, à Caen et enfin en banlieue parisienne. Le lycée Saint-Exupéry de Créteil, bloqué à partir du 18 septembre, est devenu le symbole d'un mouvement qui a pris une ampleur nationale. Partout, les revendications sont les mêmes : de meilleures conditions d'études, plus de moyens, plus d'enseignants, des classes moins chargées, la rénovation des locaux vétustes et dégradés.

Le premier constat que l'on peut faire des débuts du mouvement tient justement dans la convergence entre les lycéens d'outre-mer, où le sous-investissement chronique de leurs établissements est un rappel constant qu'ils sont des citoyens de seconde zone, et les lycées de banlieue parisienne qui, bien qu'au cœur du pays, sont eux aussi considérés comme des sous-citoyens. Les lycées des Hauts-de-Seine, de Seine-Saint-Denis, du Val-de-Marne sont à l'abandon, les classes surchargées, les professeurs non remplacés. La réforme du baccalauréat avec la mise en place du contrôle continu et la fin du cadre national du diplôme, combinée à l'instauration de la sélection à l'université avec Parcoursup, pénalise encore plus les lycéens de banlieue et d'outre-mer en redonnant une importance déterminante à la renommée des lycées dans la sélection. Se sont donc soulevés en premier les lycéens qui comprennent bien que les réformes des dernières années ont fait en sorte de les empêcher d'accéder à l'enseignement supérieur et au marché du travail. Les lycéens sans place prévue dans une société française qui les considère comme des « enfants de l'immigration », comme des étrangers sur le sol français appartenant aux « territoires perdus », si on est de droite, ou « territoires abandonnés », si on est de gauche, de la République.

Le mouvement lycéen a donc d'emblée eu une dimension antiraciste, du fait de ceux qui en ont pris l'initiative, du fait de la dénonciation d'un traitement inégalitaire et discriminatoire de la jeunesse noire et arabe en France, par l'explosion du racisme en France à la veille d'une possible arrivée au pouvoir de l'extrême droite. Cette dimension antiraciste a été confirmée avec l'indignation provoquée par les images d'une répression extrêmement violente des lycéens de banlieue, traités comme des criminels par une institution policière qui ne cesse de prouver que l'extrême droite est hégémonique en son sein. C'est d'abord en solidarité avec les lycéens de banlieue que les élèves des lycées parisiens se sont, à leur tour, mis à bloquer, le 28 septembre, plus d'un mois après le début du mouvement. Mais, et c'est justement la force de ce mouvement, sa dénonciation du racisme ne repose pas sur des bases purement idéologiques issues des discours décoloniaux, mais sur des bases matérielles et économiques, à savoir la disparité des moyens alloués à l'éducation des élèves en fonction de leurs origines géographiques et donc sociales et ethniques.

Finalement, loin d'être un rejet de la République française, le mouvement lycéen dénonce le non-respect par l'État de la promesse républicaine d'égalité des chances qui repose en premier lieu sur l'éducation. C'est cette volonté de contraindre l'État à respecter la promesse républicaine de traiter tous ses enfants de la même manière et



les revendications syndicales qui la matérialisent qui a permis une convergence inédite entre les lycées de banlieue, ceux des centres urbains, les lycées ruraux et agricoles, les étudiants, les syndicats et les gilets jaunes. C'est aussi ce qui permet d'expliquer que la Marseillaise retentisse en permanence sur les blocus et dans les cortèges lycéens et la présence importante des drapeaux français. Nouveauté que le gouvernement a du mal à gérer puisque, malgré les déclarations absurdes de Lecornu et Macron selon lesquels il faudrait choisir son camp entre les manifestants et la République, c'est bien avec les symboles de la République que les lycéens manifestent tandis que l'État apparaît de moins en moins républicain. La répression policière et juridique, avec un nombre record de gardes à vue pour des mineurs accompagnées de condamnations particulièrement sévères, ainsi que les interdictions de manifester et l'instauration d'un couvre-feu ne font que renforcer ce sentiment.

Des nouvelles modalités d'organisation

Le mouvement lycéen s'organise majoritairement sur des plateformes numériques comme TikTok et Snapchat. Les lycées étant bloqués, les assemblées générales sont peu nombreuses et les décisions et votes s'effectuent souvent directement sur les messageries instantanées. Il en ressort un mouvement où les organisations syndicales et politiques sont marginalisées. Les porte-parole qui émergent dans l'espace médiatique ne sont, d'une part, pas toujours représentatifs du mouvement, d'autre part, choisis non pas en fonction de leurs mandats syndicaux mais de leur popularité sur les réseaux sociaux. La mise en place des premières coordinations nationales lycéennes à la fin du mois d'octobre coïncide finalement avec les vacances scolaires et l'essoufflement du mouvement lycéen. Elles ne servent pas tant de cadre d'auto-organisation que d'un moyen pour certaines organisations politiques d'avoir le sentiment de reprendre la main sur un mouvement où elles n'ont aucun poids. Le mouvement lycéen a réussi à dépasser les querelles d'organisations, les slogans vides et anachroniques d'un nouveau Mai 68 et la fétichisation de modes de structuration que le numérique a rendu obsolète. Tel n'est malheureusement pas le cas sur les universités.

Début octobre les universités sont entrées à leur tour dans le mouvement, apportant leur soutien aux lycéens et réclamant avec eux la suppression de la sélection à l'université qui ne se limite pas à Parcoursup, outil qui ne fait que l'organiser, mais nécessite la création de places d'université et le recrutement d'enseignants. Cependant, les blocus, calqués sur le mouvement lycéen, ont rapidement montré leurs limites, vidant les facs d'étudiants et empêchant tout élargissement du mouvement. Les administrations universitaires ont depuis plusieurs années pris l'habitude de casser les mouvements étudiants en procédant à des fermetures administratives et en basculant intégralement les cours en distanciel, de sorte que si le numérique constituait un outil stratégique particulièrement efficace pour le mouvement lycéen, il sert à l'inverse d'outil de répression contre le mouvement étudiant qui n'a pas su s'en saisir véritablement. Plusieurs universités mobilisées ont organisé des occupations dans lesquelles se tiennent des cours alternatifs plus ou moins intéressants qui ont le mérite de tenter de redonner vie au mouvement. Néanmoins, ils peuvent aussi constituer une forme d'entre soi car seuls les étudiants déjà mobilisés ou convaincus idéologiquement ont envie d'assister à un cours sur « l'afro-véganisme ».

L'essoufflement progressif du mouvement sur les universités permet aux organisations étudiantes de donner libre cours à des discours idéologiques et des stratégies qui, à l'inverse de l'intelligence politique des lycéens, sont dans un mimétisme complet des recettes ayant échoué depuis plus de cinquante ans. Ainsi, le NPA-R et le Poing levé sont en concurrence pour la maîtrise et l'organisation de coordinations étudiantes qui se multiplient à une vitesse folle (coordinations régionales, AG interfac, coordination nationale étudiante) et ne représentent pas grand-chose. Aucune des manifestations qu'elles ont tenté d'organiser seules n'a réuni plus de quelques milliers d'étudiants et, malgré leurs déclarations ambitieuses, elles n'ont jamais réussi à imposer un rapport de force autonome, finissant toujours par se plier aux interdictions de manifester et par rejoindre les trajets officiels avec l'intersyndicale.

Plutôt que de construire localement la grève sur les universités, ce qui reste des organisations trotskistes multiplie les rassemblements et les manifestations tentant de créer artificiellement une jonction avec les travailleurs pour rejouer Mai 68, tout en dénonçant violemment les syndicats professionnels. Les rivalités de micro-organisations sont dans le meilleur des cas lassantes et décourageantes mais elles peuvent aboutir à des situations violentes et grotesques lorsqu'on en vient aux poings à Nanterre.

Les étudiants ne sont pas dupes et toutes les organisations de jeunesse sont globalement décrédibilisées, voire profondément rejetées sans pour autant que les «non-affiliés» prennent le dessus sur le mouvement comme cela avait pu être le cas pendant la loi Travail. Les cortèges de tête ont disparu et les manifestations sauvages sont le plus souvent liées aux interdictions de manifester et à l'incompétence du gouvernement dont la stratégie le 17 octobre a consisté à empêcher la formation de cortèges dès le départ des manifestations. La volonté de détruire les symboles du capitalisme ou de s'affronter directement avec la police reste très marginale dans ce mouvement où les manifestants se montrent particulièrement calmes. Les émeutes du 17 octobre ont choqué par leur ampleur mais elles constituent finalement un phénomène assez distinct des manifestations étudiantes et lycéennes et ne se sont pas reproduites depuis. En l'occurrence, la mobilisation continue d'être extrêmement massive dans la jeunesse comme en témoigne le succès des manifestations du 24 octobre, du 31 octobre et du 5 novembre. Elle se fait cependant sans cadre d'auto-organisation et sans présence importante au sein des AG sur les lycées et les universités. Chacun se rend en manifestations avec son petit groupe d'amis et sa pancarte dont la diversité montre à la fois la créativité politique et l'individualisation des modes d'engagement.

Quelles perspectives politiques en France

La décrédibilisation des organisations politiques et syndicales étudiantes ainsi que l'absence de véritables cadres d'auto-organisation du mouvement posent la question de sa capacité à durer dans le temps et de ses débouchés politiques. Si les outils numériques ont permis dans un premier temps l'expansion rapide du mouvement lycéen avec un processus de décision immédiat et horizontal, cette spontanéité constitue aussi une limite importante en empêchant de construire une stratégie sur le long terme et de s'articuler avec les autres secteurs en lutte. À l'inverse, la mainmise des organisations politiques et des cadres d'auto-organisations sans liens avec la base militante dans le mouvement étudiant permet de construire un récit qui aboutit inévitablement à la «dictature du prolétariat» mais n'est d'aucune aide pour construire le rapport de force au présent. Comment passer de l'autonomie des nouvelles mobilisations à la construction d'une force collective durable, démocratique et capable de peser politiquement ?

À la veille des élections chacun tente de capitaliser politiquement sur le mouvement. LFI tire profit de sa présence massive sur TikTok et de sa forme de mouvement gazeux, sans véritable militant identifiable et présent sur les mouvements étudiants et lycéens, pour échapper au rejet des organisations. Sa stratégie consiste à tenter de s'assurer le vote des 18-24 ans en supprimant tout intermédiaire entre le leader, accompagné de ses lieutenants populaires du moment, et la jeunesse. On retrouve la stratégie populiste d'incarnation politique du peuple dans son chef ou son «tribun». Les leaders médiatiques du mouvement lycéen sont recrutés et intégrés à la France insoumise ce qui ne veut en réalité pas dire grand-chose en l'absence d'organisation structurée. Ils pourront être écartés tout aussi rapidement si leur popularité ou leur loyauté venaient à baisser. De plus, Mélenchon s'est singularisé depuis le mouvement des retraites par sa volonté hégémonique sur le mouvement social et par son opposition au mouvement syndical, les conflits sociaux ne devant être résolus que par son élection, seul débouché politique possible pour le peuple. À la veille de la grande élection, la reprise d'autonomie et de la capacité à construire un véritable rapport de force du mouvement social ne constitue pas forcément une bonne nouvelle pour lui qui a conscience qu'il pourrait se faire déborder par sa base. Enfin, le spectre de la débâcle de la gauche aux élections de juin 1968 commence à planer.

Si les slogans contre l'extrême droite sont très présents au sein des manifestations et les journalistes de CNews systématiquement expulsés, aucune stratégie pour éviter la victoire électorale du Rassemblement national ne semble émerger. Certes, l'élection miraculeuse de Lula face à Bolsonaro redonne de l'espoir en une victoire de la gauche mais rares sont ceux qui analysent que, loin d'être un miracle, le succès de Lula a été rendu possible par une ouverture très importante sur sa droite afin de constituer un front large contre le fascisme.

L'expulsion du candidat du Parti socialiste de la manifestation du 5 novembre montre que, dans les esprits, l'heure n'est plus au Nouveau front populaire ou à la constitution d'un front politique unitaire pour les élections présidentielles et législatives. L'assassinat raciste et islamophobe à Trappes de Pengo Bossio Wangi par un néonazi proche du Rassemblement National ne semble pas avoir changé la donne et on ne peut que se désoler des perturbations du rassemblement unitaire, avec les organisations syndicales et en présence de sa famille, organisé en son honneur place de la Bataille de Stalingrad à Paris.

Par ailleurs, ceux qui sont prêts à faire barrage au Rassemblement national sont de moins en moins nombreux, que ce soit par refus de voter LFI ou par refus de voter autre chose que LFI au second tour. Finalement, derrière les slogans antifascistes, aucune action ou stratégie concrète ne se dessine et la gauche semble s'en remettre à une victoire miraculeuse sans se soucier de ses conditions de possibilité.

Perspective internationale

Finalement, la perspective politique la plus réjouissante tient dans la dimension internationale qu'a pris la colère de la jeunesse. En Espagne, en Allemagne, en Italie, au Portugal, en Belgique, en Irlande, en Albanie des manifestations massives sont organisées pour s'opposer à la hausse des loyers et des prix, à la privatisation et à la casse des services publics, à la dégradation des conditions d'étude.

À l'instar de la France, les mouvements lycéens et étudiants sont soutenus par les syndicats professionnels et réussissent à établir une jonction avec les travailleurs. Bien qu'avec des revendications et des modes d'organisation propres aux conjonctures politiques et économiques locales, ces différents mouvements se recoupent, s'inspirent mutuellement grâce aux réseaux sociaux, et laissent espérer des convergences. Les dates du 20 et 21 novembre commencent à circuler pour une journée de mobilisation européenne dont les mots d'ordre restent à définir et qui doit intégrer, au-delà des revendications démocratiques qui ont mené à la victoire de la Liste étudiante en Serbie, un programme de classe qui remette en cause le consensus néolibéral européen.

De plus, cette convergence ne peut se limiter à un programme social et économique et elle doit nécessairement porter une perspective antifasciste et internationaliste à l'échelle européenne qui implique le soutien financier et militaire à la résistance ukrainienne contre l'agression russe et le rejet des forces politiques qui contribuent, directement ou indirectement, à légitimer l'impérialisme du Kremlin.

Quoi qu'il en soit une génération entière est en train de se politiser, de se former par et dans la lutte et de développer une conscience de classe qui désormais se recoupe avec un sentiment d'appartenance à une génération dont le futur semble bouché par le chômage de masse, par le coût des loyers, par l'essor de l'IA, par le réchauffement climatique.

Cette génération réclame un futur, une place dans le monde et, si elle tâtonne encore pour trouver les modalités politiques nouvelles qui lui permettront de construire un rapport de force international, elle a le mérite de redonner de l'espoir à la veille d'un basculement possible vers le fascisme.

Lorenzo Leschi est porte parole de Golem, collectif juif antiraciste, antifasciste et internationaliste. Il prépare une thèse sur les liens entre Juifs et Africains-Américains dans le cinéma hollywoodien. Il a publié «Le soutien à la République islamique d'Iran ou la dérive d'un anti-impérialisme étatique», *Adresses*, n° 20, 12 juin 2026.

La colère des jeunes qui secoue l'Europe

Miguel Salas

« Parce que les temps changent », chantait Bob Dylan, annonçant les transformations qui, à partir des années 1960, allaient se produire partout dans le monde. Ce fut l'époque de la lutte contre la guerre du Vietnam, du Mai 68 français ou du Printemps tchèque de la même année. Les temps changent aujourd'hui aussi. Les sondages et bon nombre de résultats électoraux indiquent que le pendule bascule vers la droite, vers la réaction et le fascisme.

Cependant, les batailles décisives restent à mener et détermineront de quel côté la balance va pencher. Ce qui est clair, c'est que le statu quo actuel ne tient plus, qu'il basculera soit vers l'extrême droite, soit vers une gauche plus cohérente. C'est ce qui se cache derrière la colère des jeunes qui parcourt l'Europe.

Dans le Royaume d'Espagne

Le mouvement pour le logement en Espagne a bouleversé les repères de la politique nationale. Ce n'était pas un mouvement spontané ; il avait été précédé d'un long travail de résistance et d'organisation mené par les syndicats de locataires. C'est l'expulsion de Mari Carmen qui a fait jaillir l'étincelle, et son décès ultérieur qui a enflammé les esprits. Des milliers et des milliers de jeunes, suivis par de nombreuses personnes d'autres générations, ont envahi les rues et défini leurs objectifs : lutter contre les rentiers, obtenir des contrats à durée indéterminée, faire baisser les loyers, limiter les acquisitions immobilières ou exproprier les grands fonds.

De cette mobilisation est né l'appel à une grève générale le 11 novembre, soutenu par tous les syndicats ouvriers qui ont ajouté à la revendication d'un logement décent l'amélioration des salaires et des conditions de travail. Le gouvernement, très sur la défensive face aux attaques de la droite, a réagi en convoquant des élections pour le 29 novembre. La convocation électorale n'arrêtera pas la mobilisation ; elle pourrait même constituer un stimulant pour vaincre la droite, que tous les sondages donnent gagnante. Tout cela résulte de la réaction de la jeunesse face à la hausse insupportable du coût du logement et à tout ce que cela représente en termes d'impossibilité d'un avenir acceptable.

La France est en feu

Samedi 17 octobre, une explosion sociale, comme les Français en ont l'habitude, a mis en évidence une profonde crise politique et sociale. La crise économique galopante et le gouvernement Macron, qui ne peut que compter les jours jusqu'aux élections d'avril 2027, conduisent le pays vers un choix entre une issue menée par les pro-fascistes de Le Pen ou un virage plus résolument à gauche pour répondre aux revendications des classes populaires.

Ce qui a commencé fin septembre par un lycée réclamant des mesures pour rénover son établissement s'est transformé en la crise actuelle. Le gouvernement a répondu par une répression des plus brutales à l'encontre des lycéens. On dénombre plus de 6 800 personnes interpellées. Le 6 octobre, plus de 450 000 personnes sont descendues dans la rue et environ 1 800 établissements scolaires ont été bloqués. Le 13, lors d'une nouvelle journée de mobilisation, 480 000 personnes ont manifesté dans tout le pays.



Le mouvement a entraîné dans son sillage les universités et d'autres secteurs : des pompiers, voire des policiers qui ont refusé de charger les lycéens, des avocats qui viennent les protéger aux portes des lycées, des syndicalistes qui font barrage entre la police et les jeunes. Ils sont l'expression d'un malaise généralisé. À titre d'exemple, depuis 2017, les salaires des fonctionnaires n'ont augmenté que de 3,5 % en 2022 et de 1,5 % en 2023 : une hausse totale légèrement supérieure à 5 %. Dans le même temps, l'inflation cumulée depuis 2017 atteindra 24,17 % à la fin de 2026. Les syndicats préparent une action générale pour le 5 novembre et même les gilets jaunes, qui s'étaient mobilisés dans toute la France en 2018, se joignent à ce mouvement général contre le gouvernement Macron, qui annonce une réduction de 54 milliards dans le budget de l'État.

Aux revendications des étudiants – réduction des classes surchargées, augmentation des effectifs enseignants, limitation des horaires épuisants (parfois de 8 heures à 18 heures) et investissements dans les établissements scolaires – se sont ajoutées des revendications contre la cherté de la vie, le prix du gazole et les bas salaires. La répression policière a politisé le mouvement et, dans de nombreux cas, des slogans antifascistes, des références à la Révolution française et à la révolte étudiante de 1968 viennent s'ajouter aux revendications immédiates.

Allemagne

Le virage de l'État allemand, soutenu tant par la droite que par la social-démocratie, vers le réarmement militaire mobilise la jeunesse. L'armée allemande vise à atteindre un effectif de 250 000 à 270 000 soldats en service actif d'ici 2035 ; si elle n'y parvient pas avec des volontaires, elle recourra à la conscription. En effet, elle a commencé à convoquer des jeunes nés entre 2007 et 2008 pour un examen médical.

Le 25 septembre, une grande grève scolaire a rassemblé plus de 45 000 participants dans une centaine de villes pour s'opposer à la conscription et au retour au service militaire obligatoire. Leurs slogans étaient clairs : « Vos guerres, sans nous », « L'éducation plutôt que les armes », « Nous résistons plutôt que d'être de la chair à canon ». Le mouvement dénonce le fait que le gouvernement consacre près de 140 milliards d'euros au budget militaire pour 2027, alors que les coupes budgétaires dans l'éducation, la santé et la lutte contre le changement climatique se poursuivent. Il exige également que l'accès de l'armée aux écoles et aux universités soit interdit. Un réseau de comités répartis dans tout le pays soutient ce mouvement, qui bénéficie également d'un large soutien populaire.

La crise économique et politique que traverse le pays mobilise également la classe ouvrière. L'exemple le plus frappant est celui de Volkswagen, qui souhaite licencier 50 000 salariés. Le 3 octobre, les syndicats ont organisé des manifestations dans 15 villes contre les coupes sociales, alors que le budget militaire est en hausse.

Portugal

« Não dá mais para viver assim » (On ne peut plus vivre ainsi), tel a été le cri de ralliement lors des manifestations du 10 octobre contre la hausse des loyers et la perte de pouvoir d'achat. Les manifestations les plus massives ont eu lieu à Lisbonne et à Porto (où elles se sont prolongées par un campement jusqu'au 15 octobre, avant d'être dispersées par la police, faisant 35 blessés), ainsi que dans d'autres villes du pays. Le mouvement réclame des loyers abordables, davantage de logements sociaux et des mesures pour faire face à la hausse du coût de la vie.

La plateforme organisatrice regroupe des collectifs de défense du droit au logement, des organisations sociales et syndicales, des associations antiracistes et des associations de migrants. Ces manifestations interviennent à un moment particulièrement difficile pour ceux qui ont besoin de louer un logement. Selon les dernières données de l'Institut national de statistique du Portugal, le loyer médian des nouveaux baux a enregistré une hausse de 10,2 % par rapport à l'année précédente.

Le problème ne touche pas uniquement les personnes à faibles revenus. La hausse des loyers touche également les travailleurs ayant un emploi stable, les jeunes couples et les familles qui doivent s'éloigner de plus en plus des centres-villes pour trouver un logement à la portée de leurs moyens financiers. C'est pourquoi les organisations établissent

un lien direct entre la crise du logement et les salaires. Elles soutiennent que les hausses salariales s'avèrent insuffisantes lorsqu'une grande partie des revenus est consacrée au loyer, à l'alimentation, à l'électricité ou aux transports. Tout comme en Espagne, l'alliance entre les mouvements pour le logement et les syndicats est nécessaire pour faire face à la hausse des loyers et aux bas salaires.

Belgique, Irlande, Italie, Albanie

Le malaise, porté par la jeunesse, s'étend à d'importants secteurs de la classe ouvrière. Le lundi 12 octobre, la Belgique a été secouée par une grève des services publics organisée par le syndicat ACOD et d'autres structures syndicales opposées aux coupes budgétaires envisagées par le gouvernement. Le vendredi 9, une grande manifestation a défilé dans les rues de Bruxelles. La grève a eu des répercussions importantes sur les chemins de fer, les transports urbains, les médias publics et la vie scolaire.

Le mercredi 14, plus de 300 000 travailleuses et travailleurs des services publics irlandais ont été appelé·es à la grève, que la radiotélévision publique a qualifiée d'une des plus importantes journées de grève de ces dernières années. La situation trouve son origine dans l'expiration, le 30 juin, de la précédente convention salariale du secteur public et dans le fait que le gouvernement n'a pas présenté de proposition suffisamment concrète pour rétablir le pouvoir d'achat. Les syndicats affirment que les salaires du secteur public ont pris jusqu'à 5 % de retard par rapport à l'inflation. En septembre, l'inflation sur un an atteignait 3,7 %, tandis que les salaires n'avaient connu qu'une augmentation moyenne d'environ 1,5 %. En l'absence d'accord, une deuxième journée de grève a déjà été annoncée pour le 21 octobre.

Le 17 octobre, ce fut au tour de l'Italie. Des manifestations ont eu lieu à Milan, où de violents affrontements avec la police ont éclaté, ainsi qu'à Turin, Bologne et Rome, contre le coût élevé de la vie et les bas salaires. La CGIL, premier syndicat du pays, a appelé à une grève générale le 20 novembre.

En Albanie, ce sont les étudiants qui ont mené les manifestations contre la dégradation des universités, le coût élevé des frais d'inscription et le manque de perspectives d'emploi. Ce malaise fait suite aux manifestations qui ont eu lieu cet été dans tout le pays contre la tentative des proches de Trump de construire un complexe touristique dans une zone à forte valeur environnementale.

Maturation politique

Ces événements favorisent les processus de maturation politique de larges secteurs de la jeunesse. La répression policière leur fait subir en direct la manière dont agit l'État. Leurs revendications immédiates les opposent aux gouvernements et au système lui-même, qu'il s'agisse de défendre l'enseignement public ou un logement décent, de dénoncer la privatisation des services publics, la manière dont les gouvernements protègent les intérêts des rentiers et des grands propriétaires, ou encore le fait que le réarmement ouvre la voie à la guerre et se fait au détriment des investissements dans les services publics. Dans tous les pays, les



mobilisations de la jeunesse revêtent un caractère antifasciste marqué, car l'idée selon laquelle la société actuelle pourrait apporter une réponse aux problèmes actuels s'est effondrée, et le statu quo constitue un terreau fertile pour les mouvements pro-fascistes.

Cette jeunesse se tourne à nouveau vers les classes sociales, et non vers le peuple en général, comme expression du fonctionnement de la société, et s'adresse à la classe ouvrière, à laquelle elle se sent appartenir. Elle commence à comprendre la nécessité d'une alliance avec le mouvement ouvrier. C'est une génération qui veut changer le monde et qui a appris que cela ne se fait ni en un jour ni en une élection, que pour avancer, il faut de l'organisation et des objectifs politiques, et qui n'a pas peur de parler de révolution (comme le chantent les étudiants français), d'affronter le militarisme (comme le font les Allemands) ou de lutter contre le pire du capitalisme (l'usure et le mal-logement).

Une génération qui estime que les problèmes ne peuvent être résolus uniquement dans son propre pays, que le capitalisme est mondial et que le combattre exige de mettre en pratique l'internationalisme, la solidarité entre les peuples, que ce soit pour défendre la Palestine ou pour unir ses forces dans les luttes quotidiennes de chaque pays.

Le chemin vers de nouvelles politiques et organisations peut être long et complexe, mais il est déjà engagé.

Miguel Salas est syndicaliste et membre du comité de rédaction de Sin Permiso.

Source : *Sin Permiso,* 16 octobre 2026.
Traduction Michel Lanson.

ADRESSES À VISITER

CLIQUER SUR LES IMAGES

PRESSE-TOI À GAUCHE !

Yorgos Mitralias

« De la France aux États-Unis et à toute l'Europe : L'heure est à la coordination des mouvements sociaux radicaux ! »

la cgt

appelle à généraliser la grève le 5 novembre.

Le Réseau syndical européen de luttes et de solidarité appelle à généraliser la grève et à construire son auto-organisation

A l'encontre
La Brèche

Léon Crémieux

« La lame de fond qui menace Macron et son monde. »

Article XI

PROPAGANDES DIVERSES

Il est rappelé aux élèves que toute activité de caractère politique ou confessionnel — distribution de tracts, etc. — est rigoureusement interdite.
Le port de tout insigne, à l'exception de celui de l'Association sportive du Lycée, est formellement prohibé.

Règlement intérieur du lycée Turgot (Paris) avant 1968.

17 octobre 2026 : signification d'une révolte

Samuel Hayat

Samedi 17 octobre, la révolte d'une génération, amorcée quelques semaines plus tôt par un mouvement lycéen d'une ampleur inédite, a franchi un pas supplémentaire[1]. La date était initialement prévue pour relancer le mouvement des Gilets jaunes, selon une invocation désormais rituelle de tous les débuts d'automne. Elle a fait bien plus, en transformant brusquement le mouvement de la jeunesse d'une protestation destinée à être réprimée et vite oubliée en un de ces événements qui font l'histoire.

Ces jeunes sont descendus massivement pour affirmer leur droit à l'existence politique, c'est-à-dire à être comptés comme membres de la cité face à un pouvoir qui les ignore, comme il a ignoré les émeutes suite à la mort de Nahel Merzouk en juillet 2023, le mouvement contre la réforme des retraites et du chômage la même année, avant cela les Gilets jaunes, les luttes contre la loi travail, et de manière plus générale tous les mouvements sociaux de ces deux dernières décennies.

Ils ont défilé, protesté et se sont répandus par centaines de milliers dans les rues, puis d'un coup, sans crier gare, la situation s'est brouillée et chargée de scènes d'émeute : policiers attaqués, bâtiments publics incendiés, magasins pillés. Le temps d'un battement de cils, sur les écrans, la jeunesse a laissé place aux silhouettes en noir des casseurs, donnant à voir la métamorphose brutale d'une figure du peuple, celle joyeuse et revendicative du mouvement de la jeunesse, en une autre, celle de la subversion et de la destruction, dont Emmanuel Macron dit le dimanche 18 octobre : « Rien ne le justifie, rien ne l'explique, rien ne l'excuse. »

Face à ce refus du pouvoir de comprendre ce qui a lieu, les manifestants, eux, produisent en continu le sens de leur protestation, pour qui veut bien écouter. Mais les messages se mêlent à mesure que les images, les pancartes, les costumes, les slogans défilent. Certains disent refaire 1789, ou mai 1968, tandis que d'autres proclament « quitter l'époque contemporaine », comme l'affichait joliment un drapeau ces dernières semaines, ouvrant un temps radicalement nouveau. Certains se déguisent en Napoléon, d'autres en super-héros, tous se voient acclamés par la foule, tandis qu'à côté, des vitrines sont brisées, des forces de l'ordre attaquées.

Quel est le sujet politique qui se met en mouvement le 17 octobre, et qu'entend-il faire ? Une révolte, une révolution, ou autre chose encore que nous peinons à nommer ? Quelles significations peut-on donner aux événements de cette journée et aux possibilités qu'ils ouvrent ?

L'échec du maintien de l'ordre symbolique

Au cœur de la situation, il y a, bien sûr, l'échec d'un dispositif de maintien de l'ordre désajusté par rapport à la mobilisation. Pas d'émeute sans brèche, et la brèche vient souvent de cette incompréhension profonde, par le pouvoir, de ce qui est en train d'avoir lieu. Le cas parisien est frappant : le manque

1. Merci à Vincent Martigny pour ses commentaires sur une première version de ce texte. Il a connu plusieurs versions, au fil des retours et des discussions. Celle-ci, achevée le 20 octobre 2026, peut être considérée comme définitive, les modifications suivantes seront notées sous forme de post-scriptum, et datées.

d'effectifs policiers, en partie dû au caractère continu des mobilisations depuis trois semaines, et la priorité donnée à la sécurisation des lieux de pouvoir ; des heurts qui commencent trop tôt place de la République pour des policiers et gendarmes rapidement débordés, comme lors de l'acte 3 des Gilets jaunes à Paris, le 1er décembre 2018 ; un empêchement concret de rejoindre la manifestation étudiante allant de République à Nation, amenant la plupart des jeunes à prendre l'itinéraire syndical vers la place de Clichy, trop court et sous-dimensionné au point d'arrivée, conduisant à l'écoulement des marcheurs dans la ville, vers son centre.

Le 17 octobre, de la place de Clichy au Châtelet, en passant par les grands boulevards, tout le centre de la rive droite de Paris est devenu pour quelques heures le théâtre d'une grande manifestation sauvage, hors de tout contrôle. Quoique essentiellement pacifique, cette manifestation a affecté la possibilité, pour les forces de sécurité, de maintenir l'ordre dans cette zone, laissant le champ libre aux groupes qui avaient d'autres objectifs que de simplement marcher.

Habituellement fixés place de la Nation dans des affrontements stériles avec des forces de l'ordre rompues à l'exercice et surarmées, voici ces groupes arpentant les rues parisiennes, comme en septembre 2025, mais parmi des manifestants dix fois plus nombreux, et sur une surface incomparablement plus grande, autorisant tous les débordements.

Mais tout cela n'est pas suffisant. Car les événements parisiens ne sont pas isolés : dans toute la France, les centres-villes ont connu des scènes similaires, avec pillages massifs et destruction de bâtiments publics, dont le plus frappant est sûrement l'hôtel de ville de Limoges, incendié. Certes, les forces de l'ordre étaient partout en sous-nombre, mais aucun désajustement localisé ne peut rendre compte de cet embrasement généralisé.

Ce n'est donc pas seulement le maintien policier de l'ordre physique qui a été mis en échec, mais bien le maintien politique de l'ordre symbolique. Comme le montre Pierre Bourdieu après Max Weber, le pouvoir de l'État ne repose pas seulement sur la monopolisation des moyens légitimes de la coercition physique, mais aussi sur sa capacité à imposer un ordre symbolique qui fait respecter son autorité[2].

Ce que l'on a vu vaciller le 17 octobre, et qui rend possible l'échec du maintien de l'ordre physique, c'est le pouvoir symbolique de l'État aux yeux d'une partie importante de la jeunesse. Le refus obstiné du gouvernement d'apporter le moindre crédit au mouvement des lycéens puis des étudiants trouve alors son envers dans une sorte d'irrespect fondamental pour l'ordre que les forces de l'État, et en premier lieu la police, sont censées garantir.

C'est peut-être cela qui explique que les casseurs comme les pillards aient pu se fondre parmi les manifestants : ils étaient unis, indépendamment de leurs objectifs et de leurs modes d'action, par un même rejet des règles et des représentations, qui habituellement, sous-tendent l'ordre symbolique et le font tenir, en premier lieu le respect des autorités et de la propriété.

Cette mise en cause de l'ordre symbolique, prélude à l'impossibilité de faire respecter l'ordre physique, a des causes conjoncturelles : la répression inédite qui s'est abattue sur les lycéens, l'incapacité du gouvernement à donner le moindre signe d'écoute ou d'inflexion dans ses politiques, le mépris affiché pour des manifestants présentés comme manipulés par La France insoumise, ou encore la perspective de l'arrivée au pouvoir d'une extrême droite honnie par une grande partie de la jeunesse.

Mais c'est aussi le résultat d'un long effritement : depuis vingt ans, conflit après conflit, les gouvernements n'ont eu de cesse de montrer que le peuple, à leurs yeux, n'existait pas, ou seulement sous la forme dégradée d'un agrégat d'électeurs, dont le vote même comptait finalement peu, puisque les gouvernements macronistes pouvaient se succéder malgré leurs échecs électoraux réitérés.

Avoir 20 ans aujourd'hui, c'est n'avoir connu des élites politiques qu'à la fois hautaines et incompétentes, mettant leur énergie à servir les intérêts des plus riches (allègements fiscaux pour les entreprises, suppression de l'impôt de solidarité sur la fortune, bouclier fiscal…). La manière qu'a l'État de « faire peuple » par sa représentation

2. Pierre Bourdieu, Sur l'État : cours au Collège de France, 1989-1992, Paris, Raisons d'agir/Le Seuil, 2011.

électorale, pour reprendre l'analyse de Gérard Bras, trouve alors de moins en moins d'écho parmi les citoyens, et se voit concurrencée par les scènes par lesquelles on fait peuple dans la rue[3].

Cette érosion du pouvoir symbolique de l'État n'est pas seulement due à des défaillances internes. Les productions culturelles propres à la nouvelle génération, sans écho parmi les élites au pouvoir, mettent à distance l'arbitraire culturel dominant, celui qu'on produit et reproduit à l'école. Cette culture légitime, au prestige déjà écorné par les attaques dont elle est l'objet par les élites elles-mêmes, comme en témoigne l'abandon de l'école et de l'université publiques, semble d'autant plus hors-sol aux jeunes que sa maîtrise scolaire n'assure plus l'ascension sociale qui pouvait justifier, bon an mal an, son adoption au moins stratégique[4].

Or, comme l'a montré Roger Chartier pour la Révolution française, la fin de l'Ancien Régime avait été permise par un long processus de désacralisation des autorités traditionnelles, notamment par des pratiques de sociabilité qui leur échappaient[5]. Tout semble indiquer qu'un processus similaire est à l'œuvre aujourd'hui. Les nouvelles technologies numériques instaurent de nouvelles sociabilités et ouvrent la possibilité d'une transmission rapide et décentralisée d'informations, ce qui permet des phénomènes d'imitation, d'écho et de soutien, y compris hors des frontières nationales.

Ces technologies ont montré dès les années 2010 leur utilisation potentielle lors des soulèvements de la jeunesse, et leur capacité à faire émerger une culture politique générationnelle[6]. Dans celle-ci, l'indépendance, le sens de la justice et le désir d'égalité jouent un grand rôle, rendant les jeunes attentifs aux discours mettant en accusation un ordre établi présenté comme autoritaire, injuste et inégalitaire. Mettre un costume de Superman pour défier la police ou utiliser le bouclier de Captain America pour arrêter le jet d'un canon à eau, c'est alors tourner en dérision non seulement les forces de l'ordre, mais bien cet ordre lui-même – et transmettre par les réseaux, en même temps que la performance elle-même, l'irrespect qui la fonde.

Un ou plusieurs peuples

Reste que l'effritement de l'ordre symbolique ne date pas d'hier, et qu'il n'est opérant que si, dans le processus de sa destitution, émerge un sujet qui peut être vu comme le peuple, pour en instituer un nouveau. Pour reprendre l'analogie avec la Révolution française, la mise en cause culturelle de l'Ancien régime ne devient révolutionnaire qu'avec la prise de la Bastille, un événement qui lui-même nécessite, comme le montre William Sewell, un travail d'interprétation qui en fait non une simple émeute, mais l'irruption sur la scène publique du peuple souverain[7].

Est-ce bien le peuple, ces près d'un million de personnes qui a pris la rue le 17 octobre ? Certainement pas, à écouter les chaînes d'information en continu qui ont permis au pouvoir et à ses soutiens médiatiques et policiers d'imposer un récit de l'événement alors même qu'il était en train de se faire, et les journaux et politiciens qui ont pris le relais dès le lendemain, Emmanuel Macron en tête.

À les écouter, il y aurait eu dans les rues des manifestations de trois natures. On aurait d'abord une manifestation légale composée de « centaines de milliers de nos compatriotes [qui] ont manifesté avec la volonté de porter des revendications légitimes », comme le dit le président. Ensuite, cette manifestation aurait été infiltrée par des « factieux issus de groupuscules d'ultragauche » décidés à semer le chaos. Enfin, ce chaos aurait été utilisé par des « délinquants d'opportunité », selon la belle expression policière du ministre de l'Intérieur Laurent Nuñez, pour piller des commerces.

La messe serait alors dite : le 17 octobre ne saurait être l'œuvre du vrai peuple, du fait de l'immixtion d'éléments étrangers à lui, parfois au sens propre selon les interprétations racistes qui pullulent à l'extrême droite,

3. Gérard Bras, Faire peuples, Paris, Kimé, 2024.

4. Sur ce thème, voir François Dubet et Marie Duru-Bellat, « Comment être lycéen », AOC, 15 octobre 2026.

5. Roger Chartier, Les origines culturelles de la Révolution française, Paris, Le Seuil, 1990.

6. Zeynep Tufekci, Twitter et les gaz lacrymogènes : forces et fragilités de la contestation connectée, Caen, C&F, 2019.

7. Denis Saint-Amand, Contrer le rire fasciste : trolling et RÉSISTANCE, Paris, Rue de l'Échiquier, 2026.



comme en témoignent les réactions de Donald Trump et du Kremlin qui, ensemble, accusent l'immigration. Mais dès son exposition, ce récit qui diffracte en trois groupes les manifestants s'autosaborde.

S'il y a des revendications légitimes, comment expliquer le refus obstiné du gouvernement d'y accorder la moindre attention depuis des semaines ? S'il y a de l'ultragauche, comment peut-elle opérer au cœur même des manifestations, non pas à quelques-uns, mais par milliers, dans tout le pays ? Et ces délinquants, pourquoi étaient-ils dans la rue au premier chef, comment pouvaient-ils donc savoir que les manifestations légales et légitimes allaient, cette fois-ci et non les précédentes, leur donner l'« opportunité » de se révéler délinquants ?

C'est que la distinction étanche entre manifestants, casseurs et pillards, malgré le consensus politique qui se fait autour d'elle dès samedi 17 octobre, est fragile, et finalement dangereuse pour le pouvoir lui-même : elle le force paradoxalement à reconnaître la légitimité des vrais manifestants, ce qui rend d'autant plus insupportable leur répression continue et inédite de ces dernières semaines.

Pour cette raison, le gouvernement se voit contraint de mettre immédiatement en question ce récit que pourtant il impose. Selon Sébastien Lecornu, évoquant la division rassurante, car consensuelle, entre manifestants légitimes et illégitimes, il n'y aurait en réalité que deux camps, l'ordre et le chaos, les policiers ou les casseurs :

> Soit on est dans le camp de la République et donc des forces de l'ordre, de celles et ceux qui protègent les biens et les personnes et qui appliquent les lois, soit on est du côté des casseurs.

Le groupe pourtant supposément majoritaire des manifestants légitimes se trouve alors réduit à une peau de chagrin par la magie de la rhétorique manichéenne du premier ministre, car ses membres sont sommés de choisir entre la police, qui les empêche concrètement de manifester, au service d'un gouvernement qui refuse de les écouter, et des casseurs.

Et impossible de simplement condamner les casseurs tout en critiquant les violences policières ou la politique du gouvernement : toute nuance est suspecte de complicité avec les casseurs. Qui rechigne à se résigner au silence face à l'action du gouvernement et de la police serait déjà un délinquant. Comme le dit Emmanuel Macron, « tous ceux qui aujourd'hui vous expliquent que l'urgence est d'aller dans la rue, de manifester, de créer le désordre, n'ont qu'un but, abîmer la République ».

Rentrer chez soi et se taire, sans la moindre réponse aux revendications pourtant présentées comme légitimes, ou continuer à se faire entendre, et être complice des casseurs et de la destruction de la République, voici la seule alternative que le pouvoir laisse aux citoyens[8]. Comment s'étonner si beaucoup, ne se sentant ni casseurs, ni policiers, ne se sentent pas représentés ar le récit du pouvoir, et donc niés en tant que sujets démocratiques ?

Rouvrir ou quitter l'époque contemporaine

Dans ce vide imposé par le pouvoir, l'effondrement de l'ordre symbolique ne connaît donc encore aucun remplacement dicible ou discernable. Les gens qui ont pris la rue samedi ont réalisé ce que Judith Butler définit comme le seul vrai acte de la souveraineté populaire : le creusement d'un écart avec la souveraineté étatique, dans l'apparition publique des corps en lutte[9].

Mais pour que cette multitude soit effectivement reconnue comme peuple, elle doit être perçue comme telle, et comme telle insérée et mobilisée dans un conflit entre puissances. Pour reprendre encore William Sewell, la prise de la Bastille n'acquiert son caractère révolutionnaire que lorsque l'Assemblée nationale autoproclamée impose l'idée que c'est bien le peuple qui y a exercé sa souveraineté, et non seulement un groupe d'émeutiers qui a détruit un bâtiment public.

Or, face au gouvernement qui navigue à vue, structurellement incapable de

8. William Hamilton Sewell, « Historical Events as Transformations of Structures : Inventing Revolution at the Bastille », Theory and Society, vol. 25, n° 6, 1996.

9. On reconnaît ici le discours pervers bien mis au jour par Marc Joly dans les injonctions contradictoires d'Emmanuel Macron notamment lors du mouvement contre la réforme des retraites. Voir Marc Joly, La pensée perverse au pouvoir, Paris, Anamosa, 2024.

considérer les événements autrement que sous le seul angle du trouble à l'ordre public, aucune institution ne semble souhaiter incarner le peuple différemment. Le Parlement se rabat une fois encore sur sa seule capacité à ouvrir des commissions d'enquête parlementaires, et s'en remet entièrement à l'exécutif dans la gestion de la situation.

Les syndicats, qui pouvaient prétendre, en 1936 ou en 1968, donner au peuple une représentation alternative à celle du gouvernement, et par là profiter de la puissance subversive des manifestations pour défendre face à lui les intérêts du « mouvement social », se refusent aujourd'hui, comme pendant les Gilets jaunes, à endosser ce rôle[10]. Les partis comme LFI peuvent bien tenter de parler pour le peuple, mais leur engagement dans la lutte électorale les rend suspects de chercher à simplement canaliser la contestation en d'hypothétiques votes futurs.

Le geste révolutionnaire inaugural de la modernité démocratique, la capacité à articuler un « nous le peuple » à partir d'une position instituante venant mettre fin à l'ordre ancien, semble alors à la fois à portée de main et inatteignable. Tout proche, car depuis le début de la décennie 2010, la capacité des citoyens à faire irruption, par le soulèvement, dans l'espace public, et y imposer la critique radicale, au nom de la démocratie, de tous les pouvoirs institués, ne se dément pas.

Avec le mouvement lycéen, elle se reconfigure plutôt sur un mode générationnel, faisant apparaître la Gen-Z comme le sujet politique qui subit tous les torts – exclusion politique, déclassement économique, apocalypse environnementale – et peut seul se ressaisir de sa capacité à faire l'histoire. Son institution comme peuple, selon des formes nécessairement neuves, serait alors la réouverture des promesses de l'époque contemporaine, celle des révolutions, époque précocement interrompue par la conversion des élites, y compris sociales-démocrates, à un néolibéralisme qui rend l'expression de la volonté populaire superflue.

Mais peut-être ces promesses révolutionnaires ne sont elles-mêmes qu'une illusion en train d'être balayée par l'âge « hyperpolitique » où les citoyens qui se mobilisent demeurent, malgré leur politisation, rétifs à toute forme d'institutionnalisation et de représentation[11]. L'abandon de cet élément clé de l'époque contemporaine, la capacité des citoyens à faire peuple, les condamnerait alors à une rébellion régulière contre des gouvernements toujours plus en décalage avec leurs aspirations, mais sans organisation alternative qui pourrait porter la promesse d'un monde nouveau.

Peut-être est-ce ici la dernière idole, celle de la révolution, de la puissance du peuple souverain instituant, qui est en train de perdre son pouvoir d'attraction, nous faisant « quitter l'époque contemporaine » – sans que l'on arrive encore à discerner ce qui, dans le monde d'après, ferait encore politique en un sens radical.

Il n'y a pas d'épreuve définitive ; mais le 17 octobre 2026, en donnant brutalement à voir l'inadaptation fondamentale des institutions aux aspirations de la jeunesse, nous engage plus que tout autre à repenser le sens de la démocratie comme pouvoir du peuple.

Samuel Hayat est chargé de recherche au CNRS, rattaché au CEVIPOF. Il est notamment l'auteur de 1848 : quand la République était révolutionnaire : citoyenneté et représentation (Paris, Le Seuil, 2014) et de Démocratie (Paris, Anamosa, 2020).

Source : *Le Club de Mediapart*, 19 octobre 2026. Avec l'aimable autorisation de l'auteur.

10. Judith Butler, Rassemblement : pluralité, performativité et politique, Paris, Fayard, 2016.

11. Je me permets de renvoyer ici à Samuel Hayat, « Pour un nouveau désordre démocratique », dans Vincent Martigny (dir), Les Temps nouveaux : en finir avec la nostalgie des Trente Glorieuses, Paris, Le Seuil, 2025.

Mouvements lycéens et étudiants, mouvement de la jeunesse : continuité et ruptures…

Entretien

Adresses est une revue, pas une organisation, encore moins un parti. Nous ne sommes donc pas prescripteurs ni fournisseurs de mots d'ordre. Nous avons choisi de donner la parole à celles et ceux qui se retrouvent peu ou prou sur notre ligne éditoriale : acteur·trices de la vie politique et sociale, chercheur·euses, historien·nes…

Adresses est une revue politique, certes avec une ligne éditoriale précise (émancipation, démocratie, contre tous les impérialismes…) mais qui ouvre un large espace de réflexion et qui propose un espace de discussion, de confrontation d'idées.

Alors que nous avions presque bouclé un sommaire consacré à l'actualité internationale, nous avons été bousculés par l'irruption de la jeunesse scolarisée. En France, bien sûr, mais également en Italie, en Allemagne, en Albanie. Et ce, après bien d'autres soulèvements ces deux ou trois dernières années.

Nous avons la chance d'avoir pour cet entretien deux actrices (Louise et Kristaine) et un acteur du mouvement (Lorenzo). Je propose de leur donner la parole immédiatement avec quelques questions. Comment ce mouvement a-t-il commencé pour vous ? Quelles sont les revendications, les espoirs ? Comment vous êtes-vous organisés ? Comment avez-vous vécu les manifestations, la violence policière ? Comment voyez-vous l'avenir ? Ensuite, Robi Morder, qui anime le Groupe de recherche sur les mouvements étudiants (Germe), pourra situer ce mouvement dans l'histoire des mouvements de la jeunesse en insistant sur l'originalité des mobilisations d'aujourd'hui.

Michel Lanson

Louise

Je suis en études supérieures dans un lycée pro à Paris. J'ai commencé la mobilisation dans mon ancien lycée pour aider aux blocages comme j'avais l'habitude d'en faire il n'y a pas si longtemps.

J'ai participé à beaucoup de manifestations avec ma fanfare, la Fanfare invisible. On va beaucoup sur les blocages, les occupations, les blocus et, bien sûr, dans les manifs. J'ai aussi beaucoup circulé dans les universités. J'ai fait trois universités et je ne sais pas combien de blocus de lycées C'est vraiment très intéressant de voir comment ils font ailleurs et cela donne des idées pour nos propres lycées.

Kristaine

Avec ma fac, on s'est mobilisé aux côtés du lycée Saint-Exupéry à Créteil, notamment contre les violences policières. On a organisé nos cortèges en manifestations. Je suis aussi retournée dans mon ancien lycée quand je le pouvais.

Michel Lanson

Comment vous êtes-vous organisées, comment avez-vous établi vos revendications ?

Louise

Avant, vous aviez des assemblées générales. Maintenant, on communique plus via un canal WhatsApp. On fait des sondages pour voir si on est assez nombreux pour les actions, qui a prévu de venir, quand, etc. Il y a ceux qui viennent vers 6 h 30 voir combien on est et, quand on est 15 ou 20, on décide de bloquer. Sinon on change de jour.

En général on se donne rendez-vous dans un petit parc à côté du lycée, on rassemble le plus de poubelles possible et on fonce vers le lycée en espérant qu'il n'y ait ni flic ni représentant de l'administration.

Michel Lanson

Et pour les manifestations ?

Louise

Pour les manifestations, c'est différent. Il y a souvent des réunions interpro et des intersyndicales qui se passent à la mairie et ce sont des moments importants où se retrouvent différents lycées, différents personnels. Par exemple, pour le lycée Jean-Jaurès, on a décidé de faire des cortèges qui partent de Montreuil. On part en manif tous ensemble. Pour les autres lycées où je suis allée, c'est différent. Ils communiquent entre eux et partent des lycées. C'est le cas des lycées parisiens. Il y a eu des départs où des facs nous ont rejoints, comme Paris 3.

Avec Hélène-Boucher et Arago, on s'était donné rendez-vous à Nation, c'était magnifique. On était super nombreux, on a pris tous un métro, on était plus de 200 dans le métro et il y avait une ambiance vraiment super. Voilà, on se donne des points de rendez-vous entre lycées et facs du quartier et on forme un cortège interfacs et interlycées.

Robi Morder

Une question me taraude : y a-t-il encore des AG ou des réunions à l'intérieur des établissements ?

Louise

En fait, nous avons un gros problème. Lors des dernières AG qu'on a faites dans mon lycée, on avait un problème avec l'administration, qui venait toujours nous déranger. On les voyait, c'était assez ridicule. On voyait notre proviseur tendre l'oreille, on le voyait dans un coin. Qu'est-ce qui va se passer ? Il nous fiche ? Il va empêcher le blocage ? Finalement, faire des AG est devenu de plus en plus compliqué.

Dans mon lycée, on a fait deux blocages mais on a fait aussi des AG en interne où on était nombreux et nombreuses.

Robi Morder

Quand tu parles d'AG nombreuses, c'est quel ordre de grandeur ? Et si c'est difficile

LE POINT DE PRESSE DU GERME
9 octobre 2026



de réunir du monde, cela veut-il dire que les cours sont maintenus et qu'il n'y a pas de grèves ?

Louise

Avant, dans les autres mouvements, les AG étaient particulièrent importantes. Quand je dis « AG nombreuse », c'est vraiment à mon échelle. Dans le lycée où j'étais, les blocages étaient fréquents mais les AG c'est très difficile. Donc, pour moi, 20 c'est une grosse AG.

Mais c'est vraiment une galère parce qu'en effet, les profs sont là, ils ne font pas grève. Enfin, ils se mettent en grève les jours de grosses mobilisations. Il n'y a pas de grève reconductible. Donc c'est impossible de trouver des moments pour se réunir.

Robi Morder

Il n'y a pas de grève de lycéens parce que les profs ne sont pas en grève ? Donc, c'est le mot « grève » lui-même qui est remplacé par « blocus » ?

Louise

Oui.

Bruno Slama

À Clermont-Ferrand, dans un lycée du centre-ville, sur l'ensemble du mouvement, il y a eu cinq jours off où les élèves n'ont pas travaillé, où le lycée était fermé. L'administration avait fermé le lycée. Celui qui a le plus bloqué les cours, c'est quand même le proviseur.

Robi Morder

Il faut le souligner. On n'avait jamais connu cela, 400 lycées fermés par l'administration. À une telle échelle, c'est une politique systématique. C'est aussi ce qui se passe dans les facs avec les cours en distanciel. C'est une



forme de lock-out qui vise à empêcher, qui interdit de fait l'organisation du mouvement à l'intérieur des établissements.

À Censier, il y a eu des « contre-cours ». Des étudiants ont donné des cours alternatifs avec des débats, mais cela ne se déroule pas à ma connaissance dans les lycées, contrairement, par exemple, à 1973 où les étudiants venaient dans les bahuts pour ces « cours parallèles ».

Jack Assoun

Est-ce que vous êtes en relation avec les syndicats ouvriers ou avec les Gilets jaunes ? Comment sont décidés les parcours des manifestations ?

Louise

Il y a des réunions de l'intersyndicale avec le préfet et c'est une galère. En ce moment, il a décidé de nous faire faire des manifs sur les boulevards des maréchaux et il n'en démord pas. Donc pour les parcours c'est un peu compliqué. Sinon on a décidé, au début de la mobilisation, qu'on se donnait rendez-vous à la Bourse du travail. Là, on était vraiment nombreux. Tout le monde ne pouvait pas rentrer tellement on était nombreux. Alors on décide du parcours en tant que coordination.

Michel Lanson

Et dans les manifestations, tu peux nous dire comment ça se passe ?

Louise

Dans les manifestations, il y a très souvent un cortège interlycées et interfacs, et parfois ils se mélangent. De temps en temps, il y a des petits problèmes. À la dernière manif, Le Poing levé[1] avait décidé de s'approprier le cortège interfac.

Michel Lanson

Et les violences policières ?

Louise

Les violences policières, c'est compliqué. On organise des distributions de sérum phy et de masques. On essaie de collecter de l'argent, dans les AG, pour se procurer des protections. Mais maintenant la police fouille tout le temps, à chaque fois. Dès que tu rentres en manif, il y a des flics qui te prennent le sérum que tu as.

Michel Lanson

Il y a eu aussi toute cette vague d'interpellations à l'entrée des lycées. Est-ce que tu as été témoin de cela ?

Robi Morder

Il y a eu aussi à la Bourse du travail de Paris des contrôles à la sortie d'assemblées générales de coordination ou d'une réunion de l'UNEF.

Louise

Les interpellations, c'est terrible. Ce sont des enfants, ce sont souvent des enfants qui sont interpellés. J'ai vu beaucoup d'interpellations. Je repense à une interpellation : une voiture de flics est passée devant une rangée de manifestants à la Bourse du travail, pour voir à quoi cela ressemblait. Quelques personnes ont crié « ACAB », et alors les flics ont pris une personne « au pif » et l'ont mise dans la voiture. Pas mal de gens se sont interposés. Alors les flics ont appelé quatre voitures en renfort comme s'il s'était passé un truc terrible.

Dans les manifestations, j'ai vu ça plusieurs fois. Souvent en arrivant à Nation. Des flics, par trois, se mettent à courir, on ne sait pas trop où ils vont, et d'un coup, ils chopent une personne. On a l'impression qu'ils ont décidé que cette personne avec une capuche présentait un grand danger. Ce sont toujours des incursions éclair.

Michel Lanson

Ce ne sont pas des méthodes de maintien de l'ordre ou de contrôle de manifestation. Ce sont vraiment les méthodes de la BAC qui existent en banlieue. Elles sont totalement inappropriées dans le cadre d'une manifestation.

Louise

Oui, c'est ça ! C'est effrayant, la violence qu'on se prend alors qu'on ne fait rien, qu'on essaie juste de se mobiliser pour dire qu'on n'est pas d'accord avec ce qui se passe actuellement avec les politiques de l'État. Oui,

1. Le Poing levé est un collectif d'étudiants et de lycéens rattaché à l'organisation Révolution permanente. LPL a obtenu un siège au CNOUS et est considéré comme organisation représentative étudiante. Il a tenté de prendre la tête de la manifestation.

on est traités comme si on était de grands délinquants, et on est violentés. Oui, c'est terrible.

Michel Lanson

Tout à l'heure, tu parlais de l'intervention du Poing levé, enfin du groupe Révolution permanente, dans les manifestations. De manière plus globale, quel rapport avez-vous avec les organisations politiques qui existent dans la jeunesse ou avec les syndicats lycéens et étudiants ?

Louise

On a plutôt de bons rapports. Je n'ai pas de problème avec eux, mais c'est un peu compliqué de temps en temps dans certaines AG. En fait, il y a des confrontations entre elles. Le Point levé n'aime pas le NPA-R, qui ne les aime pas non plus. C'est bête, mais de temps en temps, il y a des tensions absurdes qui apparaissent entre différentes organisations. C'est dur quand même. Je me dis que ce serait plus simple si vous veniez, tous, juste parler des mobilisations, sans querelles de partis. Sinon, c'est bien quand ils participent à l'organisation collective. C'est compliqué.

Moi, j'ai toujours fait partie d'un syndicat lycéen et j'ai trouvé ça très bien. Mais c'est vrai qu'aujourd'hui cela amène plus de tension qu'autre chose.

Il faut se souder, on s'en fout que cela vienne de tel ou tel syndicat ou parti. C'est bon, on fait un truc tous ensemble. Qu'on arrête de s'engueuler entre les différents partis et syndicats. C'est vraiment un problème.

Patrick Silberstein

Pourrais-tu approfondir cette question. Tu dis qu'il y a des querelles un peu mystérieuses entre les diverses organisations politiques, mais est-ce que cela repose, au-delà de la concurrence partisane, sur des questions revendicatives particulières, sur la conduite de la grève ? Est-ce que ces organisations se rendent compte que leurs querelles affaiblissent le mouvement ?

Louise

C'est vrai que, la plupart du temps, ils en ont conscience, mais ils ne sont pas forcément tous d'accord. Par exemple, il n'y a pas longtemps, il y a eu des problèmes à Nanterre parce que les organisations n'étaient pas d'accord sur la reconduction de l'occupation. L'Union étudiante[2] voulait l'arrêter pour reprendre plus tard et globalement les autres voulaient prolonger le mouvement. L'Union étudiante a pris la décision d'arrêter, d'une manière « pas très démocratique ». Cela ne s'est pas bien passé.

Lorenzo Leschi

Je suis à la fac aussi. Pour revenir sur ce qui s'est passé à Nanterre, c'est l'UNEF, qui est tenue à Nanterre par le NPA-R, qui voulait débloquer. Les étudiants non encartés voulaient continuer à bloquer et le NPA-R voulait débloquer pour parler aux autres étudiants et massifier si possible le mouvement. La tension s'est créée sur ce problème. Et le NPA-R s'est fait virer du mouvement.

Dans les facs parisiennes, globalement, il y a une tension entre Révolution permanente et le NPA-R, qui veulent plutôt débloquer pour pouvoir faire des AG et massifier et les dits « autonomes » qui sont davantage dans une logique de blocage. Mais je ne sais pas si c'est la même chose à Paris 3. Moi je suis à Paris 7.

Kristaine

C'est exactement la même chose, notamment entre le NPA-R et Le Poing levé. L'UNEF est dirigée par Révolution permanente donc il y a une rivalité entre les deux parce qu'ils n'ont pas forcément la même manière de fonctionner. C'est vrai que souvent ils écrasent un peu les autres étudiants. Et puisqu'ils sont nombreux, ce sont eux qui prennent les décisions.

Robi Morder

C'est vrai que l'idée de débloquer, de convoquer des AG, ça permet d'étendre, en principe, la mobilisation mais il est certain que la manière dont ces groupes apparaissent, c'est rébarbatif. On a connu cela, une compétition entre groupes, en d'autres temps, mais c'est pire aujourd'hui parce qu'on est au niveau de la caricature. Ce qui m'a été rapporté, c'est qu'au niveau de l'intersyndicale il

2. L'Union étudiante est un regroupement de syndicats de base. Elle est issue d'une scission de l'UNEF (Union nationale des étudiant·es de France) et considérée comme proche de La France insoumise.



n'y avait pas de problèmes dans les réunions « au sommet ». Tandis qu'avec des groupes politiques, c'était plus difficle, et même ça frisait l'insupportable.

Michel Lanson

Et les autres formes d'organisation ?

Kristaine

On se connaît pas du tout parce que c'est le début de l'année. On sait juste qu'on a besoin de tant de médics, de tant de personnes pour faire les banderoles, de tant de personnes pour s'occuper de la nourriture. Donc on a créé des groupes sur Signal, qui est plus sécurisé que les autres applications. C'est comme cela qu'on a créé les groupes d'organisation.

Michel Lanson

En ce qui concerne les revendications, comment vous les hiérarchisez ? Quelle est la revendication principale qui unifie tout ce mouvement ?

Kristaine

Pour les étudiantes et les étudiants, c'est d'abord le soutien aux lycéens qui subissent la répression, parce qu'ils sont mineurs et qu'ils se font frapper par la police. Et puis, disons-le, on en a marre de la Macronie. Cela fait dix ans qu'elle est là[3]. Je pense que ce sont les motivations principales.

Louise

Et puis, bien sûr, il y a le nouveau budget qui enlève encore des postes de profs. Et c'est aussi parti des lycées défavorisés où tout menace de s'écrouler littéralement. C'est bien parti d'une question de manque de budget, de lycées insalubres. C'est parti des lycées de banlieue.

Robi Morder

Le gouvernement a essayé dans un premier temps de disqualifier les revendications lycéennes, de les présenter comme brouillonnes. Mais très vite, le manque de profs, les batîments dégradés et les emplois du tems suchargés sont apparus comme des revendications centrales largement partagées. En fait, comme c'est un mouvement parti d'en bas, les revendications communes mais différencéies ont fini par s'ordonner. Et à ces demandes légitimes, le gouvernement n'a su qu'opposer une réponse policière, particulièrement violente de surcroit.

Jack Assoun

À propos de l'inégalité des moyens entre les établissements. Au travers du syndicat, on savait que par, exemple, il y avait au lycée Henri-IV un laboratoire de langues vraiment de pointe qui n'existait pas dans les autres lycées. Cela pourrait être un mot d'ordre d'actualité : « Des lycées Henri-IV partout en France, de Marseille à Dunkerque, en centre-ville et en banlieue ! ».

Kristaine

C'est parti aussi du dispositif raciste « Bienvenue en France ». Les étudiants étrangers doivent payer seize fois plus cher leurs frais de scolarité alors qu'ils sont dans des situations bien plus précaires que nous. La plupart ne s'en sortent pas, nous avons mobilisé pas mal de gens sur ce problème. Les étudiants français n'étaient pas au courant de ces frais de scolarité exorbitants et les étudiants étrangers, hors UE, sont directement concernés par le problème.

Michel Lanson

Concernant la revendication sur les lycées défavorisés, effectivement le mouvement est parti du lycée de Créteil, Saint-Exupéry, mais on a vu très rapidement les lycées parisiens se mobiliser en solidarité. C'est assez nouveau ?

Kristaine

Cela dépend des lycées. Des lycées comme Voltaire sont déjà mobilisés de fait. Mais certains lycées, même des lycées privés, ont bloqué par solidarité. L'École alsacienne, l'ancienne école de Gabriel Attal, a été bloquée en soutien aux lycéens réprimés. Je pense que c'est assez nouveau.

Louise

C'est sûr, c'est historique. Par exemple dans mon lycée, ça n'a jamais été bloqué depuis qu'il existe. On voit qu'il y a un élan qui fait que, vraiment partout en France, même dans des lycées pas du tout « militants » d'habitude, il se passe des choses.

3. « Dix ans ça suffit !!! », note du transcripteur.

Michel Lanson

Par rapport à la suite du mouvement, comment voyez-vous la manifestation de samedi prochain[4] et les grèves du 5 novembre ? Est-ce un objectif ou simplement une date dans le mouvement ?

Louise

Ah non, c'est très important. C'est très important les manifs, c'est très important pour faire nombre. Mais c'est toujours compliqué, elles ne sont plus autorisées, elles sont nassées pendant des heures. On nous envoie à la périphérie. À l'avenir, peut-être faudra-t-il faire des manifs sauvages ? De toute manière, vu comment ils répriment les manifs « pas sauvages »…

Nous faire passer par les « Maréchaux », c'est vraiment scandaleux parce qu'enfin on n'est pas du tout visible. C'est invisibiliser le mouvement que de nous faire passer dans des endroits où il n'y a rien. Mais j'espère qu'il ne pourra pas nous faire ce coup-là le 5 novembre. Mais on ne sait pas, on ne sait jamais avec Macron.

Patrick Silberstein

Lundi matin 2 novembre, c'est la rentrée des classes. Comment voyez-vous cela ?

Louise

Dans mon ancien lycée, ils ont appelé pour la rentrée. Dès lundi c'est reparti, ils essaient de bloquer et même de tenir la semaine. Ils n'ont pas mis de date de fin.

Michel Lanson

Cela veut dire que les annonces faites par le ministre et par Macron n'ont eu aucun effet sur la mobilisation ?

Louise

Cela a posé des questions dans les groupes. Mais bon, après on s'est rendu compte que, par exemple, Parcoursup il veut bien l'amender pour 2028. Mais en 2028, il n'est plus là, il ne sera plus président. Donc cela ne veut rien dire.

Je ne pense pas qu'on arrête ce super mouvement qui peut aller loin pour quelques petits trucs lancés comme ça. Ça ne veut rien dire.

Michel Lanson

Tu as dit qu'il était très difficile d'annoncer quelque chose pour 2028 puisqu'il va y avoir l'élection présidentielle. Est-ce que cette question intervient dans vos discussions, dans le mouvement ?

Louise

Beaucoup, beaucoup. Surtout dans mon ancien lycée, Jean-Jaurès, qui est très pour LFI. C'est très présent. C'est vraiment aussi se mobiliser à fond pour empêcher le RN de passer et pour que LFI passe… Oui cela tient une place très importante. On parle de comment faire, quelles sont les actions à mener contre le RN. Oui, oui, c'est vraiment un sujet important.

Robi Morder

La génération de la jeunesse scolarisée qui se mobilise actuellement se politise sur la crise multiforme dans laquelle elle se débat. Les effets du libéralisme, bien sûr, mais avec des aspects particuliers, les discriminations multiples, la crise démocratique, les violences policières, le racisme, la crise climatique.

Kristaine

Je voulais revenir sur le lycée privé catholique qui bloquait. C'est vrai que ce n'est pas habituel de voir ça. Enfin, on ne leur apprend pas la solidarité avec la banlieue. Dans tous les cas, ce sont des bourgeois et même eux, ils se mobilisent. Cela montre vraiment qu'il y a quelque chose qui se passe. Je pense que la date du 5 novembre sera un point dans la mobilisation, ce n'est pas une fin parce qu'on n'a toujours rien obtenu.

Toutes les mesures qui ont été annoncées, ce n'est pas suffisant. 4 milliards pour les lycées alors qu'il y en a je ne sais pas combien pour l'armée, ce n'est vraiment pas suffisant en fait.

Patrick Silberstein

Plusieurs municipalités ont annoncé, devant le lock-out des lycées, mettre des salles municipales à la disposition des assemblées générales. Est-ce que ça s'est traduit par des faits concrets ou est-ce que c'est resté une annonce ?

Kristaine

4. L'entretien a eu lieu le 29 octobre.

Je n'étais pas du tout au courant de cette information. Nous, pour faire nos AG, on fait ça sur le parvis de l'université. À Paris 3 on était trop nombreux pour que cela se tienne dans un lieu clos.

Patrick Silberstein

Je fais référence à la banlieue parisienne, ça a été annoncé au moins par la mairie de Saint-Denis et celle d'Aubervilliers.

Robi Morder

À Paris, le maire, Emmanuel Grégoire, avait dit qu'il le faisait, que c'était ouvert. Que les mairies d'arrondissement étaient ouvertes, en tout cas celles de gauche, puisqu'on ne peut pas forcer Rachida Dati à ouvrir une salle dans son 7e arrondissement !

Michel Lanson

Je ne pense pas qu'on puisse faire le tour des questions à poser sur ce mouvement. À ce moment de notre discussion, Robi peux-tu, en tant que chercheur, coanimateur du Germe, resituer ce mouvement dans l'histoire ? Continuité ou rupture ?

Robi Morder

C'est un mouvement exceptionnel mais qui n'est pas inédit puisqu'on a déjà vu des mobilisations lycéennes qui ont démarré en banlieue sur le même type de revendications. On a mis sur le site du Germe un texte de 1978 où pour *Jeunesse rebelle*[5], j'avais fait à l'époque un reportage dans trois lycées occupés, Jean-Jaurès à Montreuil, Paul-Éluard à Saint-Denis et Henri-Wallon à Aubervilliers. Enfin, je vous renvoie au site du Germe.

En 1990 et 1998, cela part aussi de banlieue avec des revendications comparables. Alors quel est le changement aujourd'hui ?

Le mode de gestion par le gouvernement n'est pas pareil. Il y a eu des négociations avec de grandes concessions, plusieurs milliards tant en 1990 qu'en 1999. C'était des gouvernements de gauche en 1990, de « gauche plurielle » en 1998. On a eu en 1999 des manifestations pour le respect de l'engagement de l'État, pour qu'il continue à débloquer l'argent. On voit bien qu'aujourd'hui ce n'est pas le même gouvernement, que ce n'est pas la même attitude. Tout le monde l'a dit, ce qui est inédit, c'est la répression des lycéens à ce niveau. Toutes les formes de répression, la police, le grand nombre de fermetures de manière systématique… Il y a là un tournant autoritaire. La répression des manifestations sur ce mode commence en 2016, sous Hollande, avec la loi Travail. Depuis, cela n'a fait qu'empirer.

Aujourd'hui, nous avons à la fois un traditionnel mouvement lycéen de rentrée et un mouvement inédit. Bien sûr, cela peut sembler toujours nouveau, les générations lycéennes se renouvellent en trois, quatre ou cinq ans. La mémoire a le temps de se perdre, d'autant plus qu'il n'y a plus ni permanence chez les protagonistes ni pour les organisations. Cela dit, les syndicats lycéens, aussi restreints soient-ils en termes d'effectifs, jouent un certain rôle dans la recherche d'une synthèse des revendications.

Aujourd'hui, on n'a pas d'un côté la jeunesse des lycées et de l'autre côté celle de banlieue. Celle des « émeutes » de 2005 ou celle qui a manifesté à la mort de Nahel. Ce sont souvent les mêmes : lycéens, étudiants, jeunes chômeurs… Ils habitent dans les mêmes lieux et ont différentes identités suivant les moments et les lieux. Il n'y a pas de jugement de valeur à porter sur les formes d'action de ces jeunes qui inventent leurs formes d'organisation.

L'occupation (lycée, fac…) comme centre névralgique pouvait être importante mais aujourd'hui peut-être que les rapports de force ne sont pas les mêmes et semblent ne pas permettre une occupation prolongée des établissements.

À propos des écoles privées, on a déjà connu des mobilisations. Dans les années 1970, l'École alsacienne se mobilisait avec le lycée Montaigne. En 1973, l'école privée Massillon, dans le 4e arrondissement, a bougé à propos des sursis militaires.

Il faut savoir ce qu'est aujourd'hui l'enseignement privé à Paris, il a évolué. Une grande partie des familles ne sont plus des « grands bourgeois ». Souvent ce sont aussi des « classes moyennes » qui se saignent aux quatre veines pour inscrire leurs enfants, surtout ceux qui sont en difficulté, à l'école privée. Par ailleurs, bien souvent, par exemple

5. Journal « Pour une organisation révolutionnaire de la jeunesse » publié par les Comités communistes pour l'autogestion.

dans l'Est parisien, les élèves du public et ceux du privé se ressemblent.

De plus, à Paris, au Quartier latin ou dans le Marais, dans les centres des grandes villes, on le voit avec les votes aux élections, ces populations sont plutôt portées vers des valeurs « humanistes ». Des valeurs d'égalité qui peuvent être transmises par les familles. Mais surtout les revendications de la jeunesse scolarirée sont transversales et la solidarité avec celle de banlieue est un élément fort. Les mouvements lycéens se forment à la fois sur un contenu revendicatif visible et sur un contenu qu'on pourrait qualifier de « latent » : aujourd'hui c'est clairement l'aspiration à l'égalité et à la solidarité.

Kristaine

Les parents préfèrent mettre leurs enfants dans le privé pour une meilleure qualité de l'enseignement et surtout parce qu'il y a moins de mixité sociale.

Robi Morder

Si vous prenez les lycées du Quartier latin, Henri-IV, Saint-Louis, Louis-le-Grand, ce sont des lycées publics. La bourgeoisie profite du public. Il y a eu une évolution dans la répartition sociale avec une constante dans les choix de la couche privilégiée.

Concernant les formes d'organisation, à chaque moment de l'histoire lycéenne, les lycéens se sont mobilisés en utilsant les outils qui étaient à portée de leurs mains. On a connu une époque où les syndicats dirigeaient pratiquement seuls, en consultant parfois la base. Il y a eu une période où, à côté des syndicats, des structures d'auto-organisation se formaient (comités de grève), puis se constituaient des coordinations. Il était possible de contrôler les représentations lors des négociations.

Aujourd'hui, c'est un système plus « gazeux ». En même temps, quand les syndicats ou l'intersyndicale appellent, on va manifester. C'était évidemment plus simple quand il s'agissait d'obtenir le retrait d'une réforme. Maintenant, qui va négocier, sur quel mandat ? Ce sont des questions qui vont se poser.

Quelles sont les questions politiques qui unifient la jeunesse ? Le changement climatique joue un rôle majeur. Il y a eu des mobilisations de masse sur la question. Ce qui s'est passé l'année dernière est capital. La canicule a été générale, dans les salles de cours ou d'examens. Ce n'est plus une lubie d'écologistes, c'est le ressenti concret de tous. On en souffre partout, dans tous les établissements, mais si c'est plus visible dans les lycées délabrés ou défavorisés.

L'autre mobilisation unificatrice, c'est le soutien à la Palestine. Il y a eu plusieurs manifestations internationalistes où se retrouvait la jeunesse, mais de manière sélective : il n'y a pas eu de grande manifestation de solidarité aux étudiantes d'Iran, ni aux étudiants d'Ukraine, ni – jusqu'à ces derniers jours – aux étudiants de Serbie.

Michel Lanson

En forme de conclusion, j'aimerais vous interroger sur ce que l'on appelle la Gen Z en rapport, bien sûr, avec ce mouvement en France. On a publié de nombreux articles sur le Népal, Madagascar, le Maroc, l'Inde en relation avec la Gen Z. Aujourd'hui des mouvements apparaissent dans l'ensemble de l'Europe. Sur des questions comparables : corruption, enseignement, logement… Des gouvernements sont tombés au Népal, à Madagascar et plus récemment en Serbie avec la Liste étudiante. Ceux qui sont nés après 2000 ont adopté un personnage de manga que l'on retrouve dans toutes les manifestations.

Kristaine

Oui, c'est le personnage de Luffy de la série *One Piece*. Les jeunes l'utilisent car dans le manga on suit de jeunes adultes qui combattent l'ordre établi. Pour beaucoup, il symbolise la rébellion.

Louise

Pour parler du côté international, c'est vraiment magnifique ce que l'on voit partout. Dans de nombreux pays, les lycéens et les étudiants se mobilisent comme en France.

Je suis en ce moment en Italie, à Naples. J'ai fait un peu le tour pour voir à quoi ressemblait leur mobilisation. Ici, ils occupent leurs établissements. J'ai pu y rentrer et j'ai fait un exposé pour parler de ce qui se passe en France. Leur mouvement est parti en suivant l'exemple français, ensuite, ils ont établi leurs revendications.

D'ailleurs dans leurs manifestations, ils reprennent en français « Tout le monde déteste



la police» comme nous «Siamo tutti antifascisti». Il y a vraiment un aspect international dans nos mouvements.

Robi Morder

Savez-vous combien il y a d'étudiants dans le monde ? 270 millions. Et cela sans compter les lycéens. J'ai plus de mal avec les statistiques les concernant. Quand il y a un mouvement, je regarde un peu la structure sociale. En Iran, par exemple, il y a 4 millions d'étudiants et d'ailleurs très majoritairement des étudiantes : 5 % de la population. Même pourcentage qu'en France. Mais dans d'autres pays, la poussée est plus récente et souvent plus forte, comme en Algérie, en Turquie, c'est 8 millions soit près de 9 % de la population. En règle générale, c'est autour de 4 à 5 % mais ce qui est nouveau c'est que cela ne concerne pas que l'«Occident» il y a une globalisation.

Ce sont partout les mêmes politiques qui sont à l'œuvre et la progression de la population étudiante entre en contradiction avec les politiques de privatisation, de diminution des services publics. Les liens université-entreprises sont partout la préoccupation principale des gouvernants.

La question des réseaux sociaux est importante car cela donne une base commune aux divers mouvements. De grandes transformations sont à l'œuvre, c'est essentiel pour l'avenir des sociétés et de nos aspirations démocratiques. Les réseaux de circulation de l'information dans la jeunesse ont toujours existé : dans les années 1968 le lien c'était le rock américain et le mouvement contre la guerre du Vietnam. La communication change de vecteurs : le transistor à Paris en 1968, le Minitel du quotidien *Libération* mis à la disposition du mouvement contre la loi Devaquet en 1986, le portable et les SMS en 2002 et maintenant les réseaux sociaux. Tout cela s'accélère…

Il y a beaucoup de relations horizontales, directes, de connaissances par les programmes Erasmus, les voyages, sans oublier des organisations internationales, au moins à l'échelle européenne : ESU (European Students Union) ou l'OBESSU pour le secondaire. Comme la globalisation mondialisée est aussi culturelle, les emprunts internationaux sont souvent communs, séries, mangas, etc.

Kristaine

Un exemple à propos des réseaux sociaux. Les mobilisations, les blocus, les violences policières ont été diffusés principalement sur TikTok. Et après le 17 octobre, cela a fait boule de neige et tout le monde (pas seulement les militants) voulait bloquer son lycée.

Louise

Oui, filmer les violences policières c'est très important. Avant on les dénonçait, aujourd'hui on les voit. C'est comme ça qu'on se politise.

Michel Lanson

À propos, on voit de plus en plus de drapeaux tricolores et de références à la Révolution française dans les manifestations.

Kristaine

Oui, c'est vrai, les gens chantent plus *La Marseillaise,* je pense notamment pour les gens qui sont issus de l'immigration, c'est un moyen de dire qu'on est français. C'est aussi pour montrer aux gens de droite qu'on est français, malgré eux. Et puis, c'est aussi un chant révolutionnaire.

Patrick Silberstein

Une anecdote au passage, on a vu les lycéens rendre hommage aux révolutionnaires de 1830 en passant à la Bastille. Déjà en 1830, le régime accusait les «réseaux» de l'époque, à savoir la presse, de transmettre les consignes révolutionnaires.

Robi Morder

Au moment où nous en sommes de ce mouvement [31 octobre], il faut aussi se souvenir que les mouvements lycéens du passé ont souvent arraché des choses.

Michel Lanson

On va donc se quitter sur cette possible bonne nouvelle et sur le retour de ce chant révolutionnaire. Merci d'avoir participé à ce premier entretien de la revue *Adresses.* Vous pouvez poursuivre ce débat en allant sur les sites du Germe ou sur celui du Réseau Bastille.

Blocus, lock-out, assemblée et faculté ouverte

Léa Hélin et Julia Leschi

Alors que la mobilisation des étudiant·es de Saint-Cloud commençait à peine à s'organiser, nous avons fait face à une tentative de lock-out de la part de la direction. Celle-ci a en effet décidé de fermer administrativement le campus à la suite de notre premier blocus. Or, nous avions toujours conceptualisé le blocus comme un outil qui devait ensuite permettre l'organisation collective. Face au lock-out, il perdait son sens et une partie de son intérêt.

Dès la réouverture, le lundi suivant, nous, étudiant·es mobilisé·es, avons voté en assemblée générale de plutôt opérer sur le mode de l'université ouverte afin de pouvoir nous retrouver, discuter, et participer collectivement à l'éducation politique de chacun·e.

Ce choix était aussi celui de ne pas pénaliser les membres les plus précaires de notre communauté : vacataires, agents de nettoyage et de sécurité présent·es sur le campus pour qui la fermeture administrative impliquait la perte directe de rémunération.

Ainsi, la faculté ouverte était une proposition prenant en compte les besoins et intérêts de chacun·e dans cette période de mobilisation. Pour que cette organisation collective soit possible sans qu'elle pénalise les étudiant·es mobilisé·es, nous avons réclamé la non prise en compte de l'assiduité et la suspension des examens pour tous les étudiant·es (BUT, master, année spéciale de formation), que nous avons obtenu grâce à la force de notre mobilisation et la volonté de collaborer d'une grande partie des professeur·es.

Dès ce premier jour, nous avons mis en place des commissions de réflexion, de transmission de savoirs et de production de contenus imprimés. Nous avons notamment créé une commission éducation politique et une commission éditoriale/tract. L'après-midi même, nous avons commencé à nous rassembler autour de thèmes comme le syndicalisme, les mouvements sociaux de la jeunesse, les violences policières ou encore l'anti-impérialisme, selon les envies de chacun et leur capacité à en discuter sans préparation préalable. La commission éditoriale s'est chargée de rédiger et imprimer un tract à diffuser en manif afin de récolter les témoignages de lycéens sur leurs conditions d'étude, ce qu'elle a fait en une après-midi seulement. Mercredi, jour de manifestation, nous défilons dans un cortège Saint-Cloud et pouvons diffuser notre tract.

Face à ce franc succès, nous avons proposé dès le mercredi, au cours d'une assemblée générale, de mettre en place une journée entière d'éducation populaire à l'organisation de laquelle tout le monde était convié. La journée du jeudi fut dédiée à sa préparation. Le vendredi, des étudiants et étudiantes de tous âges et de tous niveaux de politisation préalables donnèrent des présentations au profit de leurs camarades sur plusieurs des sujets déjà défrichés lors de la première réunion des commissions : syndicalisme, mouvements sociaux de la jeunesse, sécurité en manifestation, anticolonialisme…

Plusieurs des membres du corps enseignant ont souhaité se joindre à la mobilisation, notamment via une participation à l'université ouverte. En effet, si nous avions accepté de ne pas bloquer, nous souhaitions aussi encourager les professeur·es à rejoindre la mobilisation par tous les biais possibles, y compris en mettant leurs savoirs, leurs compétences et leurs relations au service de cette université populaire et ouverte.



Certains professeur·es ont donc commencé à nous envoyer des propositions d'intervenant·es extérieur·es sur des sujets aussi variés que les origines du hip-hop, le rôle des bibliothèques dans les mouvements sociaux, ou encore la montée du fascisme. D'autres ont opté pour la modification et l'adaptation de leurs contenus de cours afin de participer à nos réflexions et proposer des contenus qui répondent aux enjeux de la mobilisation.

L'organisation d'une telle activité en parallèle des cours «traditionnels» et des formations professionnelles qui continuent de se dérouler au sein de l'IUT n'est pas simple, mais l'idée pour nous était aussi d'inverser la dynamique enseignant/étudiant, et donc d'inviter les étudiant·es à coorganiser et coanimer les rencontres avec des intervenant·es extérieur·es, voire à prendre elleux-mêmes en charge une présentation entière. Aujourd'hui, nous sommes ouvert·es à toute proposition d'activité ou d'intervention extérieure, tant qu'elle est de bonne foi et en lien avec les valeurs que nous défendons.

Transformer la production et la transmission du savoir

Si la proposition émane du corps enseignant, nous lançons un appel à volontaires au sein du corps étudiant pour proposer à l'un·e d'entre nous de s'investir et de communiquer avec l'équipe pédagogique et les intervenant·es éventuel·les quant à sa mise en place. Il peut s'agir de préparer des questions, d'animer un débat, ou simplement de faire le lien et le travail d'organisation.

L'université ouverte a également profondément transformé notre rapport à la production et à la transmission des savoirs. En faisant le choix de fonctionner autrement, nous avons commencé à remettre en question la verticalité qui caractérise habituellement nos rapports pédagogiques, pour lui substituer des formes de coproduction et de circulation des connaissances.

Nous avons le sentiment d'apprendre autrement, peut-être même plus vite, et surtout avec davantage d'enthousiasme. La réactivité avec laquelle nous avons, par exemple, été capables de concevoir, rédiger et éditer un tract collectivement témoigne de cette capacité à produire du contenu lorsque nous nous en donnons les moyens et que nous en partageons la responsabilité. Les connaissances ne sont alors plus seulement quelque chose qui nous est transmis, mais quelque chose que nous pouvons nous approprier, discuter, transformer et mettre en commun.

Ce changement de fonctionnement a aussi considérablement modifié nos relations. Il a permis de faire se rencontrer des étudiant·es qui, bien qu'appartenant à la même faculté, ne se connaissaient parfois même pas. Les différents parcours de formation (année spéciale, BUT, master), qui cohabitaient jusqu'alors sans véritablement communiquer, ont commencé à échanger et à travailler ensemble. Cette dynamique a transformé les relations au sein même des promotions. Nos emplois du temps chargés, l'organisation très cloisonnée de nos formations et la prédominance des cours magistraux nous laissaient finalement assez peu d'occasions de nous rencontrer autrement que dans le cadre strictement pédagogique.

La modification de nos rapports avec l'équipe pédagogique a été tout aussi importante. La mobilisation a permis à plusieurs enseignant·es de nous faire part de leurs propres revendications, de leurs difficultés et de leurs besoins. Nous avons ainsi découvert des préoccupations et des intérêts souvent bien plus proches des nôtres que ce que la relation pédagogique traditionnelle ne pouvait le laisser paraître.

Nous avons parfois eu l'impression que certains des professeurs nous découvraient comme étant des personnes compétentes. Ils ont été plusieurs à nous faire part de leur surprise quant à la mobilisation et à reconnaître que c'était la première fois qu'un mouvement de cette ampleur avait lieu sur ce campus de Saint-Cloud. Certaines coopérations avec des professeur·es ont notamment été particulièrement enthousiasmantes, tant elles ont reposé sur une véritable confiance et une volonté de construire ensemble. Leur participation aux assemblées générales, au même titre que les étudiant·es et sans privilège particulier dans la prise de décision, a également contribué à déplacer les rapports de pouvoir habituels.

Ainsi, nous ne nous retrouvions plus dans une relation où les un·es étaient placé·es en position de savoir et de décision, et les autres en position de recevoir et d'exécuter, mais dans un espace où chacun·e pouvait prendre part à la réflexion collective. Les

relations ont été modifiées avec les personnels d'accueil, de sécurité et d'administration qui ont volontiers fait en sorte de nous faciliter l'accès à des salles, de nous trouver des modes de communication auxquels nous n'avions jusqu'alors que peu accès comme les mailing lists ou les tableaux d'affichage.

Ces efforts de communication et de coorganisations avec des interlocuteurs variés, et avec lesquels nous n'avions parfois pas l'occasion d'interagir précédemment, nous rapprochent et permettent en eux-mêmes d'œuvrer à la convergence des luttes à laquelle nous aspirons.

Tout n'est pas parfait, évidemment

Le choix de maintenir l'université ouverte permet aussi à certain·es professeur·es et étudiant·es de continuer à opérer «comme si de rien n'était»: en donnant les cours habituels pour les élèves qui le souhaitent. Pour elleux, nous espérons seulement que la force de notre démarche leur donnera envie de nous rejoindre, au moins ponctuellement. Nous pensons tout de même que cette coexistence est plus propice à la transformation des idées que le simple éloignement engendré par les cours en distanciel ou la fermeture administrative.

Pour toutes ces raisons, nous choisissons et continuons de choisir ce mode de fonctionnement. Il nous permet de nous rencontrer et de débattre. Il montre à nos camarades jusqu'alors pas mobilisés que l'engagement peut prendre une multitude de formes, et notamment qu'il n'est pas incompatible avec une volonté de s'instruire. Au contraire, nous pensons qu'il est crucial de se former pour comprendre la gravité du moment que nous traversons et pour se donner les outils pour y faire face. Ce mode de fonctionnement est aussi précieux en ce qu'il nous permet de récupérer un sentiment d'agentivité dans un monde qui nous en prive et nous infantilise en permanence. Il nous permet de rompre avec l'aliénation du quotidien.

Léa Hélin et Julia Leschi sont étudiantes au Campus Saint-Cloud de la faculté de Nanterre, pôle métier du livre.



Italie : premières réflexions sur l'automne (chaud ?) 2026

Paolo Stupppia

Ces premières réflexions, inspirées par un séjour en Italie fin octobre 2026, constituent une ébauche d'un travail plus large consacré aux mobilisations de la Gen Z à travers le monde. Celui-ci entend notamment mettre en regard les mobilisations que j'avais observées en 2025 au Népal, au Maroc ou à Madagascar avec celles qui traversent aujourd'hui plusieurs pays européens. Il s'agit ici d'une première étape de cette réflexion comparative, principalement centrée sur l'Italie et la France. Sans prétendre épuiser les spécificités de ces deux contextes nationaux, l'objectif est de dégager quelques caractéristiques communes de cette séquence de mobilisation, en les replaçant dans une dynamique transnationale plus large.

La mobilisation qui traverse l'Italie depuis le début du mois d'octobre a franchi un nouveau cap vendredi 30 octobre, avec une journée de grève générale appelée par le syndicat USB (Unione Sindacale di Base). Étudiant·es, lycéen·nes, salarié·es et travailleur·euses portuaires ont participé aux manifestations organisées dans plus de 60 villes, selon l'agence de presse ANSA. Les estimations de participation divergent fortement : 255 000 personnes selon le ministère de l'Intérieur, plus d'un million – voire deux – selon les organisateurs. Les assemblées générales et les occupations de lycées et d'universités se multiplient, notamment à Turin, Milan, Bologne, Rome et Naples, mais aussi dans des villes plus petites.

Une circulation transnationale des slogans et des répertoires d'action

Un aspect particulièrement intéressant de cette séquence réside dans la référence explicite aux mobilisations françaises. Dès les premières occupations, à la mi-octobre, le mot d'ordre « *Facciamo come in Francia* » (« Faisons comme en France ») circule dans les établissements italiens. De même, des pancartes portant le slogan « Bismillah, c'est les ténèbres » ont été observées dans quelques cortèges transalpins, notamment à Bologne.

Il s'agit d'un effet de *bouncing* : les mobilisations et leurs images franchissent les frontières, puis inspirent de nouvelles mobilisations, et ainsi de suite. Si ce phénomène n'est pas nouveau – que l'on pense aux printemps arabes de 2011-2012, mais aussi, à une autre échelle, au slogan de Mai 68 « Rome, Berlin, Varsovie, Tokyo, Paris ! » –, les réseaux sociaux, les applications et les plateformes numériques actuels ont favorisé ces circulations, qui échappent largement aux filtres médiatiques ou organisationnels traditionnels. Elles restent toutefois limitées par les bulles algorithmiques et les inégalités d'accès aux outils numériques. Par rapport aux mobilisations des années 2010, ces phénomènes de circulation se sont multipliés et généralisés à l'échelle mondiale, notamment auprès d'une jeunesse née ou ayant grandi avec ces outils. L'année dernière, dans le Sud global, du Népal au Pérou en passant

par le Maroc ou Madagascar, ils ont contribué à caractériser les « révoltes de la Gen Z », avec leurs codes, leurs performances protestataires – virtuelles ou réelles, « IRL » – et leurs symboles. La plupart d'entre eux sont également repris par le mouvement actuel, comme le drapeau du manga *One Piece,* devenu un symbole générationnel mondial de lutte contre les inégalités et la corruption[1].

Mais ce processus de *bouncing* ou de « népalisation » peut s'opérer dans les deux sens. Comme l'a notamment relevé le chercheur Davide Grasso dans le journal *Il Fatto Quotidiano,* les cortèges italiens reprennent en français « Tout le monde déteste la police », tandis que les manifestant·es français·es scandent en italien « *Siamo tutti antifascisti* ». Le 17 octobre a constitué un autre moment de cette séquence circulaire. À Milan, des manifestations ont été marquées par des violences, des dégradations et des pillages, impliquant notamment des jeunes désignés dans les médias comme des « *maranza* », catégorie stigmatisante associée aux jeunes des quartiers populaires, qui présente certaines similitudes avec le qualificatif de « racailles » employé en France.

Des deux côtés des Alpes, ces adolescents et jeunes adultes sont associés à un profond malaise social, à un sentiment de ne pas être entendus et à un cumul de désavantages sociaux, économiques, territoriaux, parfois ethnoraciaux ou religieux. La figure de Youssef Siher, journaliste, chercheur et activiste pro-palestinien d'origine marocaine, est emblématique à cet égard. Présenté par l'extrême droite au pouvoir comme « l'ayatollah des *maranza* », il a été désigné comme le supposé cerveau du « Movimento 17 ottobre », dont il est accusé d'administrer les canaux sur les réseaux sociaux. Arrêté le 24 octobre et poursuivi notamment pour des faits d'instigation au terrorisme, il a été remis en liberté quatre jours plus tard, la justice n'ayant pas retenu les charges invoquées pour justifier son placement en détention, au grand dam de la Première ministre Giorgia Meloni. Le parallèle peut également être établi avec la rhétorique développée par le ministre français de l'Intérieur, Laurent Nuñez. Sans désigner de « chef occulte » pour les événements du 17 octobre en France, il a affirmé qu'il s'agissait d'une alliance d'opportunité entre les « racailles », l'« ultragauche » et l'« extrême gauche radicalisée », les violences et les pillages étant présentés comme relevant de la délinquance ordinaire dans le premier cas, de la manipulation idéologique dans les deux autres.

Ces rapprochements ne doivent toutefois pas conduire à confondre ces phénomènes avec l'ensemble des mobilisations étudiantes et sociales, dont les formes, les revendications et les participant·es restent beaucoup plus diversifiés.

De la contestation scolaire à la polycrise : « la fin de l'époque contemporaine »

Une autre expression rapproche les mobilisations française et italienne : celle de la « fin de l'époque contemporaine », utilisée dans les deux cas, notamment par les lycéen·nes, comme le relevait le 1er novembre le quotidien *Il Manifesto*. Elle traduit moins un diagnostic historique qu'un sentiment générationnel : celui de vivre la fin d'un monde, mais aussi la volonté de transformer celui qui lui succédera.

L'Italie conserve évidemment ses spécificités. L'arrivée de l'extrême droite au pouvoir, crainte en France, est une réalité depuis bientôt cinq ans dans le pays transalpin. La contestation du gouvernement Meloni s'inscrit dans une conflictualité sociale et politique en hausse : en témoignent les mobilisations en solidarité avec Gaza, dans les établissements scolaires comme sur les balcons et aux fenêtres de milliers d'habitations, le rejet par référendum de la réforme constitutionnelle proposée par la Première ministre en mars 2026, mais aussi les controverses suscitées par le récent projet de plafonnement de la proportion d'élèves étrangers dans les classes des écoles publiques. Par ailleurs, le monde du travail n'a pas attendu les étudiant·es pour se mobiliser. Dès le 12 octobre, des transporteurs·euses routier·es ont organisé des blocages dans plusieurs régions du sud de la péninsule, notamment en réaction à la hausse des prix du carburant, bientôt rejoint·e·s par des agriculteurs·trices. Les ports ont également été au cœur de mobilisations internationales contre le transport d'armes, en solidarité avec Gaza, dès 2024.

1. Voir Paolo Stuppia, « Géopolitique de la jeunesse », *Diplomatie,* n° 89, décembre 2025, p. 10-14.



La grève générale du 30 octobre, appelée par l'USB, a constitué un moment important de convergence entre les revendications étudiantes et celles du monde du travail. Les mots d'ordre font largement écho à ceux entendus en France : pas d'argent pour la guerre et le réarmement, mais pour l'école, l'université, la santé et les services publics. « *Guerra, carovita, ambiente, diritto allo studio, questione razziale, libertà di manifestare* » : guerre, inflation, environnement, droit aux études, question raciale, liberté de manifester. Ces revendications s'inscrivent dans un contexte de conflictualité sociale plus large, qui relie précarité, coût de la vie, crise du logement, crise écologique, choix budgétaires et recul des libertés publiques. C'est ce que permet de saisir la notion de « polycrise » : des crises économiques, sociales, écologiques, démocratiques et géopolitiques qui ne se succèdent pas simplement, mais se cumulent et interagissent. Comme je l'ai récemment souligné dans plusieurs interventions médiatiques à propos de la France, une caractéristique des mobilisations de la Gen Z réside précisément dans cette capacité à ne pas juxtaposer les revendications sectorielles, mais à relier des problèmes que les institutions et les responsables politiques continuent souvent de traiter séparément. L'école devient ainsi indissociable des conditions de vie, des inégalités territoriales, de l'accès aux services publics et, plus largement, des priorités économiques et politiques. L'hétérogénéité des revendications n'enlève donc rien aux problèmes de fond : elle révèle au contraire leur interdépendance.

Il s'agit finalement moins d'un simple problème d'allocation des ressources que d'un cumul d'inégalités qui se superposent sans nécessairement être hiérarchisées par les manifestant·es. Derrière les revendications immédiates de la jeunesse se dessine une critique plus systémique, qui ne porte pas seulement sur les conséquences du néolibéralisme, mais sur son fonctionnement contemporain et les inégalités, injustices et effets nocifs qu'il produit. Ce qui est donc en jeu, c'est à la fois le présent et le futur : la révolte se joue autant contre des catastrophes annoncées – de la privatisation du vivant à sa destruction, en passant par le remplacement de certains secteurs productifs par des IA – que contre des catastrophes déjà en cours, dont les effets sont inégalement distribués. Certains symboles sont particulièrement forts : Gaza, du point de vue de la colonisation ; les attaques contre les personnes trans et migrantes, au cœur des programmes de l'extrême droite à l'échelle mondiale ; les classes surchargées en période de canicule et les incendies, comme au cours du dernier été en France. Cette perception n'est pas sans rappeler la formule de Greta Thunberg : « On nous vole notre avenir », qu'elle avait popularisée dès le lancement des *Fridays for Future,* ou grèves scolaires pour le climat, en 2018. La militante écologiste l'a notamment reprise lors de sa visite en France, le 13 octobre dernier, devant le lycée Paul-Éluard de Saint-Denis, où elle était venue apporter son soutien aux lycéen·nes mobilisé·es. Elle y avait également dénoncé le manque d'investissement dans les établissements scolaires et l'absence des jeunes dans les discussions concernant leur avenir. Cette formule exprime assez bien le sentiment d'une génération qui ne considère plus les crises comme des accidents isolés ou des difficultés passagères, mais comme les manifestations d'un même système, dont elle hérite des conséquences sans avoir véritablement participé aux décisions.

La rage exprimée par la jeunesse se déploie ainsi à plusieurs niveaux : elle vise tantôt les générations précédentes (notamment les boomers, accusés de n'avoir rien fait pour empêcher cette situation), tantôt les classes dirigeantes au pouvoir, indépendamment de leur âge, accusées de ne pas écouter les jeunes, de ne pas prendre en compte leurs revendications et de défendre par tous les moyens les intérêts d'une élite ultra-privilégiée, y compris en recourant à des formations politiques postfascistes. Face à ce sentiment de dépossession, la stratégie consiste également à rechercher des allié·es, en appelant à faire « converger les luttes » : avec certain·es adultes d'aujourd'hui, dans une logique de soutien intergénérationnel, mais aussi au sein de la jeunesse elle-même, entre différentes fractions de celle-ci. À cet égard, il est significatif que la solidarité avec les jeunes des banlieues soit explicitement affirmée en France, y compris dans les établissements privés de centre-ville bloqués avant les vacances de la Toussaint, mais aussi que le slogan « Siamo tutti maranza » (« Nous

sommes tous des maranza») ait été entendu dans les cortèges italiens du 30 octobre. Au-delà des différences de situations, il exprime une volonté de faire converger des expériences de relégation et de stigmatisation, et de construire des solidarités entre des groupes de jeunes que les discours publics tendent souvent à opposer.

Une inventivité culturelle et politique, dans la vie réelle et le numérique

Autre caractéristique remarquable des cortèges : leur créativité. Nous venons de le voir, des deux côtés des Alpes, les jeunes scolarisé·es reprochent au gouvernement et, plus généralement, aux décideur·euses politiques de ne pas les entendre. À ce monde qu'ils et elles dénoncent, ils et elles opposent le leur, celui auquel ils et elles appartiennent ou celui dont ils et elles rêvent. Les pancartes et les slogans mobilisent ainsi des références aux super-héro·ïnes, à l'environnement, aux injustices, à la culture pop ou numérique, à une sexualité assumée (souvent non hétéronormée), mais aussi aux violences policières.

Les détournements et les «réfs» (références) sont nombreux : «*Meglio figlio unico che Fratelli d'Italia*» («Mieux vaut être fils unique que membre de Fratelli d'Italia», le parti de Giorgia Meloni), «*Be a fucking Katniss Everdeen*» (du nom de l'héroïne de la série *Hunger Games*), ou encore les clins d'œil à *Dragon Ball Z,* aux symboles des rebelles de *Star Wars,* au rap – de Ghali en Italie à Médine en France, avec le morceau de 2017 Grand Paris où «la banlieue influence Paname, Paname influence le monde» – en passant par les désormais célèbres batailles d'aura (de prestance). Moins de Che Guevara que par le passé, donc, mais davantage de mangas et de cultures urbaines. L'agenda gouvernemental est lui aussi détourné. En Italie, la possibilité de choisir des plaques d'immatriculation personnalisées, évoquée dans le cadre des mesures gouvernementales les plus récentes annoncées par le ministre des transports Matteo Salvini, a ainsi inspiré de nombreuses pancartes. À Florence, on pouvait lire : «*Moriremo di fame, ma con le targhe personalizzate*» («Nous mourrons de faim, mais avec des plaques personnalisées»). D'autres manifestant·es ont joué sur les dialectes régionaux, avec, par exemple,



«*800A*» à Palerme[2], ou utilisé des slogans provocateurs tels que « – Salvini, + ditalini», pour recentrer la focale sur le plaisir féminin et en faire une revendication politique, en opposition aux discours masculinistes de l'extrême droite. Les droits des personnes migrantes sont également présents, à travers des mots d'ordre contre les classes séparées en Italie ou en référence aux conséquences de l'attentat raciste de Trappes du 23 octobre dernier en France.

Ces formes d'expression ne relèvent pas seulement de l'humour ou de la provocation. Elles participent à la construction d'un langage générationnel commun et d'une identité collective qui dépasse les frontières nationales. Elles traduisent, par l'ironie, le détournement ou la rage, une critique du monde contemporain et de ses injustices. Le rap, dont plusieurs artistes ont également apporté leur soutien aux mobilisations, participe de cette même dynamique. La culture

2. Une insulte en sicilien.



populaire devient ainsi un répertoire d'action et de contestation à part entière. C'est un autre trait qui rapproche les mobilisations françaises et italiennes, mais aussi les révoltes de la Gen Z du Nord au Sud de la planète : l'existence d'une grammaire culturelle partagée, qui ne signifie pas pour autant uniformisation des pratiques ou des revendications.

Le numérique, nouvel espace de sociabilité et de mobilisation

Au-delà des références culturelles, les mobilisations de la Gen Z présentent également des similitudes dans leurs usages du numérique. Si les réseaux sociaux jouaient déjà un rôle important lors des printemps arabes, parfois qualifiés de « révolutions Twitter » ou « Facebook » il y a quinze ans, leur place a évolué. Les plateformes ne servent plus uniquement à diffuser des mots d'ordre, à rendre visibles des événements ou à appeler à manifester. Elles deviennent aussi des espaces à part entière de discussion, de sociabilité, de coordination et parfois de prise de décision. Les contenus circulent simultanément d'un pays à l'autre, avec une intermédiation médiatique ou organisationnelle souvent réduite, même si cette circulation reste soumise aux logiques algorithmiques et aux inégalités d'accès aux outils numériques[3]. La « népalisation » des pratiques évoquée précédemment concerne ainsi aussi bien les slogans que les lieux de rassemblement, les rendez-vous, les cibles de la contestation et les modalités concrètes de coordination.

Le cas du Népal est particulièrement éclairant à cet égard. En septembre 2025, Discord, plateforme initialement conçue pour les communautés de joueurs, est devenu un espace important de discussion politique et de coordination. Le serveur Youth Against Corruption, qui a rassemblé des dizaines de milliers de participant·es, a notamment accueilli des débats et des consultations sur la sortie de crise politique et le choix d'une personnalité appelée à diriger le gouvernement provisoire. Au Maroc, le serveur GenZ 212 a également permis de coordonner les manifestations, de discuter des revendications et de consulter les participant·es sur la poursuite du mouvement. Ces exemples montrent que des outils conçus pour d'autres usages peuvent être réappropriés comme des infrastructures de mobilisation, voire comme des espaces d'expérimentation démocratique. La formule de Bruce Lee, « *Be water, my friend* » (« Sois eau, mon ami »), remise au goût du jour lors des mobilisations de Hong Kong en 2019-2020 et présente dans les pancartes italiennes du 30 octobre, en offre une image particulièrement parlante : rester fluide, flexible et capable de s'adapter aux circonstances, sans dépendre d'une organisation centralisée ou d'un répertoire d'action prédéfini. La tâche des forces de l'ordre s'en trouve ainsi de plus en plus compliquée.

Des rapports ambivalents aux forces de l'ordre et à la répression

L'un des points qui distingue pour l'instant le plus nettement les deux côtés des Alpes concerne les rapports entre manifestant·es et forces de l'ordre. Il ne s'agit pas de nier l'existence d'une certaine répression en Italie, mais de souligner l'écart qui apparaît, à ce stade, dans les modalités du maintien de l'ordre.

Le 30 octobre, huit personnes ont été interpellées à Rome et cinq autres retenues à Turin. Dans la capitale, un campement de tentes a par ailleurs été installé sur la Via dei Fori Imperiali, près du Colisée, à l'initiative des organisateurs de la grève générale. À titre de comparaison, le ministère français de l'Intérieur a recensé 779 interpellations lors de la journée du 31 octobre, soirée d'Halloween comprise. Ces chiffres doivent cependant être maniés avec précaution : les mobilisations ne se sont pas déroulées le même jour et le bilan français intègre les incidents nocturnes. Les moyens employés diffèrent également : en Italie, les forces de l'ordre ont notamment eu recours aux canons à eau et aux gaz lacrymogènes, tandis qu'en France elles ont aussi utilisé des grenades de désencerclement et des lanceurs de balles de défense, dans un contexte d'affrontements d'une tout autre ampleur. Les manifestations italiennes du 30 octobre ont été majoritairement pacifiques, malgré des affrontements signalés à Rome, Turin, Vicence et Mestre, près de Venise. À Vicence, quatre policiers ont été blessés et trois manifestant·es contusionné·es ; à Turin, deux personnes ont été transportées à l'hôpital. Si

3. Qu'il s'agisse d'inégalités matérielles, d'« illectronisme » ou encore de privilèges d'accès (codes, caractère privé des salles de discussion, etc.)

cette journée n'a donc pas été exempte de violences, l'intensité des affrontements et le nombre d'interpellations apparaissent nettement plus limités qu'en France, notamment depuis le 17 octobre.

Un épisode survenu à Bologne mérite néanmoins d'être relevé : des membres de la Guardia di Finanza ont retiré leurs casques et abaissé leurs boucliers au passage du cortège. Cette scène rappelle un épisode survenu à Naples le 24 octobre, où les policiers avaient desserré leur cordon après que les manifestant·es, pour l'essentiel des jeunes scolarisé·es, leur avaient demandé d'enlever leurs casques. Sans tirer de conclusions hâtives, ces gestes montrent que les rapports aux forces de l'ordre ne se réduisent pas systématiquement à la confrontation et que les interactions peuvent varier selon les contextes locaux et les personnes mobilisées.

À Milan, toutefois, le déploiement de 500 militaires supplémentaires dans le centre-ville, notamment sur la Piazza Duomo, témoigne d'une tout autre approche. Décidée après les affrontements du 17 octobre, cette mesure s'inscrit dans le renforcement de l'opération « *strade sicure* » (routes sûres). Elle participe d'un dispositif sécuritaire qui, dans le contexte des mobilisations de la jeunesse, n'est pas sans rappeler la stigmatisation de certaines fractions de celle-ci, dont les « *maranza* » évoqués précédemment. Cette politique de fermeté s'inscrit également dans la continuité du durcissement à l'égard des mouvements autonomes et des espaces occupés, héritiers de l'après-68. Sous le gouvernement Meloni, plusieurs centres sociaux historiques (CSOA) ont été évacués, notamment le Leoncavallo à Milan en août 2025 et Askatasuna à Turin en décembre de la même année. Ces deux histoires ne se confondent pas, mais témoignent de la conflictualité ancienne des rapports entre les mouvements autonomes – qui bénéficient encore d'un large ancrage local, notamment dans les villes universitaires – et les pouvoirs publics en Italie.

Un nouvel automne chaud ?

L'issue de la mobilisation lancée en octobre 2026 reste, jusqu'ici, plus qu'incertaine. Une large participation à la grève générale du 30 n'est pas synonyme d'enracinement ; d'un autre côté, il est possible d'y voir un nouveau reflet de la révolte de la Gen Z en Europe : une jeunesse qui ne se mobilise plus seulement autour de revendications sectorielles, mais met en cause un modèle social, économique et politique dans son ensemble. Une formule largement relayée sur Facebook, accompagnant les photographies de cortèges imposants dans plusieurs villes transalpines, résume assez bien cette dimension : « Vous êtes l'amour qu'ils et elles craignent, parce qu'il crée un monde qu'ils ne peuvent pas contrôler. »

La référence à l'« automne chaud » italien de 1969 vient alors naturellement à l'esprit. Il ne s'agit évidemment pas d'établir une équivalence entre deux périodes dont les contextes économiques, politiques et organisationnels sont profondément différents. Mais la convergence ponctuelle entre jeunesse scolarisée et monde du travail, la circulation transnationale des répertoires d'action et l'émergence de nouvelles formes de mobilisation donnent à cette séquence une portée qui dépasse largement les frontières italiennes, dans le prolongement des mouvements de contestation qui ont marqué les années 1968 à l'échelle mondiale.

Paolo Stuppia est sociologue, membre du Germe et du Centre européen de sociologie et de science politique (CESSP-Paris, UMR 8209), chercheur associé à Cal Poly Humboldt (USA), coauteur de *Géopolitique de la jeunesse*, Paris, le Cavalier Bleu, 2024, et de *2006 : une victoire étudiante : le mouvement anti-CPE et ses tracts* (Paris, Syllepse, 2020).

Source : Groupe de recherche sur les mouvements étudiants (Germe), 31 octobre 2026.

Retour sur le printemps des contre-cours de 1973

Robi Morder

Si le mouvement s'installe dans la durée, il va falloir « tenir » en dehors des moments de blocage et manifestations. À Censier[1], à Saint-Cloud (voir Adresse, n° 23/XXX) avec une activité en parallèle des cours « traditionnels », une « Université populaire », des « cours autogérés » à Évry-Courcouronnes, le fil de l'histoire se renoue, et le mouvement se réinvente en permanence. Retour sur les grèves lycéennes de 1973[2].

Au printemps 1973, contre la mise en application de la loi Debré (suppression des sursis militaires) s'est engagé un mouvement lycéen, étendu à toute la jeunesse scolarisée, qui a duré plusieurs semaines. Comme la cessation de travail des lycéens – et des étudiants – ne gêne personne, la grève lycéenne doit – pour être efficace – être couplée à d'autres formes d'action. Ce que l'on retrouve dans les journaux, les tracts dans ces années 1970, c'est le terme de « grève active », qui distingue l'action collective du simple absentéisme (« séchage » des cours).

Alors que le mouvement s'installe dans la durée, la crainte de perdre des morceaux du programme pour les examens – le bac est proche, dans trois mois – amène à l'invention de formes collectives, « cours parallèles », « contre-cours », assurés par les grévistes eux-mêmes ou sous leur responsabilité. Si le point de départ est une réponse pratique à un problème concret, comment « tenir » en ne perdant pas trop, la portée est aussi symbolique, remettant en cause les rapports pédagogiques traditionnels où l'administration et les enseignants décident sans donner aux élèves voix au chapitre. Ces initiatives de quasi-autogestion pédagogique heurtent une partie du corps enseignant, même parmi celles et ceux qui soutiennent les revendications du mouvement, voyant par cette « autogestion des cours » une remise en cause de leurs pratiques traditionnelles. Depuis, la vision de la place de l'élève a heureusement changé.

Tenir la grève avec des examens qui approchent

Les élèves de terminale, souvent les plus motivés pour agir devant l'annonce de la fin des sursis, sont aussi les plus préoccupés par l'échéance du baccalauréat. Il faut donc éviter que le « chantage au bac » ne favorise la reprise des cours, et donc répondre à cette préoccupation dès lors que la grève se prolonge. D'où le développement de « contre-cours ». À la fois simple moyen de lutte et manifestation des « aspirations et capacités autogestionnaires des lycéens », dans beaucoup de cas ces « contre-cours » s'éloignent des programmes officiels, se transforment en discussions sur des thèmes aussi variés que le service militaire, la contraception et l'avortement, la réforme de l'enseignement.

La région la plus concernée sera le Sud-Ouest où, dès le début du mouvement sont organisés des contre-cours à tous les niveaux scolaires. Ce développement amène le recteur à décider de fermer de nombreux lycées avant les congés de Pâques et à menacer à la rentrée de fermer de nouveau tous les lycées où se dérouleraient des « contre-cours ».

1. Faïza Zerouala, « On prend plaisir à cette lutte joyeuse, et ici on ne risque rien », *Mediapart*, 22 octobre 2026.

2. Voir également Robi Morder et Jean-Luc Primon, « Pouvoir étudiant et lycéen dans les années 1970 », dans Lucien Collonges (coord.), *Autogestion : hier, aujourd'hui, demain*, Paris, Syllepse, 2012.

LE GERME

En ce premier quart de 21e siècle, il y a bien plus de trois millions d'étudiants en France, soit cinq à six fois plus que d'agriculteurs.
C'est pourtant une réalité bien souvent ignorée, alors que régulièrement, grèves et manifestations rappellent à l'opinion publique et aux gouvernements que cette jeunesse a des revendications, des désirs, des ambitions, des rêves non seulement pour elle mais pour toute la société, arrivant même à bousculer l'histoire.
La guerre d'Algérie, Mai 68, la «réforme Devaquet», et plus récemment le CPE, sont autant de moments qui ont mobilisé des générations successives d'étudiants et lycéens, marqué la population et dont chacun se souvient encore aujourd'hui.
Au-delà de ces mobilisations ponctuelles, les étudiants s'organisent en acteur collectif, en «mouvement» dans de nombreuses sphères qui parfois s'entre-mêlent: syndicale, associative, politique, confessionnelle, mutualiste, culturelle, sportive.
C'est dans le souci de mieux faire connaître l'ensemble des facettes de ces «mouvements étudiants», qui ont l'apparence du conjoncturel mais sont en vérité durables, que la collection Germe est créée.
Germe, certes comme «Groupe d'étude et de recherche sur les mouvements étudiants», qui regroupe, depuis 1995, des chercheurs de différentes disciplines autour de cet objet de recherche en plein essor. Mais surtout en référence aux idées et pratiques qui germent, comme à la multiplication des travaux, des études, des témoignages auxquels seul, pour l'instant, a accès un cercle restreint.
Or, c'est justement ce que cette collection a comme ambition: porter à la connaissance d'un public plus vaste d'acteurs, anciens ou actuels, de chercheurs, d'étudiants, de lecteurs/citoyens tous ces éclairages qui permettent de mieux comprendre cette part essentielle du monde d'aujourd'hui et de demain.



ADRESSES À VISITER

CLIQUER SUR LES LIENS

L'urgence d'une refondation du contrat social et d'une réponse démocratique aux mobilisations citoyennes

Ligue des droits de l'homme

Derrière le rejet de Parcoursup, la dénonciation d'un monde fondé sur une compétition injuste

Tribune publiée par Mediapart

Pour le droit à l'éducation, invitons les revendications de la jeunesse à l'Assemblée

Entre les lignes entre les mots

À Paris, les contre-cours n'ont pas eu le développement qu'ils auraient pu connaître du fait de la proximité des universités et de la « disponibilité » d'étudiants… en grève., mais des modèles-types apparaissent.

Cours parallèles, contre-cours, cours autogérés

Au lycée Charlemagne dans le 4e arrondissement, lycée scientifique, deux tentatives sont faites. La première est organisée dès le début de la grève, à la mi-mars, des prépas de math-spé aident dans leurs révisions les terminales. La seconde, plus systématique, se déroule du 2 au 9 avril où des cours sont organisés pour tous les niveaux du premier cycle à la terminale, ce qui va entraîner une très violente réaction de l'administration et d'une partie du corps enseignant. L'expérience s'arrête.

Au lycée Montaigne à partir du 26 mars, des élèves de terminale vont faire la classe à ceux de seconde et des étudiants à ceux de terminale.

À partir de ce même 26 mars, le lycée Arago, place de la Nation, fut le haut lieu des contre-cours, généralement organisés le matin, les après-midi étant réservés aux activités culturelles. Ce sont d'abord des étudiants – une permanence est assurée à la faculté de Jussieu pour les recenser – qui viennent aider les élèves de terminale. Il y a aussi des enseignants syndiqués ou proches de la tendance École émancipée du SNES, qui participèrent à l'élaboration des contenus de ces cours alternatifs. C'est, titre l'article du *Monde* du 31 mars, « La super vie à Arago », notant : « Les cours parallèles attirent davantage que les cours normaux, sans toutefois accueillir tous les grévistes. »



REVOLUTION CULTURELLE à ARAGO

Au début le comité de grève a proposé quelques trucs aux élèves, puis ils ont participé, on a trouvé un tas d'idées. Ce qu'on veut c'est apprendre à créer, non pas à répéter bêtement la société.

Et puis y'en a marre des grèves glandouilles- on s'en lasse, ça débouche sur rien. La grève est une occasion idéale de toucher le doigt sur tout ce qui ne va pas, de pousser loin les barrières.

On a organisé l'autogestion des cours: finis les profs dominateurs finis les cours magistraux. Les élèves travaillent ensemble par groupes: terminales avec les premières, premières avec les secondes. Des étudiants se présentent pour nous aider. La direction et les profs ont fait un "tour du propriétaire" constatant ironiquement "eh bon, maintenant vous vous démerdez tous seuls!"

On a des groupes de discussion sur l'armée, le sexe, les parents - sur tout ce qui nous emmerde. Il y a un groupe théâtre, on invente des sketchs sur Debré etc...

Des mecs ont formé un orchestre. On danse, on vie, on se défoule. C'est nécessaire dans le lycée, dans la société où on a du mal à s'exprimer. Ainsi on a crée une salle spéciale où on se défoule par peinture, où on écrit tout ce qui nous passe par la tête. Un groupe de potes est en train de faire une statue de 4m de haut du sieur Debré. Pour se coordonner avec d'autres bahuts un service d'information centralise les nouvelles. Un service de nettoyage pour que l'occupation des locaux ne surcharge le personnel.

Au lycée Colbert, une quinzaine de cours sont organisés par le comité de grève qui réquisitionne les salles nécessaires. « Les élèves fixent les programmes, les élèves sont toujours inscrits absents » (donc grévistes).

Il y en eut dans d'autres lycées comme au lycée Rodin à Paris ou au lycée de Rueil. Dans ce dernier les grévistes refusèrent d'entendre parler de cours fussent-ils « contre ».

Au lycée Joffre de Montpellier, c'est après le 2 avril que les contre-cours sont organisés aussi bien sur les programmes traditionnels que sur d'autres thèmes : Occitanie, sexualité, musique.

Au lycée de filles du Mas-de-Tesse, les enseignants du SNES se proposent pour aider à la mise en place des contre-cours, mais l'administration ferme l'établissement.

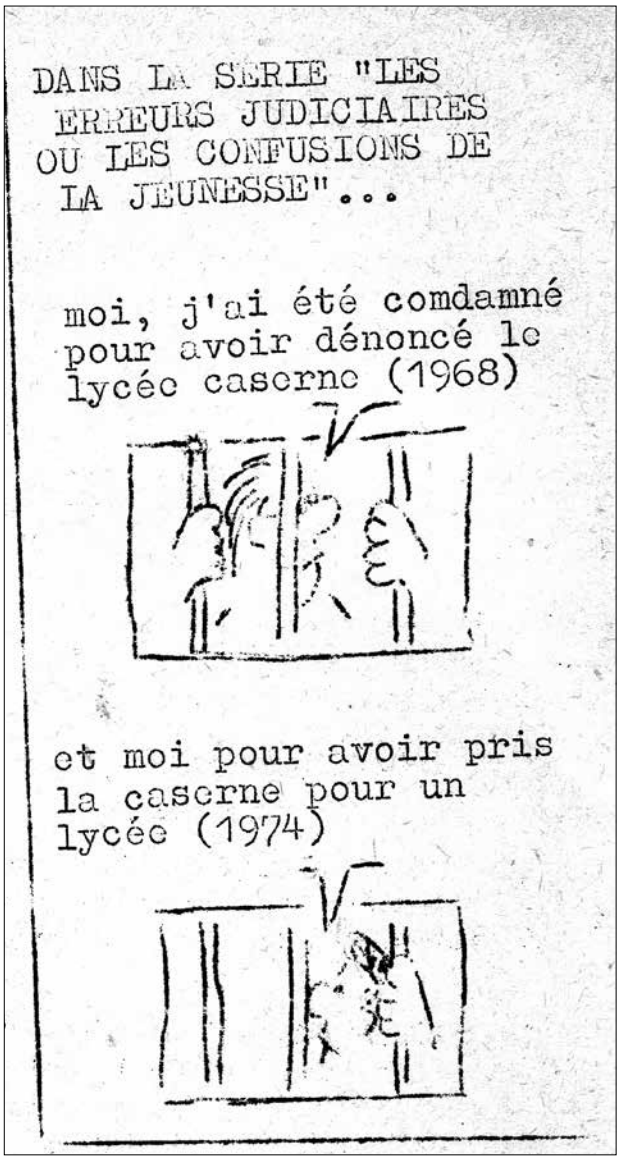
Si l'expérience fut limitée à quelques lycées, sans coordination entre eux, le ministère de l'éducation nationale donna à la rentrée 1973-1974 une réponse institutionnelle par les « 10 % ». Il s'agissait de réserver 10 % du temps scolaire à des activités « hors programme », mais sous l'autorité des proviseurs et des conseils d'administration. Dès lors, dans plusieurs établissements, les militants ont promu des « 10 % sauvages », « 10 % autogérés » en dehors du contrôle de l'administration, en même temps que s'organisait dans la jeunesse la solidarité avec les Lip.

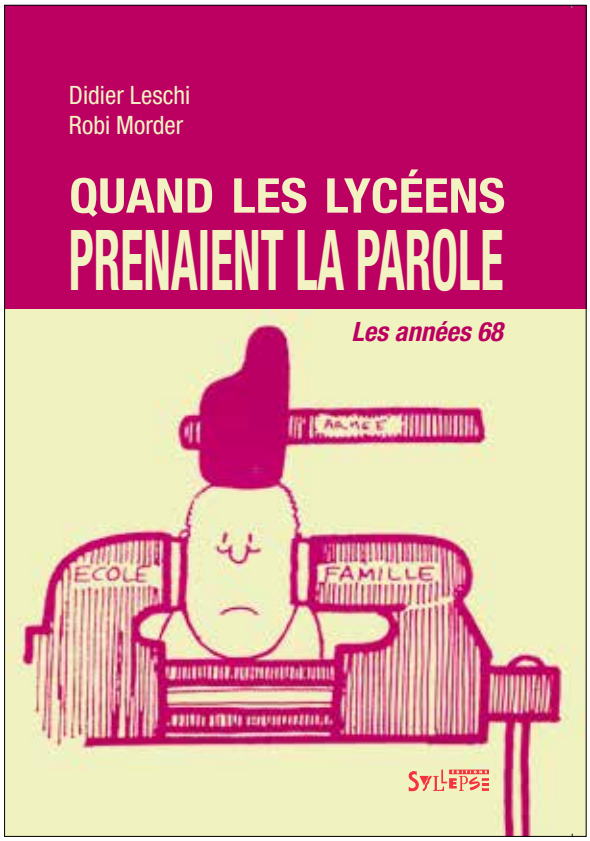
Robi Morder est co-animateur de la collection Germe aux éditions Syllepse.

Source : *Le Club de Mediapart*, 3 novembre 2026.



En février 1971, Richard Deshayes a été éborgné lors d'une manifestation par un tir tendu de grenade. La dissolution des « brigades spéciales » a été un des mots d'ordre du mouvement de grève pour la libération du jeune lycéen Gilles Guiot.







Février 1973. Manifestation de protestation contre la vétusté des établissements à la suite de l'incendie du CES Pailleron.



Personne ne nous représente. Nous nous représentons nous-mêmes

Déclaration du Mouvement du 17 octobre (M17)

Personne ne nous représente. Nous nous représentons nous-mêmes. Nous n'avons ni président, ni secrétaire, ni porte-parole à inviter à la télévision, ni bureau à trouver, ni cartes d'adhésion à vendre. Nous sommes des jeunes qui ont décidé de ne plus attendre.

Notre nom est une date, non un organigramme, car une date appartient à tout le monde et personne ne peut se l'approprier. Nous ne sommes pas un acronyme. Nous sommes un processus : un mouvement sans structure formelle, né pour prendre l'initiative et promouvoir la conscience politique collective des jeunes en Italie.

Les partis institutionnels et les syndicats font partie du système étatique auquel nous nous opposons et nous agissons à leur égard en conséquence. Quant aux organsations non institutionnelles – à commencer par les groupes d'activistes qui, depuis des décennies, tentent de tirer profit des luttes et de les monopoliser –, nous ne les estimons pas à la hauteur de la tâche. Il ne s'agit pas d'un renoncement, mais d'une condition. Ils doivent faire leurs preuves dans la pratique, en se mettant au service des luttes plutôt que de mettre les luttes au service de leur propre survie, de leurs propres organisations, de leurs propres mots d'ordre et de leurs propres carrières.

D'ici là, personne ne parle en notre nom et personne ne peut revendiquer nos espaces publics. Pourtant, en écrivant ces mots, quelqu'un parle déjà au nom des autres. Un mouvement qui se dote d'un chef se fixe un objectif. Un mouvement doté d'une direction a un tournant. Un mouvement doté d'une liste de membres a un dossier. Nous ne proposons pas d'objectifs.

Nos références sont les suivantes : l'Égypte en 2011, où une place sans leader a mis à genoux un régime en place depuis trente ans ; la Tunisie, où tout a commencé ; Hong Kong en 2019, avec et son mmot d'ordre «Sois comme l'eau» – s'organiser de manière décentralisée, souple et insaisissable ; le Soudan, avec ses comités de résistance de quartier ; l'Algérie et le Liban, où les manifestants ont refusé d'être représentés par les anciennes structures du pouvoir ; le Chili en 2019.

Qu'attendons-nous de la rue ?

Il ne suffit pas que la rue soit un lieu de protestation. La protestation à elle seule finit par s'épuiser.

Nous voulons que chaque moment passé dans la rue soit aussi un moment de discussion, de débat et d'épanouissement politique. Nous voulons qu'émerge, à la base, une dialectique vivante, spontanée et vigoureuse, entre des personnes aux parcours différents, qui s'écoutent, échangent leurs idées et se transforment mutuellement. Nous ne recherchons pas l'unanimité, mais une maturation collective. Nous voulons que les rues soient des écoles de politique et que les jeunes en ressortent avec une conscience politique plus développée.

Le M1710 propose «une mobilisation permanente, tous les samedis à 15 heures, jusqu'à la chute du gouvernement.»

Cette déclaration a été publiée sur Instagram et Telegram, et reprise dans un article d'*Il Manifesto* signé par Roberto Maggioni. Il s'agit de la première déclaration du Mouvement du 17 octobre, telle qu'elle a été publiée dans la nuit du dimanche 18 au lundi 19 octobre. Texte publié sur le site de Réseau Bastille. Traduction Michel Lanson.

Guadeloupe : « Il est urgent de répondre ensemble à la demande sociale »

Appel de Pointe-à-Pitre

Lycéens et étudiants se mobilisent. De nombreuses petites et moyennes entreprises expriment leur colère. Marins-pêcheurs et agriculteurs sont sur le pied de guerre.

Ces signaux ne se confondent pas, mais ils disent la même chose : les modèles hérités d'un autre temps ne répondent plus aux attentes de la société guadeloupéenne. L'heure du dépassement a sonné et exige courage et lucidité.

Le diagnostic est connu et nous ne le referons pas ici.

Nous nous arrêterons à l'un de ses symptômes les plus graves : le chômage des jeunes.

Une partie de ces jeunes, souvent sans formation, est happée par la consommation et le commerce de stupéfiants. Ils entrent ainsi dans une spirale mortifère, dominée par la violence, dont ils sont les premières victimes.

Les leçons des mobilisations de 2009 n'ont pas été tirées et les problèmes se sont depuis aggravés. La situation actuelle nous paraît plus préoccupante encore. Il y a urgence à repenser le modèle économique, social et politique.

Plus que jamais, la colère populaire peut surgir en dehors des cadres conventionnels, comme l'a montré la mobilisation de 2024 en Martinique[1]. Lorsque les canaux habituels de la représentation ne sont plus perçus comme efficaces, l'expression sociale cherche d'autres voies, moins prévisibles.

Nous n'avons pas la prétention de détenir des solutions.

C'est précisément parce que ces problèmes sont multiples que les solutions ne peuvent être pensées que collectivement, avec les différents secteurs concernés : jeunesse, éducation et formation, entreprises, salariés, associations, collectivités, services de l'État.

La mobilisation lycéenne, les récentes interpellations d'élus et d'une partie des entreprises locales vont dans ce sens, et nous les saluons. La demande sociale est multisectorielle.

Il appartient aux autorités d'y répondre par des politiques publiques adaptées aux circonstances présentes et s'inscrivant dans la durée, et non par des mesures ponctuelles ou différées.

Il ne s'agit pas de désigner des coupables, mais de construire un consensus politique à la hauteur de l'urgence et des défis que nous devons relever.

Premiers signataires : Fred Reno (professeur des universités en science politique), Julien Merion (politologue, vice-président du Coreca), Florence Romana (professeur des universités en physique des matériaux), Anny Flory (professeur des universités en chimie des matériaux), Pierre Odin (maître de conférences en science politique), Sarra Gaspard (professeur des universités en chimie), Clara Palmiste (maîtresse de conférences en histoire), Joao Gabriel Galli (docteur en histoire), Alexandre Debiche (professeur de philosophie, président de l'APPHIGUA), Valérie Doumeng (professeur des universités en droit privé).

Source : *Karib'info, le média qui nous rassemble,* 16 octobre 2026. Information transmise par Sylvain Silberstein que nous remercions.

1. Le mouvement avait été largement impulsé par le RPPRAC (Rassemblement pour la protection des peuples et des ressources Aafro-caribéens), un collectif citoyen né en dehors des structures classiques.

La répression de la révolte populaire ne réparera pas les locaux scolaires

Priama Diia

Depuis cinq semaines déjà, les élèves français sont contraints, au lieu d'étudier, de monter sur les barricades et de se défendre contre la police. Il semble que le gouvernement français ait décidé de réprimer par la violence toute contestation de sa politique de destruction systématique de l'éducation, ce qui a donné aux manifestations un caractère extrêmement violent.

Les élèves, les enseignant·es et les étudiant·es sont confronté·es depuis longtemps à l'absence des conditions élémentaires nécessaires à l'enseignement, tandis que le gouvernement ignore totalement leurs plaintes.

À l'heure actuelle, l'école en France se présente ainsi : les élèves et les enseignant·es doivent passer plus de dix heures par jour dans des classes surchargées, où le matériel scolaire élémentaire fait défaut […]. L'enseignement, désorganisé par le manque d'enseignant·es, se transforme en véritable enfer pour tout le monde.

Ces problèmes touchent particulièrement les « banlieues », ces quartiers populaires français où vivent notamment des populations issues de l'immigration, des minorités ethniques et des populations défavorisées.

L'origine sociale reste à ce jour le facteur le plus déterminant dans la prédiction de la réussite scolaire. Cette inégalité est entretenue par des dispositifs de sélection sociale des candidats à l'entrée dans l'enseignement supérieur, tels que Parcoursup ou Mon Master, dont la réforme est l'une des revendications des manifestations. Les élèves issus de minorités ethniques sont également victimes de profilage (contrôles d'identité plus fréquents) et d'un traitement plus défavorable de la part de la police.

Le mouvement est confronté à la répression et aux violences policières

Après de longues tentatives infructueuses pour se faire entendre par un gouvernement qui prévoyait de poursuivre la réduction des moyens alloués au secteur social et le démantèlement des droits politiques, les lycéen·nes n'avaient d'autre choix que d'exercer leur droit de manifester et de faire entendre leur voix. Mais dès les premiers jours, leur mouvement a été confronté à une répression sans précédent : le ministre de l'intérieur a donné un ordre criminel autorisant l'utilisation de tout l'arsenal policier contre les élèves mobilisés […]. Des témoignages et des images de provocations, d'abus et de violences affluent de toutes parts.

La police n'hésite pas à faire preuve d'une particulière brutalité envers les enfants : à la suite de ses interventions, un élève de 16 ans a perdu un œil, un collégien de 14 ans a eu la mâchoire fracturée après qu'un policier a tiré sur lui une grenade lacrymogène à bout portant, et un adolescent de 15 ans a eu la main arrachée par une grenade de désencerclement lancée par la police dans la foule.

L'interdiction d'accès des forces de l'ordre au sein des universités, qui existe depuis le 13e siècle, a également été violée à plusieurs reprises. La police a fait irruption dans la Sorbonne pour disperser une assemblée étudiante pacifique. Parallèlement, une professeure de l'université Paris-Nanterre a été insultée et violemment frappée, après avoir été prise pour une étudiante.

Afin de réprimer le mouvement de protestation et malgré l'opposition des autorités scolaires et des collectivités locales, le gouvernement a obtenu la publication de

décrets interdisant les rassemblements, fermant les écoles et imposant le passage à l'enseignement en ligne.

Les syndicats et les enseignant·es se joignent aux manifestations

Malgré les discours relayés par les médias libéraux sur les « Français cupides » et les « mauvais élèves et migrants qui veulent sécher les cours », les enseignant·es comme les autres salarié·es se sont joint·es au mouvement lycéen. En se tenant par la main et en formant des chaînes humaines, les adultes s'interposent face à la police pour protéger les jeunes.

Alors que la police mutile des enfants, les médias se préoccupent davantage de l'état des poubelles dans la rue.

La condamnation moralisatrice de la colère légitime des manifestant·es face au mépris systémique de leurs droits – en particulier le droit à l'éducation – détourne l'attention des causes du problème pour la focaliser sur ses symptômes. La répression de la révolte populaire ne réparera pas les locaux scolaires. En mettant l'accent sur les incendies – en partie mis en scène par la police – et d'autres actes de vandalisme, les politiciens et les médias tentent de priver le mouvement de son contenu politique.

Les accusations de violence portées contre les élèves servent à marginaliser le soulèvement et à éloigner la population de celui-ci. L'engagement conjoint du corps enseignant et des travailleur·euses dans le mouvement met en évidence les causes communes de leurs difficultés et montre que les revendications formulées par les élèves trouvent un écho et un soutien au sein de la société française.

Priama Diia est un syndicat étudiant ukrainien.

Source : Comité français du RESU.



Histoire et enseignements d'une lutte étudiante

Artem Remizovskyi

Le 10 mars 2025, les étudiants de l'Académie nationale des beaux-arts et d'architecture (NAOMA) ont organisé un piquet de grève pour exiger le lancement des travaux de rénovation de leur résidence universitaire et la baisse des tarifs des services collectifs. Cette manifestation était l'aboutissement d'une série d'événements qui avaient débuté en novembre dernier, lorsque les premiers froids s'installaient, les résidents privés, d'eau et de chauffage, ont reçu des factures mensuelles de logement s'élevant à environ 1 300 UAH. Les militants du syndicat étudiant indépendant Priama Diia[1] se sont emparés de ces problèmes et se sont joints à la lutte pour des conditions de vie décentes.

Ce n'est pas la première fois dans l'histoire moderne de l'académie que les étudiants de la NAOMA se battent contre la bureaucratie de leur université. Cette dernière ne cache pas son attitude paternaliste et conservatrice envers les étudiants et n'hésite pas à recourir à divers moyens de pression pour maintenir le statu quo.

Depuis au moins 2016, l'Académie des beaux-arts est non seulement un lieu où le savoir est littéralement produit, mais aussi un espace de vifs conflits sociaux, qui, dans l'enseignement supérieur, sont masqués par la dépolitisation et l'aliénation des universités. Ce conflit mérite d'être relaté et analysé en tant qu'exemple de politique publique incohérente, mais aussi comme une expérience dont il est possible tirer des enseignements et d'aller de l'avant, en ouvrant de nouveaux horizons où la décommercialisation et l'introduction d'une pédagogie libertaire dans l'enseignement supérieur seront à l'ordre du jour.

Nous reviendrons ici plus en détail sur l'histoire de la lutte étudiante à la NAOMA, la bureaucratie locale, l'absurdité de la politique éducative de l'État et les leçons à en tirer.

Manifestations étudiantes à l'Académie entre 2016 et 2023

Pour commencer, il convient de parler de l'Académie des Beaux-Arts en général. L'Académie est une petite université située à Kyiv, placée sous l'autorité du ministère de la culture et des communications stratégiques. En novembre 2024, elle comptait environ 1 200 étudiants, dont la grande majorité était des femmes. L'Académie est installée dans le bâtiment d'un ancien séminaire théologique, classé monument national. À l'époque soviétique, un bâtiment supplémentaire a été construit. La plupart des locaux de la NAOMA sont utilisés pour des ateliers, où se déroule la formation. Même pendant la pandémie de Covid-19, l'enseignement y est resté principalement présentiel, seules les matières non spécialisées et théoriques étant dispensées à distance. Les étudiants sont évalués sur la base de leurs projets, qu'ils présentent à la fin du semestre lors de sessions d'évaluation. À cette occasion, des journées portes ouvertes sont organisées : les murs de la NAOMA, ses couloirs et ses salles sont recouverts d'œuvres ; des master classes sont organisées.

En d'autres termes, l'Académie nationale des beaux-arts est un réseau d'ateliers où

1. À propos de Priama Diia, voir *Soutien à l'Ukraine résistante*.



Aliona Mamai, «Action at the Door». (Photo : Sofia Berginer.)

les étudiants produisent, principalement de leur propre initiative, des œuvres originales qui, aux yeux des enseignants et des collectionneurs, se transforment en marchandises et acquièrent une valeur d'échange. Cependant, en raison des spécificités des académies d'art, ce processus d'aliénation et de marchandisation se heurte constamment à la résistance des étudiants. Ici, la distinction entre travail physique et travail intellectuel s'estompe, car les étudiants produisent littéralement des œuvres de leurs propres mains ; de plus, ils achètent souvent eux-mêmes les matériaux et outils nécessaires, ce qui renforce également leur implication dans la production.

Alors que les étudiants travaillent sur leurs projets au sein d'une université, tant leurs conditions de travail comme la qualité de leur formation déterminent celle du produit final, dans lequel ils investissent beaucoup de temps et d'émotion. C'est vrai, dans une certaine mesure, pour tous les établissements d'enseignement supérieur. C'est toutefois ici que la précarité du travail étudiant et la crise de l'université prennent une forme concrète, matérielle et spatiale.

L'Académie nationale des beaux-arts et d'architecture a une histoire riche en manifestations de protestation. En 2016, Aliona Mamai, étudiante en quatrième année, a organisé une performance intitulée *Action at the Door* devant l'entrée principale de l'Académie. Elle a rédigé un manifeste sur les plaques de signalisation et distribué des brochures abordant plusieurs problèmes liés au parcours académique : des expositions non ouvertes au public et l'évaluation des œuvres sans la participation des étudiants ; un nombre insuffisant de cours, dont beaucoup n'étaient pas assurés par les enseignants ; et un enseignement qui ne prépare pas les étudiants aux réalités du marché de l'art. À l'époque, l'administration avait réagi négativement : les agents de sécurité avaient tenté de s'interposer et avaient appelé la police ; le recteur de l'époque, commentant la situation, avait accusé un groupe de personnes de « saper cette puissante institution ». Il existe peu d'informations accessibles au public sur ces événements, mais certaines sources mentionnent qu'après la manifestation, des étudiants et des enseignants ont créé un département d'art contemporain et lancé la maison d'édition indépendante Vono, consacrée à la vie de l'Académie.

[…] En décembre 2020, la NAOMA devait organiser des élections rectorales conformément à la nouvelle législation sur l'éducation ; cependant, à la dernière minute, le ministère de la culture les a reportées *sine die* et a nommé l'un des candidats, Ostap Kovalchuk, à la tête de l'Académie par intérim. En réponse, les étudiants ont organisé plusieurs manifestations pour exiger la reprise du processus électoral et ont créé une ONG



de surveillance, Pro NAOMA. Cette action a également été soutenue par les enseignants de l'Académie, et le Conseil académique a adopté une motion de censure à l'encontre de Kovalchuk. Finalement, des élections ont eu lieu, et Oleksandr Tsuhorka est devenu recteur.

Les étudiants de l'Académie avaient déjà soulevé des problèmes de logement avant les événements de cette année. En 2021, la NAOMA s'était retrouvée au cœur d'un scandale public après que l'administration eut interdit les cours de dessin d'après modèle vivant, expliquant qu'il faisait froid dans les salles de classe. En novembre 2023, alors que les bâtiments de la NAOMA n'étaient pas chauffés, les étudiants ont organisé un piquet de grève. Le recteur a alors solennellement ouvert le robinet et le chauffage s'est remis en marche.

Par ailleurs, en décembre 2023, les résidents de la résidence universitaire ont lancé un appel collectif à l'administration pour qu'elle annule les frais supplémentaires liés aux services collectifs, qui dépassaient en novembre 1 200 UAH par mois. Dans leur déclaration, ils ont souligné que ces frais supplémentaires, ajoutés aux frais dhébergement de 800 UAH, étaient illégaux : selon les règlements et arrêtés gouvernementaux, les frais de résidence comprennent déjà les charges. De plus, le montant maximal des frais de logement dans les résidences universitaires des établissements d'enseignement ne peut dépasser 40 % de la bourse d'études. La déclaration collective a été transmise à l'administration, et le lendemain, le vice-recteur chargé des services généraux s'est rendu à la résidence universitaire. Selon les étudiants, il a fait pression sur les signataires : il a réuni les responsables de la résidence universitaire et les a avertis que, si de telles initiatives se reproduisaient, l'administration répercuterait le coût de l'électricité sous forme de frais supplémentaires liés à l'utilisation d'appareils électriques, et qu'ils devraient alors payer encore plus. Cependant, la résistance des étudiants a porté ses fruits et les factures d'énergie du mois de novembre ont pu être annulées.

Ni Vono ni Pro NAOMA ne sont plus en activité. La NAOMA n'a jamais constitué d'organisation permanente capable de rassembler et de transmettre l'expérience de la lutte étudiante. Il existe peu de traces publiques de ces événements, et les anciens élèves ont rarement partagé leurs souvenirs, ce qui explique pourquoi les acquis et les succès des générations précédentes sont restés inconnus des nouveaux étudiants.

Cependant, alors que dans d'autres universités, les syndicats étudiants locaux et les conseils étudiants jouent généralement le rôle de « partenaire subalterne » de l'administration, apportant leur soutien à la direction de l'établissement, à la NAOMA, ce sont des organisations militantes indépendantes qui rassemblent des personnes prêtes à un conflit ouvert. Une situation similaire, du moins en apparence, peut être observée dans un autre établissement d'enseignement supérieur d'art, l'Université nationale de théâtre, de cinéma et de télévision Karpenko-Kary de Kyiv. Là-bas, lors du scandale autour d'Andriy Bilous, le conseil étudiant local a soutenu les victimes et a organisé une réunion au cours de laquelle, après une longue discussion, l'administration a accepté de suspendre le professeur. En conséquence, un groupe de travail conjoint avec les étudiants a été mis en place pour traiter les problèmes au sein de l'université.

Paternalisme et patriarcat à la NAOMA

L'activisme étudiant à la NAOMA s'explique non seulement par les spécificités des études au sein de l'Académie, mais aussi par l'hostilité avec laquelle l'administration accueille les initiatives étudiantes. L'administration ne considère pas les étudiants comme des sujets égaux et recourt à des pratiques paternalistes et patriarcales dans la gestion de l'université. Si la célèbre déclaration de David Graeber s'applique à un établissement, c'est bien à la NAOMA :

> En fait, le système universitaire moderne est à peu près la seule institution – à part la monarchie britannique et l'Église catholique – à avoir survécu plus ou moins intacte depuis le Haut Moyen Âge. Que signifierait réellement agir comme un anarchiste dans un environnement rempli de doyens, de vice-recteurs et de personnes vêtues de toges farfelues, enchaînant les conférences dans des hôtels luxueux […]. À tout le moins, cela signifierait remettre en cause

la structure universitaire d'une manière ou d'une autre.

Je voudrais donner quelques exemples qui illustrent clairement le discours dominant au sein de cette institution. Le 13 décembre 2024, Mykhailo, un autre militant de Priama Diia, et moi-même, accompagnés des résidents de la cité universitaire, nous sommes rendus au bureau du recteur afin de savoir où se trouvait le bureau de Volodymyr Bondarchuk, vice-recteur par intérim chargé des activités éducatives, de production, financières et administratives.

Tamara Kasyanenko, première vice-rectrice par intérim, nous a immédiatement conduits dans son bureau, a appelé Bondartchuk, qui s'est mis à expliquer pourquoi les radiateurs de la résidence universitaire étaient froids et pourquoi les factures d'énergie étaient élevées. Au cours de la conversation, il a répété une dizaine de fois : « Vous êtes nos enfants, nous prendrons soin de vous. » Kasyanenko, quant à elle, a déclaré que nous devions prendre conscience qu'il y avait une guerre dans le pays, et que les étudiants devaient donc faire front commun et endurer quelques privations. De plus, l'administration a accusé les étudiants d'une utilisation excessive d'appareils électriques, ce qui, selon elle, était à l'origine des coupures d'électricité dans la résidence universitaire.

Nous avons alors convenu d'organiser une nouvelle réunion le lundi, à laquelle nous devions apporter une liste des chambres dont les fenêtres et les radiateurs présentaient des problèmes. Le 16 décembre, je me suis rendu dans le bureau du vice-recteur par intérim avec cinq autres résidents de la résidence. Lorsque nous lui avons remis la liste susmentionnée, il a refusé de répondre à la question concernant le calendrier des réparations. Après cela, l'un des étudiants, indigné, s'est mis à se plaindre que ces problèmes duraient depuis des années et que l'administration ne faisait rien d'autre que des promesses. La première vice-rectrice, dans la plus pure tradition du discours monolingue dominant, a réprimandé l'étudiant :

> Pourquoi parlez-vous la langue de l'occupant en temps de guerre ? Te rends-tu compte à quel point c'est irrespectueux envers les soldats ?

Lorsque les mêmes plaintes ont été formulées à nouveau, cette fois dans la langue officielle, M^me^ Kasyanenko a commencé à se justifier en prétextant qu'elle n'était en poste que depuis six mois et que l'académie disposait de peu de moyens financiers. Finalement, nous avons convenu oralement qu'une réponse à notre réclamation ainsi que le calendrier des travaux de réparation nous seraient communiqués vers le 20 décembre. Le 20 décembre est passé, mais aucune réponse n'est venue.

Le 30 décembre, d'autres membres de Priama Diia et moi-même, accompagnés d'un résident de la résidence universitaire, sommes venus nous renseigner sur la réponse de l'administration. Ce fut une journée très mouvementée : ils ne voulaient pas nous laisser entrer, le doyen par intérim de la faculté des Beaux-Arts et de la restauration, Ihor Melnychuk, a vérifié nos documents et a menacé d'appeler mon université. On tentait de nous convaincre que l'Académie était fermée pour les vacances et qu'il n'y avait personne, alors même qu'une annonce concernant une exposition ouverte au public avait été publiée sur le site officiel des Beaux-Arts.

Finalement, on nous a autorisés à entrer dans le rectorat, où nous avons été accueillis par une Kasyanenko furieuse, un bout de papier à la main. Elle a déclaré que « seul Remizovskyi » serait informé de la réponse, puisque la demande avait été faite en mon nom. Je l'ai donc suivie. On m'a conduit dans un bureau exigu ; le doyen par intérim, le vice-recteur par intérim et le responsable de la résidence universitaire étaient confortablement installés dans des fauteuils, tandis qu'on m'a attribué une chaise en bois.

> « Je vous en prie, asseyez-vous », a dit Melnychuk.
> « Merci, je vais rester debout », ai-je répondu, car je n'avais pas l'intention de m'attarder, d'autant plus que j'avais été convoqué sous prétexte de recevoir une simple réponse à notre demande.
> « Non, non, asseyez-vous. »
> « Non, merci beaucoup, je me sens plus à l'aise comme ça. »
> « Si vous voulez parler, dit le doyen d'une voix très froide, asseyez-vous. »

Je me suis assis. La volonté non dissimulée de l'administration de me faire passer

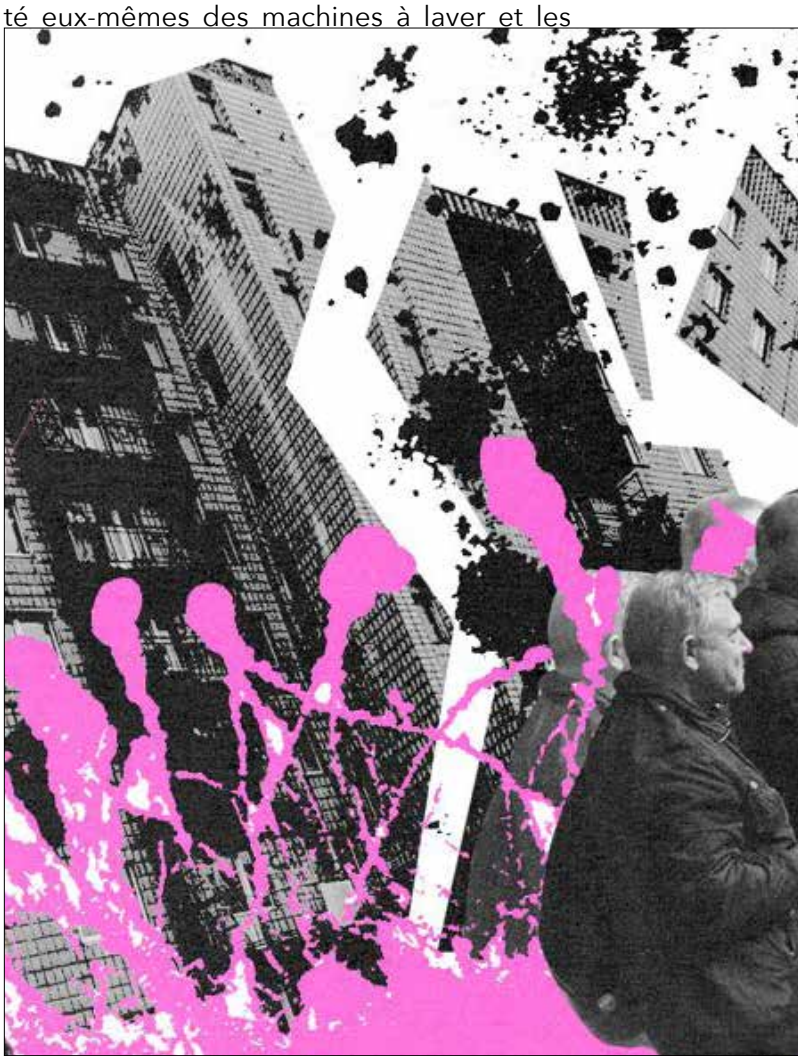
pour un «mauvais élève» dans le bureau du directeur de l'établissement me semblait si absurde que j'ai eu envie d'éclater de rire. Pendant environ 40 minutes, Kasyanenko m'a lu à haute voix une note de service dans laquelle l'administration affirmait que tous les problèmes avaient déjà été résolus et m'accusait de toutes sortes de choses – allant de l'accusation de vouloir «me forger une carrière de leader étudiant» à celle de nourrir un prétendu «intérêt personnel» pour les étudiantes. Pour une raison quelconque, les bureaucrates avaient décidé que j'étais l'acteur principal de ce processus et tentaient de faire pression sur moi pour obtenir mon accord afin de reloger les étudiants vivant dans des conditions insatisfaisantes. J'ai répondu que ces questions devaient être réglées directement avec les résidents, puis j'ai suggéré d'organiser une réunion dans la résidence universitaire. On m'a répondu sèchement: «Ne vous avisez pas de nous imposer des conditions.» Finalement, la conversation n'a abouti à rien, et nous sommes sortis dans le couloir.

En février, lorsque les étudiants sont revenus de vacances dans une résidence glaciale, l'administration, consciente du mécontentement des étudiants, a organisé une réunion. Nous n'avons pas été autorisés à y assister, bien que les étudiants aient insisté pour que des représentants de notre syndicat soient présents. Melnychuk a répondu à leurs arguments d'un ton paternel et sévère: «Nous avons nos propres avocats. Ils vous conseilleront. Ne faites-vous pas confiance à l'administration de l'académie?» Il convient de noter qu'il a reçu une réponse négative unanime. Mais l'essentiel dans cette histoire, c'est que le doyen ait soulevé une telle question, et qu'il l'ait fait d'une manière qui laissait entendre que la méfiance envers l'administration de l'académie était une sorte de crime.

Cela rappelle la réflexion de Zygmunt Bauman sur la bureaucratie spécialisée, où les objets (dans notre cas, les étudiants) restent sous le contrôle d'une structure bureaucratique spécifique à l'emprise de laquelle ils ne peuvent échapper. La bureaucratie met tout en œuvre pour donner à son «public cible» l'impression que «tout recours à des centres de pouvoir extérieurs à la bureaucratie en place est vain ou inefficace». Parfois, les bureaucrates qualifient ces tentatives de violations des règles informelles qu'ils ont eux-mêmes établies, et commencent à «punir» en abusant de leurs pouvoirs. Cela instaure un climat de peur destiné à faire croire aux étudiants qu'il est plus facile d'obéir aux règles bureaucratiques que de se battre pour leurs droits.

Un tel paternalisme administratif s'inscrit dans une tradition bien établie à la NAOMA. Andriy Chebykin, le prédécesseur de Tsugorka, qui a dirigé l'académie pendant… trente-deux ans d'affilée, utilisait une rhétorique similaire. Ici, l'administration considère l'Académie comme une extension de son propre «corps», constamment menacé de l'extérieur et qu'elle a «fait elle-même grandir». Aux yeux de l'administration, les étudiants ne sont pas des travailleurs qui collaborent avec elle dans les ateliers, mais plutôt des poussins qu'elle élève dans des couveuses. Parallèlement, elle peut également leur facturer divers services, dont elle crée artificiellement et arbitrairement la demande.

Ainsi, jusqu'en février 2022, la résidence universitaire disposait d'un service de blanchisserie gratuit, les résidents ayant acheté eux-mêmes des machines à laver et les



mettant à la disposition de tous. C'est toutefois en février 2022 que l'administration a interdit l'utilisation des machines à laver personnelles et a imposé leur retrait, ne laissant aux résidents d'autre possibilité que d'utiliser les machines proposées à la location par la société Postiraika. En septembre de la même année, des frais supplémentaires pour les charges ont été instaurés, les résidents devant payer l'électricité selon le tarif industriel, qui est 1,5 fois plus élevé que le tarif standard pour les particuliers. En octobre 2022, la chaufferie à gaz raccordée au réseau central a été démantelée et remplacée par une chaudière électrique moins puissante, ce qui a réduit l'efficacité du chauffage du bâtiment, obligeant les résidents à se chauffer avec leurs propres appareils. La soif de maximisation des profits a également entraîné la fermeture de la cantine de l'université au cours du deuxième semestre de 2024, en partie parce que le recteur avait doublé le loyer imposé au prestataire. Et en 2025, les étudiants ont pris connaissance d'un projet de services supplémentaires, selon lequel ils devaient payer pour l'utilisation de réfrigérateurs qu'ils avaient, dans la plupart des cas, achetés eux-mêmes.

Dans ce contexte, l'Académie nationale est un exemple frappant de la manière dont le contrôle et la commercialisation vont de pair, l'université, en recourant à un modèle de gestion de type «commandement et contrôle», fonctionnant comme un modèle réduit de capitalisme d'État. Si l'administration était réellement désireuse de remplacer, par exemple, les vieilles fenêtres en bois de la résidence universitaire – dont elle affirme qu'elles ne peuvent être rénovées rapidement en raison d'un manque de financement et d'obstacles bureaucratiques –, elle pourrait au moins baisser le prix de l'hébergement, de sorte que ce prix ne couvre que les coûts nécessaires liés au personnel de la résidence. Cela permettrait aux résidents d'investir les économies réalisées dans les réparations. La direction de l'Académie pourrait également lancer un appel public au ministère de la culture et, en collaboration avec les étudiants, chercher à augmenter les financements et à simplifier les procédures administratives. Cependant, de telles mesures mettraient en péril les profits que l'administration tire de son monopole juridique et infrastructurel. Cela sape également la validité de sa revendication d'un pouvoir absolu au sein de l'université : quelle raison aurait-elle d'exister



© Katya Gritseva.



si les étudiants résolvaient eux-mêmes les problèmes de l'Académie ? En aparaphrasant Althusser : c'est la nécessité de penser et de justifier sa position de pouvoir qui donne naissance à une rhétorique administrative, qui se traduit par des formules telle que : « Vous êtes nos enfants », « Les ennemis veulent détruire l'école. »

Qu'en est-il de l'État ? Toujours la même chose : « Pas d'autorité. »

La commercialisation locale au sein des universités ne serait pas aussi répandue sans la politique générale du gouvernement. Le paradoxe du financement public de l'enseignement supérieur réside dans le fait que, bien que l'État ait fixé un plafond au prix de l'hébergement en résidence universitaire pour les étudiants, il ne prévoit aucune compensation permettant de couvrir la différence avec le prix du marché, laissant à la « base » la responsabilité de trouver des fonds. De nombreuses universités, comme l'Académie nationale des arts de Lviv, financent leurs dépenses de fonctionnement à partir d'un fonds spécial, c'est-à-dire en utilisant les frais d'inscription ou d'autres services payants.

Cependant, dans certains cas, les universités manquent de moyens financiers, ce qui entraîne des dettes. L'Université d'aviation de Kyiv (anciennement l'Université nationale d'aviation) en est un exemple frappant : en raison d'importantes dettes, l'administration a décidé de reloger massivement les étudiants pour l'hiver et a fermé la moitié des résidences universitaires, car elle n'avait pas les moyens de les entretenir. Il convient toutefois d'ajouter que le fait de facturer aux étudiants des charges supplémentaires pour les services publics à un tarif majoré est une approche unique appliquée à l'Académie nationale.

D'autres universités, bien qu'elles soient confrontées à des difficultés, respectent la loi et trouvent les moyens de financer les réparations.

Bien que les ministères conservent d'importantes fonctions de contrôle en vertu de la loi, lorsqu'il s'agit d'intervenir en cas de violation des droits des étudiants, ils s'en abstiennent en invoquant « l'autonomie universitaire ». Par exemple, lorsque des étudiants de la faculté des forêts ont demandé au ministère de l'éducation et des sciences de mener une inspection et de prendre des mesures en raison des conditions insatisfaisantes dans leur résidence universitaire, le ministère s'est contenté de transmettre leur plainte « comme il se doit » à l'administration de l'université. Dans le même temps, lorsqu'il s'agit de réorganiser les établissements d'enseignement supérieur afin de recevoir une tranche de financement de la Banque mondiale, le gouvernement cesse soudainement de se soucier de « l'autonomie universitaire » et de la légalité de ses propres décisions. Cela est particulièrement évident dans le cas de la faculté de droit d'Odessa, où la réorganisation a été partiellement suspendue par le tribunal.

Se déclarant déchargés de la responsabilité de veiller à la protection des droits des étudiants dans les universités, les responsables gouvernementaux ne leur ont donné aucun moyen de défendre leurs droits. Lors d'une réunion avec le vice-ministre de l'éducation, Mykhailo Vynnytsky, des représentants de l'autonomie étudiante se sont plaints du fait que l'administration ne leur versait pas les fonds garantis par la loi, celui-ci a répondu :

> Vous pouvez soit intensifier la confrontation, ce qui ne vous aidera guère à atteindre votre objectif, soit renforcer la coopération, atteindre cet objectif (l'octroi de fonds), tout en consolidant votre propre communauté universitaire. Si les fonds ne sont pas alloués, c'est qu'il y a des raisons à cela, et vous devriez donc analyser ces raisons. Le ministère n'a aucun moyen de contraindre les universités à allouer ces fonds.

Cela soulève la question suivante : comment garantir la mise en œuvre des dispositions progressistes de la loi ukrainienne « sur l'enseignement supérieur » ? À mon avis, si le droit à la grève étudiante n'est pas garanti, les instances d'autonomie étudiante et les syndicats étudiants ne peuvent défendre les droits des étudiants qu'en saisissant des tribunaux sous-financés, où les affaires traînent en longueur pendant des années. Cela s'explique en partie par le fait que les manifestations sur le campus effraient l'administration, en particulier pendant les cours : les bureaucrates ont le sentiment de ne pas contrôler

les étudiants, que leur autorité n'est pas reconnue. La crainte que les étudiants cessent collectivement de suivre les cours et perturbent le déroulement de leurs études à l'université peut modifier considérablement l'équilibre des pouvoirs et contribuer de fait à cette «subjectivité étudiante» dont le vice-ministre aime tant parler.

Leçons pratiques tirées de la lutte étudiante

La lutte à l'Académie est loin d'être terminée, mais en tant que militant, j'ai déjà tiré plusieurs leçons importantes que j'aimerais partager.

1. Tous les conseils étudiants et syndicats officiels ne sont pas tous «jaunes». À la NAOMA, nous avons rencontré des représentants de l'autogestion très combatifs et courageux, qui ne sont pas indifférents aux problèmes de leur Académie et ont besoin d'alliés. N'hésitez pas à prendre contact avec les représentants des conseils étudiants ; cela vous permettra au moins de mieux comprendre la situation au sein de l'université.

2. Plus les étudiants sont nombreux à participer aux discussions avec une administration peu disposée à coopérer, plus ils prennent conscience que les négociations ne mènent à rien et qu'il faut passer à l'action. Nou n'avons eu que quelques réunions avec l'administration en décembre, et lorsque nous avons rencontré les résidents de la résidence universitaire en février, la plupart d'entre eux voulaient «un dernier essai». Finalement, après la réunion suivante, la question «Est-ce qu'on manifeste ?» s'est transformée en «Quand est-ce qu'on manifeste ?»

3. S'il y a des problèmes dans votre université, n'hésitez pas à chercher des alliés en dehors de l'université et ne restez pas silencieux. Si Priama Diia avait été au courant de ce que les étudiants de la résidence universitaire prévoyaient en 2023, la situation aurait pu trouver une issue favorable bien plus tôt. Très souvent, en raison du caractère local de nos universités, nous ne pensons même pas que quelqu'un d'autre puisse nous aider, et cela fait le jeu des bureaucrates.

4. Consignez vos victoires. L'administration prétend souvent que les actions des étudiants n'ont aucune incidence, que tous les changements sont le fruit de sa propre initiative. En réalité, c'est l'activisme étudiant qui la fait bouger. Il est essentiel que cela soit compris non seulement par les participants directs au mouvement, mais aussi par les observateurs extérieurs. Il est nécessaire d'accumuler et de partager l'expérience des victoires afin de briser le stéréotype répandu parmi les étudiants selon lequel les piquets de grève ne mènent à rien de bon.

Enfin, peu importe à quel point les dirigeants locaux se font passer pour des aristocrates terriens, leur pouvoir repose sur le travail des étudiants, des enseignants et du personnel technique. Ces groupes constituent le fondement des relations sociales au sein de l'université, bien que l'administration s'efforce de donner une autre impression en contrôlant le processus éducatif et les infrastructures, et en imposant son régime bureaucratique.

Lorsque les étudiants remettent en cause ce pouvoir, ses detenteurs réagissent de manière hystérique en multipliant les appels et les menaces ; cependant, il finit par s'effondrer, obligeant la bureaucratie à battre en retraite.

La lutte des NAOMA pour le droit à une participation égale à la gestion de l'université se poursuit. Mais cette même lutte se poursuit dans d'autres universités, même dans celles qui, à première vue, semblent totalement dépolitisées.

Artem Remizovskyi est diplômé en études culturelles et membre de Priama Diia.

Source S*pline/Commons,* 20 mars 2025.
Traduction : Patrick Silberstein à partir de la version anglaise traduite de l'ukrainien par Anna-Maria Kotlyarova.

L'État contre l'éducation

Bronislav Sipoukhine

Comment l'approche de l'État russe en matière d'enseignement supérieur a-t-elle évolué dans le contexte de la guerre en Ukraine ? Quel avenir propose-t-il aux jeunes Russes ?

En juin 2026, lors du forum HR EXPO PRO[1], Valery Falkov, ministre des sciences et de l'enseignement supérieur, a déclaré que les universités russes produisaient trop de diplômés. Selon lui, le marché du travail n'a plus besoin d'un « enseignement supérieur universel ». Dans le contexte de la guerre, cette déclaration semble particulièrement inquiétante : les jeunes qui ne parviennent pas à entrer à l'université sont davantage exposés à la conscription ou aux pressions visant à les pousser à signer un contrat d'engagement (le service militaire est obligatoire en Russie). Bronislav Sipoukhine, de University Platform, examine comment, au cours des deux dernières années, l'État russe a adopté une approche plus utilitariste de l'enseignement supérieur et s'est efforcé, par divers moyens, de réduire le nombre d'étudiants.

Depuis quelques années déjà, l'État russe s'inquiète de la « surproduction » de diplômés qui, à la sortie de l'université, n'exercent pas la profession pour laquelle ils ont été formés, mais trouvent des emplois dans d'autres secteurs. Du point de vue des responsables, cela signifie que l'investissement de l'État dans l'enseignement supérieur ne porte pas ses fruits comme prévu. L'État manque également de personnel pour poursuivre la guerre en Ukraine et a tout intérêt à orienter les jeunes vers les forces armées.

Le statut d'étudiant, qui permet toujours de bénéficier d'un sursis à la conscription, y compris lorsqu'on est inscrit dans un cursus payant, est bien plus attrayant que la perspective de partir à la guerre. Les mesures prises pour restreindre l'accès à l'enseignement supérieur visent à réorienter les jeunes vers les professions dont l'État a besoin ou à les attirer dans l'armée.

La loi entrée en vigueur le 1er septembre 2025 prive les universités du droit de fixer elles-mêmes le nombre de places payantes. Ces chiffres sont désormais fixés par l'État. Sous prétexte d'améliorer la qualité de l'enseignement supérieur et de le rapprocher des besoins du marché du travail, le nombre de places payantes dans les programmes de licence et de spécialisation a été réduit de 13 %, pour atteindre 47 000. Cette réduction a principalement touché les sciences humaines et socio-économiques, les plus prisées par les candidats : économie, droit, journalisme, relations internationales, administration publique, philologie, ainsi que publicité et relations publiques. Les admissions ont également été réduites dans certains domaines techniques, notamment l'architecture, le secteur pétrolier et gazier et l'exploitation minière. Ces changements ont particulièrement touché les formations à temps partiel et les cours du soir des universités régionales. Selon Falkov, ces réductions ont surtout affecté les universités privées.

Dans un contexte de pénurie de main-d'œuvre et d'économie de guerre, l'État tente d'orienter les diplômés vers les secteurs où il estime qu'ils sont le plus nécessaires. La priorité est donnée aux filières d'ingénierie.

1. Organisé depuis le début des années 2000, HR EXPO PRO est le plus grand salon et la plus grande conférence annuels consacrés aux ressources humaines en Russie.



Le nombre de places universitaires, payantes ou financées par l'État, diminue dans plusieurs disciplines des sciences humaines, tandis que celui des places dans les établissements d'enseignement professionnel ne cesse d'augmenter. En 2025, pour la première fois, une majorité des élèves sortant de la troisième – 62 % – ont opté pour les établissements de formation professionnelle et les écoles techniques plutôt que de poursuivre leurs études à l'université. Le nombre de places dans les établissements de formation professionnelle dépasse déjà de 40 % celui des places universitaires financées par l'État.

Sur le plan économique, cette politique arrange l'État. Au cours des dernières années, les étudiants payants sont devenus plus nombreux que ceux bénéficiant d'un financement public : en 2025, 52 % des étudiants de première année ont été admis à titre payant. Les autorités russes ne rendent pas les métiers d'ingénieur plus attractifs, pas plus qu'elles ne réforment le système éducatif – elles se contentent de restreindre l'accès aux sciences humaines. Elles tentent ainsi de réorienter la demande sans pratiquement aucun coût supplémentaire.

La réglementation des admissions payantes constitue une nouvelle atteinte à l'autonomie des universités. En contrôlant les admissions payantes aussi bien dans les universités publiques que dans les universités privées, l'État renforce son emprise sur le marché de l'enseignement supérieur. En ce sens, la réduction du nombre de places payantes vient compléter d'autres mesures prises à l'encontre des universités indépendantes – comme le retrait de l'agrément de l'École de sciences sociales et économiques de Moscou.

Ces changements touchent également les universités d'État qui, auparavant, pouvaient compenser l'insuffisance de leur financement grâce aux admissions payantes ; désormais, cette option est fortement limitée. La réduction des admissions payantes pourrait également servir à recentrer les universités sur leurs formations fondamentales et leurs domaines de spécialisation, comme cela s'est produit à l'Université de Moscou.

Restreindre l'accès à l'enseignement supérieur

Alors que les admissions payantes sont réduites, l'enseignement supérieur devient de plus en plus onéreux. Selon le ministère des sciences et de l'enseignement supérieur, les frais de scolarité pour les premières années de licence et de spécialisation ont augmenté en moyenne de 10,7 % en 2026. Ce chiffre est légèrement inférieur à la hausse de 13 % enregistrée l'année précédente, mais la tendance reste inchangée : les études universitaires deviennent rapidement de plus en plus coûteuses.

Dans certaines universités, certains cursus coûtent déjà plus d'un million de roubles (12 624 dollars) par an. La licence en commerce de Skolkovo coûte plus de deux millions de roubles (25 248 dollars). Un certain nombre de cursus proposés par l'Institut de physique et de technologie de Moscou et par l'École supérieure d'économie de Moscou – notamment l'analyse appliquée des données, les mathématiques appliquées et



le commerce international — coûtent également plus d'un million. […]

Jusqu'à récemment, les études payantes constituaient une solution de repli relativement abordable pour les candidats dont les notes ne leur permettaient pas d'accéder à une place financée par l'État. Aujourd'hui, cette possibilité devient progressivement un privilège réservé aux familles aisées.

La concurrence pour les places financées par l'État est de plus en plus féroce. D'une part, les notes minimales requises augmentent chaque année. Selon les données de suivi de l'enquête de suivi menée par l'école supérieure de commerce (HSE), en 2025, la note minimale moyenne à l'examen d'État unifié dans les universités de Moscou et de la région de Moscou était de 80,9 points ; à Saint-Pétersbourg et dans la région de Leningrad, de 77,9 ; et dans les autres régions, de 66,3.

D'autre part, toutes les places financées par l'État ne sont pas ouvertes à la concurrence générale. Les lauréats des olympiades scolaires et universitaires (concours académiques) dans des matières spécifiques peuvent être admis sans passer d'examens d'entrée. Cette année, cependant, certains lauréats des olympiades ne pourront même pas obtenir pas une place financée par l'État : à la faculté de bio-ingénierie et de bio-informatique de l'Université d'État de Moscou, 37 lauréats d'olympiades se disputent 25 places. De plus, pour chaque cursus, les universités sont tenues de réserver au moins 10 % des places à un quota distinct créé spécifiquement pour les participants à la guerre contre l'Ukraine et leurs enfants. Polina Usoltseva, rédactrice en chef du média étudiant *Groza*, souligne que le quota réservé aux « participants à l'opération militaire spéciale » n'est pas entièrement pourvu.

D'après nos recherches, le nombre d'admis au titre de ce quota double presque chaque année : 8 730 en 2023, 15 259 en 2024, 28 383 en 2025. Mais cette augmentation ne suffit toujours pas à pourvoir l'ensemble des places réservées. L'État s'efforce manifestement de rendre cet avantage plus attractif – par exemple, le quota a récemment été étendu aux veuves des participants à l'« opération militaire spéciale » (OMS). Pourtant, les étudiants admis au titre du quota militaire ne représentent qu'une faible part de l'ensemble des étudiants financés par l'État : en 2025, à peine 4,6 %.

La campagne d'admission de 2026 a enregistré un nombre record de candidats admis au titre du quota réservé aux participants à l'opération militaire spéciale : 41 811.

La hausse des frais de scolarité, la diminution des admissions payantes et une concurrence toujours plus rude pour les places financées par l'État remettent progressivement en cause le caractère public de l'enseignement supérieur et aggravent les inégalités structurelles. L'enseignement supérieur ressemble de moins en moins à un vecteur de mobilité sociale et de plus en plus à un privilège réservé à ceux qui peuvent se permettre des frais de scolarité élevés ou qui parviennent à surmonter un processus de sélection de plus en plus sévère. De plus, le plafonnement des places payantes prend une tournure sinistre dans le contexte de la guerre : les jeunes qui ne parviennent pas à entrer à l'université deviennent vulnérables à la conscription ou à la pression pour signer un contrat.

L'État, principal client de l'enseignement supérieur

Bien que le nombre total de places financées par l'État ne diminue pas, obtenir une place gratuite dans certaines filières – les sciences humaines avant tout – devient pratiquement impossible. Pour la campagne d'admission 2026-2027, 620 500 places financées par l'État ont été attribuées, soit seulement 1 500 de plus que l'année précédente. Mais comme le souligne Polina Usoltseva, cette augmentation est largement symbolique : environ un millier de ces places supplémentaires ont été attribuées à des universités situées dans les territoires occupés d'Ukraine. En réalité, le nombre d'admissions financées par l'État n'a pratiquement pas changé.

« La dynamique la plus intéressante réside dans la manière dont l'État tente d'orienter ceux qui obtiennent des places financées par l'État vers ses propres objectifs », explique Usoltseva. Dans la répartition des places financées par l'État, les autorités privilégient leurs propres besoins en matière de recrutement. En 2026, le plus grand nombre de places a été attribué à la médecine, à

l'ingénierie, à la formation des enseignants et à l'agriculture, au détriment des admissions dans les sciences humaines et dans les programmes liés à la culture et aux arts.

Les responsables russes parlent depuis des années de l'enseignement supérieur financé par l'État comme d'une « mission d'État » et de la nécessité que l'« investissement » de l'État porte ses fruits. Les propos de Vladimir Medinskysont révélateurs : un étudiant dont l'État finance les études, mais qui ne lui doit rien, représente a-t-il déclaré, « de l'argent public gaspillé ». Ce n'est que récemment que cette rhétorique a commencé à se traduire par des dispositions législatives concrètes. n 2026, une loi imposant aux diplômés en médecine une période de service obligatoire – surnommée la « loi sur le servage » – est entrée en vigueur.

Les diplômés des universités et écoles de médecine, quelle que soit la forme de leurs études, seront tenus de travailler pendant un à trois ans, sous la supervision d'un mentor, au sein du système d'assurance maladie obligatoire – c'est-à-dire dans des établissements publics. Sans avoir accompli cette période de service, un médecin ne peut obtenir l'accréditation nécessaire à la poursuite de son activité professionnelle. L'internat financé par l'État repose désormais entièrement sur un système de formation assorti d'un engagement contractuel : l'étudiant doit signer un contrat avec un établissement médical public, qui prendra en charge le coût de la formation, et ce contrat ne peut être résilié qu'après remboursement de ce coût à l'État. La loi n'offre aux diplômés aucune garantie d'un salaire décent ; la responsabilité de leurs conditions de travail a été entièrement transférée aux autorités régionales. Comme on pouvait s'y attendre, la loi a suscité une réaction hostile parmi les étudiants en médecine, mécontents de la restriction de leur liberté de choix professionnel et de la perspective de travailler dans des établissements publics pour des salaires régionaux modestes. Il est fort probable qu'ils soient affectés non pas à Moscou ou à Saint-Pétersbourg, mais dans les régions où la pénurie de personnel médical est la plus aiguë.

Selon M^me^ Usoltseva, depuis l'adoption de la loi instaurant un système de mentorat pour les diplômés des établissements d'enseignement supérieur en médecine, les responsables et les recteurs ont régulièrement évoqué la possibilité d'un service obligatoire pour d'autres professions également.

> Dès l'adoption de la loi concernant les médecins, certains ont commencé à réclamer l'instauration du même système pour les avocats et les enseignants. Heureusement, le service obligatoire n'a pas encore été instauré pour eux.

Il est peu probable que les autorités russes rétablissent le système soviétique d'affectation professionnelle pour tous les diplômés.

Mais on ne peut exclure l'adoption de nouvelles lois sur le service obligatoire pour certaines professions. Pour l'État, il s'agit d'un outil pratique pour faire face aux pénuries de personnel : au lieu d'augmenter les salaires et d'améliorer les conditions de travail, il se donne les moyens de retenir de force les spécialistes dans le secteur public.

Tout au long des années 1990 et 2000, l'État russe a considéré l'enseignement supérieur comme un simple service ; aujourd'hui, cette conception évolue en fonction du mode de financement des études. Pour ceux dont les études sont financées par l'État, l'enseignement supérieur implique désormais des obligations envers celui-ci ; pour ceux qui peuvent payer, il demeure un service.

Cette approche implique non seulement un contrôle bureaucratique plus strict sur les universités, mais aussi des restrictions toujours plus grandes sur la liberté académique et professionnelle des étudiants eux-mêmes, qui sont de plus en plus considérés comme une ressource devant générer un retour sur investissement pour l'État.

Le recrutement d'étudiants pour la guerre

Depuis janvier 2026, les universités elles-mêmes sont devenues des lieux de recrutement militaire, et le fait d'être étudiant ne réduit désormais guère le risque de se retrouver au front. Depuis le début de l'année, une campagne à grande échelle est menée dans les universités et les établissements d'enseignement professionnel à travers tout le pays afin d'attirer des étudiants vers les Forces des systèmes sans pilote (FSP) nouvellement créées. Comme *Important*



Stories l'avait précédemment établi, le plan prévoyait de recruter environ 79 000 personnes au sein de ces forces. Selon le décompte de Groza, quelque 269 universités et établissements d'enseignement professionnel ont pris part à cette campagne. Les établissements ont placardé des affiches de recrutement et organisé des réunions au cours desquelles les étudiants étaient incités à signer un engagement d'un an avec les FSP en échange d'une rémunération pouvant atteindre cinq millions de roubles (63 120 dollars), de la garantie de conserver leur place au sein de leur établissement et d'un service loin de la ligne de front. Selon les défenseurs des droits de l'homme, toutes ces promesses étaient fausses.

Les établissements ont également exercé des pressions psychologiques et administratives pour contraindre les étudiants à signer. Maria Kirsanova, directrice du Collège des technologies des transports de Novossibirsk, a qualifié ceux qui refusaient de « lâches » peu disposés à défendre la patrie. Ailleurs, les administrations ont durci les règles relatives au rattrapage des examens ou menacé d'exclusion les étudiants ayant de mauvaises notes. Timour Toukhvatullin, cofondateur du projet de soutien aux étudiants Molniya, décrit comment la campagne a évolué entre l'hiver et l'été 2026 :

> La pression sur les étudiants a atteint son paroxysme en février et mars, lorsque les administrations de l'État et des universités pensaient que les menaces et la tromperie pourraient fonctionner. Une fois qu'il est apparu clairement que peu de personnes se prêtaient au jeu, l'accent a été mis sur des « conditions contractuelles améliorées », une publicité ciblant les femmes et une approche plus formelle. Puis de nouvelles stratégies de tromperie sont apparues : le contrat a commencé à être proposé comme une forme de service civil alternatif (censé remplacer le service militaire) ou comme une condition obligatoire pour obtenir un report d'incorporation. Des promesses d'admission garantie à l'université après le service ont fait leur apparition. En juin et juillet, la campagne a marqué le pas, mais cela ne signifie pas pour autant qu'elle ne reprendra pas à l'automne.

L'échec de la campagne de recrutement d'étudiants au sein des FSP tient en grande partie à la résistance passive, aussi bien des étudiants, qui ont tout simplement refusé de signer, que du personnel enseignant et administratif, qui n'a exécuté les ordres de la direction que pour la forme, voire a saboté la campagne. Les chiffres fournis par le ministère de la défense lui-même confirment indirectement la faiblesse des résultats obtenus. Le 17 juillet, le vice-ministre de la défense, Alexeï Krivorouchko, a indiqué qu'environ 8 000 spécialistes avaient été formés au cours du premier semestre. Selon les estimations de la Conflict Intelligence Team, cela ne représente qu'environ un quart de l'objectif : à la mi-année, le ministère était censé en avoir formé 34 000.

On ignore combien de ces 8 000 personnes étaient inscites à l'université. Mais on sait qu'au moins un soldat sous contrat recruté pendant la campagne a trouvé la mort : Valery Averin, étudiant au Collège technique républicain de Bouriatie, a été tué près de Louhansk le 6 avril.

Derrière la lutte contre les « excès » de l'enseignement supérieur se cache une lutte contre l'enseignement supérieur en tant que bien public et contre les universités en tant qu'espaces de pensée critique. L'État souhaite exploiter plus rationnellement la « ressource » formée dans les universités, afin de tirer un meilleur rendement de son investissement dans l'enseignement supérieur. Cet usage « rationnel » implique de restreindre l'accès à l'enseignement supérieur par des mesures administratives et des mécanismes de marché, afin de réorienter les ressources humaines ainsi libérées vers les métiers manuels et vers le front. L'enseignement supérieur « universel » (c'est-à-dire accessible à tous) n'est pas non plus utile à l'État d'un point de vue politique. Un trop grand nombre de diplômés dotées d'un esprit critique mettrait inévitablement en péril la pérennité du régime de Poutine.

Source : *Posle*. Le présent document a été rédigé, diffusé et (ou) envoyé par un correspondant à étranger du projet « posle ».

La Génération Z en Inde : colère des jeunes, chômage et crise de la démocratie

Badrul Alam

On ne peut pas saisir toute la portée politique du mouvement de la Génération Z en Inde si on le considère juste comme une révolte des jeunes ou comme une manifestation organisée via les réseaux sociaux.

L'impact combiné de problèmes tels que la crise de l'emploi, les fraudes et dysfonctionnements dans le système éducatif, la corruption, les inégalités économiques et l'absence d'obligation de rendre des comptes de la part de l'État, ce sont autant de facteurs qui ont suscité cette vague de mécontentement chez les jeunes, et ce mouvement en est l'expression. Son importance ne se limite pas à une simple insatisfaction vis-à-vis du gouvernement dirigé par Narendra Modi ; il soulève également d'importantes questions concernant le discours dominant sur le développement économique de l'Inde, la crédibilité des institutions politiques et les droits démocratiques.

L'expansion du mouvement de protestation depuis le début de l'année 2026, initialement marqué par des manifestations étudiantes contre les irréguliarités dans l'organisation des examens pour ensuite s'étendre à la contestation du rôle de la Commission électorale, a mis en évidence la nature multidimensionnelle de ce mécontentement. Divers médias indiens et reportages internationaux ont mis en lumière différents aspects du mouvement. Il est nécessaire d'évaluer la portée sociale, économique et politique de ce mouvement à la lumière de ces faits et analyses.

De la crise de l'éducation aux manifestations de rue

Le contexte immédiat du mouvement actuel de la Génération Z en Inde est caractérisé par des irrégularités lors des concours d'entrée, des allégations de fuites de sujets d'examen et une profonde incertitude quant à l'avenir des étudiant·es. Les polémiques autour du NEET, l'examen national d'entrée en médecine en Inde, ont exacerbé ce mécontentement. Au terme d'années de préparation, de dépenses financières considérables et d'une concurrence acharnée, lorsque des doutes surgissent quant à la transparence du système d'examen, les étudiants ne voient plus cela comme un simple dysfonctionnement administratif ; ils y voient avant tout une mise en cause de leur avenir et de leurs chances d'ascension sociale.

Derrière cette colère, il y a une crise plus profonde. Bien que l'accès à l'éducation se soit élargi, les possibilités d'emploi dignes et en nombre suffisant n'ont pas été créées pour les jeunes diplômé·es. Les possibilités limitées d'emplois dans la fonction publique, la précarité de l'emploi dans le secteur privé et les longues années de préparation aux concours ont accru l'incertitude dans la vie des jeunes. En conséquence, les manifestations contre ces fraudes aux concours sont rapidement devenues l'expression d'un mécontentement économique et politique plus large.

Dans ce contexte, une organisation de jeunes appelée le Cockroach Janta Party (CJP) s'est retrouvée sous les feux de la rampe, recourant à la satire, aux campagnes numériques et aux réseaux sociaux comme outils, elle s'est efforcée d'exprimer la colère des jeunes en dehors du langage politique

conventionnel. Cela montre qu'une partie de la nouvelle génération ne veut pas s'en remettre uniquement aux dirigeants politiques établis ; elle souhaite au contraire développer son propre langage, ses propres organisations et ses propres méthodes de protestation.

Chômage et inégalités : les racines sociales du mouvement

Les difficultés d'accès à l'emploi rencontrées par les jeunes sont devenues un enjeu majeur, en contradiction avec les discours officiels sur la croissance économique de l'Inde. Les bénéfices de l'expansion économique, des progrès technologiques et du développement du grand capital ne profitent pas de manière égale à toutes les couches de la société. D'un côté, la richesse et le pouvoir économique sont de plus en plus concentrés ; de l'autre, les jeunes diplômé·es sont confronté·es à un avenir incertain. Cette contradiction est à l'origine du mécontentement actuel.

Le problème ne réside pas seulement dans le nombre d'emplois, mais aussi dans leur qualité et leur stabilité. De nombreux jeunes ne parviennent pas à trouver un emploi à la hauteur de leurs qualifications. Certain·es acceptent des emplois temporaires, d'autres passent des années à se préparer aux concours de la fonction publique, tandis que d'autres encore se voient privé·es d'accès à l'enseignement supérieur en raison des limites financières de leur famille. En conséquence, l'éducation n'est plus une garantie d'ascension sociale ; pour beaucoup, elle est devenue un parcours fait d'incertitudes prolongées.



La dimension de classe de cette crise est également importante. Pour les enfants issus de familles pauvres et de la classe moyenne, l'accès à un emploi dans la fonction publique et à un enseignement supérieur de qualité compte parmi les principales voies permettant d'accéder à des conditions de vie stables et dignes. Les irrégularités lors des concours compromettent même ces possibilités déjà limitées. Par conséquent, le mouvement de la Génération Z n'est pas seulement motivé par un mécontentement générationnel, mais aussi par la réalité des inégalités économiques et de la précarité sociale.

Cependant, la jeunesse indienne ne forme pas une classe homogène. Les jeunes urbains, les enfants de familles d'agriculteurs ruraux, les jeunes de la classe ouvrière, les femmes, les Dalits et les communautés autochtones vivent des réalités différentes. La capacité du mouvement à se transformer en une force sociale plus large dépendra de son aptitude à rassembler ces expériences diverses autour d'un programme commun en faveur des droits et de la justice économique.

La démission du ministre de l'éducation : un succès, mais pas une solution

Les manifestations contre les fraudes aux examens ont exercé une pression politique sur le gouvernement central. La démission du ministre de l'éducation, Dharmendra Pradhan, a été présentée comme une victoire importante du mouvement. Cependant, pour évaluer la portée de telles avancées politiques, il est nécessaire de faire la distinction entre les résultats immédiats et les changements institutionnels.

La démission d'un ministre peut mettre au premier plan la question de la responsabilité administrative et politique. Elle ne met toutefois pas automatiquement fin aux fuites de sujets d'examen, aux irrégularités dans le recrutement, à la marchandisation de l'éducation ou à la crise de l'emploi. Il faut garantir la transparence du système des examens, mener des enquêtes indépendantes sur les irrégularités, demander des comptes aux responsables et prendre des mesures efficaces pour protéger les droits des étudiant·es.

Pour que le mouvement connaisse un succès durable, la démission d'un individu ne suffit donc pas : il faut changer le système qui permet aux abus de se reproduire. La principale avancée politique réside dans le fait que les manifestations des jeunes ont placé cette question au cœur du débat national.

La démocratie électorale et la question de la responsabilité de l'État

Les manifestations, initialement centrées sur la crise du système éducatif, ont ensuite fait écho aux débats sur la transparence électorale et le rôle de la Commission électorale. Les questions relatives à la révision des listes électorales, au droit de vote des citoyens et à l'impartialité des instances constitutionnelles ont élargi la portée politique du mouvement.

Il y a des divergences entre la position de la Commission électorale sur le processus de révision spéciale des listes électorales et les allégations formulées par les partis d'opposition et les manifestants. La Commission fait valoir que ces révisions sont nécessaires pour des raisons administratives, telles que la suppression des noms des personnes décédées, de celles dont l'adresse a changé et des personnes dont l'identité ne peut être établie. Les voix critiques craignent qu'en l'absence de vérifications adéquates et de voies de recours, des électeurs légitimes puissent également perdre leurs droits.

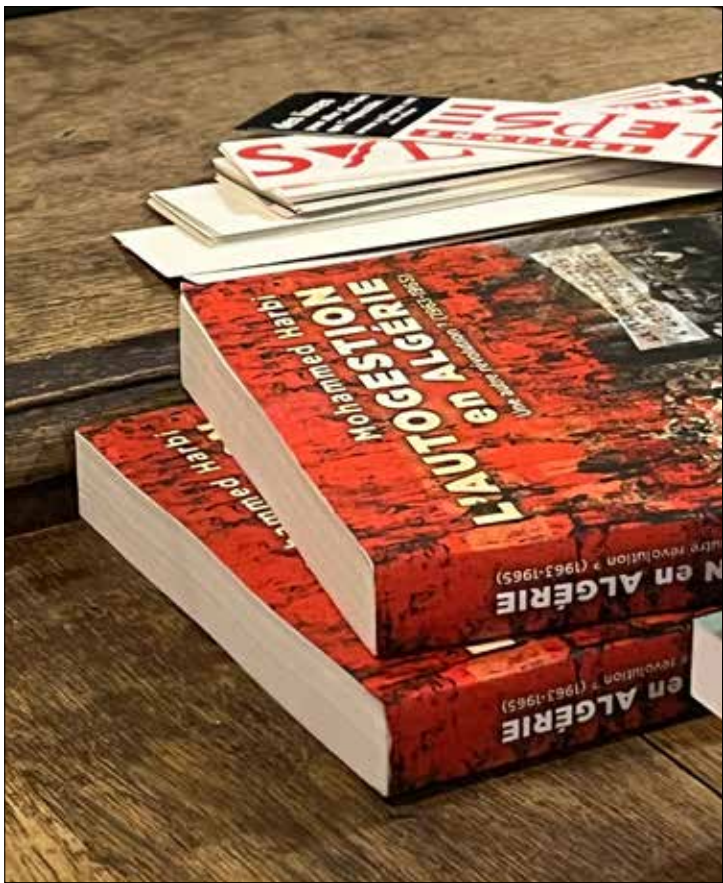
Pour déterminer le bien-fondé de ces allégations, il faut des enquêtes impartiales, une information transparente et un contrôle juridictionnel efficace. Cependant, le principe fondamental est clair : le droit de vote n'est pas simplement une possibilité formelle de participer aux élections ; c'est un droit constitutionnel des citoyen·nes. Il incombe à l'État de veiller à ce qu'aucun électeur ne perde ce droit en raison de complications administratives, d'informations erronées ou de procédures discriminatoires.

Cette controverse a confronté le mouvement à des questions démocratiques plus larges. Outre les revendications en matière d'emploi et d'éducation, la responsabilité des institutions de l'État, les libertés civiles et la crédibilité des processus démocratiques font désormais partie intégrante du débat.

Restrictions policières, médias et droit de manifester

À différentes étapes du mouvement, des accusations d'entraves policières, de détentions et de restrictions du droit de manifester ont été formulées. Les allégations selon lesquelles des journalistes auraient également rencontré des obstacles dans l'exercice de leur travail d'information ont suscité des inquiétudes quant à la liberté de la presse.

Dans un État démocratique, le droit de manifester pacifiquement et celui de critiquer le gouvernement doivent être protégés. Toute infraction éventuelle à la loi lors d'un incident particulier doit être établie sur la base de preuves. Cependant, réprimer des manifestations pacifiques ou entraver la collecte indépendante d'informations sous prétexte de maintenir l'ordre public affaiblit le cadre démocratique.





Les réseaux sociaux ont joué un rôle important dans la propagation du mouvement. Même si l'on reproche aux médias traditionnels de ne pas avoir accordé suffisamment d'attention aux manifestations, les jeunes ont pu diffuser directement leurs déclarations, leurs vidéos et leurs comptes rendus des manifestations. En conséquence, le contrôle traditionnellement exercé par les médias établis sur la circulation de l'information a été remis en cause.

Cependant, le recours aux plateformes numériques présente également des limites. Des vidéos incomplètes, des accusations non vérifiées et de la propagande politicienne peuvent engendrer une certaine confusion autour du mouvement. C'est pourquoi le journalisme indépendant, la vérification des faits et la prise en compte des déclarations des différentes parties sont essentiels.

Un défi politique pour le gouvernement Modi

Le BJP, dirigé par Narendra Modi, occupe une place majeure dans la politique nationale indienne depuis 2014. Au cours de cette période, divers mouvements étudiants et paysans, ainsi que des manifestations en faveur des droits civils ont remis en cause les orientations politiques et l'autorité du gouvernement. Cependant, ces manifestations n'ont pas toujours réussi à faire émerger une véritable alternative politique cohérente à l'échelle nationale.

L'une des particularités du mouvement de la Génération Z réside dans le fait qu'une partie de ses membres tente de s'organiser en dehors des partis politiques et des structures de pouvoir établis. L'expression de la colère à travers la communication numérique, les campagnes satiriques et les actions directes ont élargi la participation politique des jeunes.

Ce mouvement pourrait remettre en cause l'image du gouvernement Modi, d'autant plus que la question de l'emploi, de l'accès à l'éducation et de la responsabilité de l'État occupe désormais le devant de la scène. Il ne serait toutefois prématuré, à ce stade, de parler d'un mouvement ayant pour objectif de renverser le gouvernement. Compte tenu de la force organisationnelle du BJP, de sa base électorale et des réalités politiques de l'Inde, l'avenir du mouvement reste incertain.

La force du mouvement ne sera pas déterminée uniquement par ses prises de position antigouvernementales, mais par sa capacité à élaborer un programme clair visant à résoudre les problèmes quotidiens des jeunes, à protéger les droits démocratiques et à réduire les inégalités économiques.

Le mouvement indien dans le contexte des mobilisations de jeunesse en Asie du Sud

Le mouvement de la Génération Z en Inde peut être comparé avec les récents mouvements de masse en Asie du Sud. En 2022, le mouvement Aragalaya au Sri Lanka, né en réaction à la crise économique, a entraîné un changement de gouvernement. En 2024, le mouvement étudiant et populaire au Bangladesh a renversé le gouvernement de Sheikh Hasina. En 2025, à la suite d'un mouvement mené par la jeunesse au Népal, le gouvernement de K. P. Sharma Oli est également tombé.

Ces mouvements ont plusieurs points communs : la colère face à la corruption, l'incertitude économique, la méfiance envers les institutions politiques et la capacité à s'organiser rapidement grâce aux réseaux sociaux. Cependant, les structures sociales, le contexte politique et les causes propres à chaque pays diffèrent. Par conséquent, l'issue d'un mouvement dans un pays ne peut être directement déduite à partir de l'expérience d'un autre.

L'importance du mouvement de la Génération Z en Inde réside dans le fait que la colère des jeunes dépasse toutefois les questions telles que l'éducation et l'emploi pour englober les enjeux liés à la responsabilité de l'État et aux droits démocratiques. Toutefois, cette insatisfaction pourra-t-elle se transformer en une force de changement social plus large ? Cela dépendra de l'organisation du mouvement, de son programme et du rapport qu'il entretiendra avec d'autres forces sociales.

Limites et perspectives

La spontanéité, la communication numérique et la capacité à remettre en question le système politique traditionnel constituent

des atouts importants du mouvement de la Génération Z. Cependant, la colère et la contestation ne suffisent pas, à elles seules, à provoquer un changement durable. Une vision politique claire, une organisation démocratique et un programme réalisable sont indispensables.

Premièrement, parallèlement aux revendications visant à lutter contre les fraudes aux examens et à protéger le droit de vote, il faut mettre au premier plan les questions du chômage, de la précarité de l'emploi, de la marchandisation de l'éducation et des inégalités économiques. Deuxièmement, le mouvement doit défendre l'égalité des droits pour tous et toutes, en dépassant les clivages religieux et les divisions ethniques. Troisièmement, les problèmes spécifiques des femmes, des Dalits, des peuples autochtones et des jeunes issus de familles pauvres doivent être intégrés au programme du mouvement.

Surtout, il est nécessaire de comprendre la différence entre l'opposition à un gouvernement et la proposition d'une perspective politique alternative. Critiquer un gouvernement est facile ; il est plus difficile de répondre de proposer un système économique, une politique éducative, une politique de l'emploi et les institutions démocratiques qui devraient être mises en place pour lui succéder. Si le mouvement élude ces questions, il risque de voir sa force se limiter à des manifestations ponctuelles.

Parallèlement, il est essentiel de veiller à ce que les dirigeant·es du mouvement rendent des comptes, à ce que les décisions soient prises de manière démocratique et à ce que l'organisation reste indépendante. Faute de quoi, la culture politique autoritaire contre laquelle les manifestant·es se sont élevé·es pourrait se reproduire au sein même du mouvement.

Conclusion : de la colère des jeunes au changement social

Le mouvement de la Génération Z en Inde démontre que les chiffres de la croissance économique et la propagande d'un gouvernement fort ne peuvent pas masquer indéfiniment les problèmes d'emploi, de justice et de droits démocratiques auxquels est confrontée la jeunesse. Lorsque les manifestations, qui naissent de la colère face aux irrégularités dans le système éducatif, s'étendent aux questions de responsabilité de l'État et de transparence électorale, elles révèlent un mécontentement politique plus large.

Cependant, la véritable portée historique du mouvement ne sera pas déterminée uniquement par le nombre de personnes qui descendent dans la rue ou par le nombre de responsables politiques qui démissionnent. La question essentielle est de savoir si cette prise de conscience peut se transformer en un mouvement durable en faveur du droit à l'éducation, du droit à un emploi digne, de la justice économique, de la laïcité et des libertés démocratiques.

Le mouvement de la Génération Z se trouve aujourd'hui confronté à ces possibilités et à ces limites. Bien qu'il constitue une expression importante du mécontentement à l'égard du gouvernement Modi, il n'est pas encore devenu une force politique alternative cohérente à l'échelle nationale. Une telle transformation suppose d'articuler les revendications de la jeunesse avec les intérêts communs des agriculteurs, des travailleurs, des étudiants et d'autres communautés marginalisées.

La colère de la jeunesse ne pourra devenir une force de changement social durable que si elle dépasse le stade des manifestations isolées pour donner naissance à une lutte organisée contre l'exploitation, les inégalités et l'injustice. L'avenir du mouvement de la Génération Z en Inde dépend de sa capacité à opérer cette transformation.

Badrul Alam est secrétaire général du Parti communiste du Bangladesh

Source : *Europe solidaire sans frontières,* 16 octobre 2026. Traduction pour ESSF par Pierre Vandevoorde



La jeunesse chinoise traverse une période de merde

April Holcombe

Certains milieux sur Internet regorgent de contenus vantant la Chine contemporaine comme une société avancée, anti-impérialiste, voire socialiste. En Occident, son réseau ferroviaire à grande vitesse sans égal et son utilisation persistante du jargon communiste ont incité des groupes de jeunes à déclarer vivre «une période très chinoise de [leur] vie».

Les infrastructures de pointe et l'iconographie communiste exercent un attrait évident sur une partie de la population vivant dans un capitalisme occidental en déclin, impérialiste et de plus en plus contrôlé par l'extrême droite. Mais il existe une grande différence entre la Chine d'Instagram mise en avant par des réseaux d'influence à l'invitation de l'office du tourisme et vendue à une jeunesse occidentale désabusée et la vraie Chine, une superpuissance nucléaire dirigée par des bureaucrates/hommes d'affaires.

Sur les réseaux sociaux, la jeunesse chinoise – qu'elle soit étudiante, qu'elle ait un emploi ou qu'elle soit au chômage – utilise un langage très différent de celui que l'on retrouve sur ces blogs: c'est le langage de l'aliénation, de l'exploitation et de l'oppression dans une société tout aussi capitaliste que la nôtre.

«Involution»: un mot obscur pour un problème courant

Avez-vous déjà entendu parler de l'«involution»? Non? Moi non plus. Ce terme académique obscur, traduit en chinois par neijuan, est entré dans le langage courant des jeunes pris au piège dans l'économie hypercompétitive du pays. Signifiant littéralement «enroulement vers l'intérieur», les anthropologues ont utilisé ce terme pour décrire des activités qui gagnent en complexité mais ne mènent nulle part. La jeunesse chinoise a estimé qu'il reflétait parfaitement sa situation sociale: poussée à travailler toujours plus dur pour devancer ses pairs, elle finit par en faire beaucoup plus sans pour autant voir sa situation s'améliorer.

Neijuan décrit bien ce qui se lit sur les réseaux sociaux: les horaires épuisants dans les entreprises de la tech, les examens très compétitifs pour entrer à l'université, les applications qui poussent les livreurs de repas à rouler toujours plus vite, ainsi que les normes de beauté féminine impossibles à atteindre. Neijuan est désormais utilisé comme un verbe à part entière signifiant «travailler trop dur ou essayer trop fort».

De ce fait, quand on rejette la course effrénée du neijuan, on choisit de «se laisser aller» (tang ping), une attitude à mi-chemin entre la «démission tranquille» et le «je reste couché». Très inquiet de ces attitudes, le ministère de la sécurité d'État a affirmé que c'était «une organisation étrangère non identifiée qui finançait massivement des influenceurs adeptes du "se laisser aller"». Il a également produit des courtes vidéos visant à combattre le sentiment d'«involution» en valorisant le «travail».

Plusieurs enquêtes montrent une forte hausse du scepticisme et du pessimisme. En 2014, 62 % des 10 000 personnes interrogées estimaient que «l'effort est toujours récompensé dans notre pays»; dix ans plus tard, seules 28 % partageaient cet avis. Un cinquième attribuait la pauvreté à «un système économique injuste» en 2014; plus d'un tiers le faisait dix ans plus tard. Deux tiers pensaient que la situation de leur

famille s'améliorerait entre 2014 et 2019, mais moins de la moitié partageaient cet avis pour la période 2023-2028.

« Obtenir son diplôme, c'est se retrouver au chômage »

Les diplômes garantissaient autrefois des emplois bien rémunérés dans la fonction publique ou dans le secteur technologique, offrant ainsi à la dictature du Parti communiste une base de soutien large et stable au sein de la classe moyenne. Mais aujourd'hui, bien souvent, « obtenir son diplôme, c'est se retrouver au chômage » (*biye ji shiye*). Le ralentissement progressif de la croissance économique a intensifié la concurrence pour les postes d'entrée de carrière (ainsi, par exemple, plus de 600 personnes ont postulé pour un simple poste administratif à Pékin en novembre 2025). L'emploi stable a cédé la place à une grande précarité. « J'ai des proches qui, depuis le début des années 2000, n'avaient jamais perdu leur emploi », a déclaré à *Red Flag,* Kevin Lin, chercheur spécialisé dans les questions du travail.

> L'année dernière, mon cousin a été licencié pour la première fois. Il a ensuite eu du mal à trouver un autre emploi, a été licencié à nouveau et en est maintenant à son troisième emploi.

Le chômage serait environ deux fois supérieur au chiffre officiel de 5,2 %, selon l'économiste Li Daokui :

> On compte environ 24 millions de personnes au chômage de longue durée qui sont découragées, ce qui est extrêmement préjudiciable à la stabilité sociale.

Le taux de chômage des jeunes, qui a officiellement atteint 17,9 % en juillet dernier, n'inclut pas les étudiant·es depuis qu'il a dépassé 25 % en 2024 ; ce qui masque un vaste vivier de jeunes qui ne travaillent… qu'une heure par semaine.

Pour la première fois, le plan quinquennal ne fixe aucun objectif de création d'emplois. En revanche, le gouvernement s'est fixé un objectif très clair : atteindre 70 % d'adoption de l'IA dans les secteurs clés d'ici l'année prochaine, ce qui fait craindre des licenciements dans le secteur des technologies de l'information. « Je ne peux toujours pas me défaire du sentiment que je suis de plus en plus proche d'être remplacé », a confié un ingénieur en données à *Reuters* en juin.

Quand on vit au seuil de la pauvreté, on peut s'estimer heureux si on obtient quelques miettes. Moins d'un quart des personnes inscrites au chômage et habitant en ville ont bénéficié d'une aide financière de l'État, selon une étude réalisée en 2024 par l'Association chinoise de la sécurité sociale. Le Président Xi Jinping s'oppose ouvertement à l'élargissement du filet de sécurité sociale ; il avait averti dès 2021 que, si on offrait des « garanties excessives » à la classe ouvrière, on risquait de « tomber dans le piège de l'État-providence qui encourage la paresse ».

Travailler comme des « bœufs et des chevaux »

Aujourd'hui, avoir un diplôme universitaire oblige souvent à travailler pour des entreprises organisées autour des applications telles que Meituan (livraison de repas) ou Didi (covoiturage). Cette année, à la veille des examens d'entrée à l'Université, sur un compte officiel de la Ligue de la jeunesse communiste quelqu'un a plaisanté : « Si tu n'es pas admis [à l'Université], tu livreras des repas dans quatre jours. Si tu es admis, tu livreras des repas dans quatre ans. »

Meituan a élevé le *neijuan* au rang d'art, en réduisant au minimum le délai de livraison autorisé pour ne récompenser que les livreurs les plus rapides, ce qui a entraîné une augmentation des accidents de la route et des décès. « Même l'avion n'est pas assez rapide », a déclaré un livreur au magazine chinois *Renwu*. On a même relevé des cas où il fallait continuer à travailler malgré un ouragan ou l'angoisse insupportable que constitue l'attente des ascenseurs alors que le chronomètre de livraison tourne.

Selon Zheng Gongcheng, membre du comité permanent de l'Assemblée populaire nationale, plus de 250 millions des petits boulots n'ont pas de contrat de travail, donc aucun droit à une assurance-maladie et à une retraite. « On nous traite comme des *niuma* » (des bœufs et des chevaux).

Dans ses mémoires publiées en 2026, *Ma vie de livreur à Pékin*, Hu Anyan a décrit ce qui s'est passé lorsqu'il a contracté une pneumonie :



> Comme j'étais encore travailleur contractuel, il m'a fallu débourser 50 yuans rien que pour payer les frais d'inscription, chaque jour où je me rendais à l'hôpital pour recevoir des perfusions. Ces quelques jours de maladie m'ont coûté environ 3000 yuans, soit ce que je gagnais en un demi-mois[1].

Le gouvernement exprime parfois son « inquiétude » pour le sort des livreurs. Mais ces préoccupations seraient plus crédibles s'il n'avait pas emprisonné le syndicaliste Chen Guojiang. Administrateur d'un groupe WeChat regroupant 14000 collègues, Chen a été arrêté à deux reprises pour avoir tenté d'organiser des grèves nationales. En 2021, alors qu'il croupissait derrière les barreaux, Wang Xing, le milliardaire fondateur de Meituan, assistait aux somptueuses célébrations du centenaire du Parti communiste.

La Chine est en proie à un type de contradiction dont seul le capitalisme est capable : des niveaux croissants de surmenage parallèlement à une hausse du sous-emploi. Malgré le tollé général suscité par le régime « 996 » (de 9 heures du matin à 9 heures du soir, 6 jours par semaine) dans le secteur de la tech, et malgré un jugement rendu en 2021 s'y opposant, ce régime reste la norme. Qu Jing, responsable des relations publiques de Baidu (l'équivalent de Google), a déclaré à son personnel que les effets du « 996 » sur la santé ne la concernaient pas. « Je ne suis pas votre mère. Ne comptez pas sur des week-ends de repos », a-t-elle déclaré dans une vidéo publiée en mai 2024. Malgré le tollé général, qui a entraîné sa démission, cela n'a pas empêché la Chine d'enregistrer sa semaine de travail moyenne la plus longue depuis plus de vingt ans.

La répression par le gouvernement des droits démocratiques permet aux patrons de régner en toute impunité sur le lieu de travail. En août, une employée de bureau a été hospitalisée pour une rhabdomyolyse – une dégradation musculaire extrême – après que son responsable l'a forcée à effectuer 200 squats pour ne pas avoir atteint son objectif de vente. « Notre objectif est de gagner de l'argent et cela nécessite forcément une certaine pression », a déclaré plus tard le responsable en question aux journalistes.

« Ni mari ni enfants pour préserver votre tranquillité »

Au-delà de l'économie, le sexisme est une question majeure qui mobilise les jeunes. Alors que le niveau d'éducation des femmes et leur présence sur le marché du travail atteignent des niveaux records, l'attente d'une égalité de traitement et d'opportunités se heurte violemment à la réalité persistante de l'oppression. En Chine, les femmes sont confrontées aux mêmes problèmes de harcèlement sexuel, de discrimination au travail, d'écart salarial entre les sexes, de misogynie, de normes de beauté impossibles à atteindre et de « valeurs familiales » conservatrices qui exaspèrent tant de femmes en Occident.

Lam Chi Leung, socialiste basé à Hong Kong, a déclaré à *Red Flag* que la lutte contre le sexisme avait commencé à prendre une forme organisée à la fin des années 2000 et au début des années 2010, principalement sous l'impulsion d'étudiantes et de professeures d'universités :

> Si ce n'était pas tout à fait un mouvement, c'était une lutte publique. Il y avait des actions dans la rue, autour des toilettes publiques, sur les campus, dans le métro.

Après une répression sévère en 2015, marquée par la fermeture de dizaines d'ONG et l'arrestation très médiatisée de cinq militantes féministes, les actions publiques de lutte contre le sexisme ont diminué, mais le sentiment s'est renforcé. Selon Lam Chi Leung, « en 2018 et 2019, le #MeToo s'est très rapidement propagé en Chine. Il a suscité un intérêt extrêmement vif sur Internet en Chine. »

Lorsque des femmes ont publiquement accusé des personnalités de premier plan de misogynie et d'agression sexuelle, la classe dirigeante chinoise s'est offusquée de leur audace. La joueuse de tennis Peng Shuai a disparu après avoir accusé l'ancien Vice-Premier ministre Zhang Gaoli de viol. Le hashtag #MeToo a été banni des réseaux sociaux, ce qui a incité les internautes à parler à la place de *mitou* (« lapin de riz »).

Face au vieillissement de la population et à la chute vertigineuse du taux de natalité, le

1. Hu Anyan, Ma vie de livreur à Pékin, Paris, Autrement, 2026.

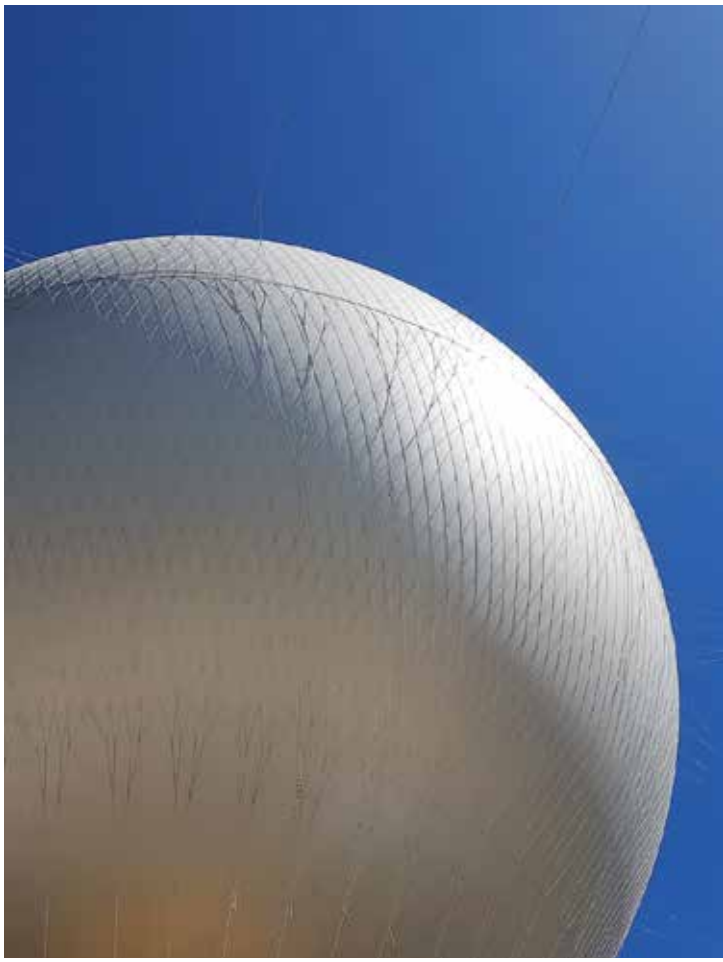
gouvernement intensifie la pression sur les femmes en âge de procréer. Cette année, la TVA de 13 % a été appliquée pour la première fois aux préservatifs et aux produits contraceptifs. Certaines collectivités locales en sont venues à appeler les femmes à l'improviste pour leur demander quand elles ont eu leurs dernières règles.

Plus le gouvernement semble insister sur cette question, plus la résistance se développe. Au sein des courants féministes radicaux, l'opposition s'est durcie à l'idée de devenir un jour une « ânesse mariée » (*hunlu*) ou d'élever des enfants. « Ne pas se marier ni avoir d'enfants, c'est la garantie de la tranquillité d'esprit », affirment-elles (*buhun buyu baoping'an*). En revanche, la Chine est l'un des pays où il est le plus coûteux d'élever un enfant, selon les données de 2024 de l'Institut de recherche démographique YuWa de Pékin.

Tout comme aux États-Unis, en Corée du Sud ou en Australie, les femmes sont confrontées à une réaction sexiste de la part de misogynes qui les tiennent pour responsables de leurs difficultés à trouver des partenaires et à s'insérer sur le marché du travail. Les trolls les plus agressifs qualifient les droits des femmes d'idéologie antipatriotique d'importation étrangère, destinée à affaiblir la Chine de l'intérieur. Ce qui souligne au passage que le nationalisme chinois contemporain relève d'un chauvinisme de droite ordinaire et non d'un anti-impérialisme progressiste.

Selon Lam Chi Leung, le Président Xi est hostile au mouvement féministe non pas tant sur le fond mais parce que celui-ci est un canal d'expression du mécontentement. « Le mécontentement général des masses est très grand. Dans ce contexte, le Président Xi considère que tout ce qui pourrait attiser les conflits sociaux est dangereux. » Dans la province orientale du Zhejiang, l'autorité provinciale chargée de la propagande a ainsi conseillé aux humoristes femmes de ne pas « attiser l'antagonisme entre les sexes », alors que certaines montent sur scène pour se plaindre d'hommes médiocres ou d'ex-maris violents.

Le risque que tout ce mécontentement débouche sur une lutte de masse est toujours présent mais plusieurs facteurs pèsent négativement pour l'instant.



Premièrement, il n'y a pas encore eu en Chine de forte baisse de leur niveau de vie comparable à l'austérité imposée en Amérique du Nord et en Europe après la crise financière mondiale ou lors des crises de la dette souveraine post-Covid qui ont balayé les pays du Sud. Le ralentissement spectaculaire de la croissance des salaires réels en Chine est compensé par une inflation proche de zéro pour la plupart des biens de consommation.

Kevin Lin a comparé la situation à celle du voisin indien. « En Inde, c'est vraiment une question de survie. Si ton salaire n'augmente pas, tu vas devoir réduire ton alimentation », a-t-il expliqué. « Je ne pense pas que ce soit le cas en Chine. Bien sûr, c'est une question si tu souhaites acheter une maison. » […]

Deuxièmement, la surveillance étatique, la censure et le harcèlement rendent l'organisation politique extrêmement difficile. La répression brutale de 2019 contre des étudiant·es socialistes a clairement démontré les enjeux.

En juin 2018, à Shenzhen, après que des salarié·es de Jasic Technology ont été

licencié·es et arrêté·es pour avoir lancé une pétition en faveur de la syndicalisation, des dizaines d'activistes d'obédience maoïste sont venu·es de tout le pays pour former un groupe de solidarité, le JWSG. Les autorités municipales l'ont rapidement expulsé, ce qui a donné lieu à une « chasse à l'homme » de ses membres à l'échelle nationale. Dix mois plus tard, la police continuait d'arracher des étudiant·es des salles de cours et des toilettes de l'université de Pékin pour les interroger, les menacer et les torturer. Les cercles d'études marxistes ont été purgés de leurs membres de gauche et réorganisés sous la direction des enfants de l'élite dirigeante du Parti.

Un autre défi réside dans le fait que la Chine est un pays immense, dirigé par un appareil tentaculaire et relativement décentralisé, ce qui rend plus difficile le développement d'une conscience politique globale. Il est plus simple, et plus sûr, de blâmer des fonctionnaires locaux corrompus ou des patrons qui enfreignent la loi que de critiquer l'ensemble du système du capitalisme d'État-parti.

En novembre 2022, la pandémie de Covid fut un des rares cas d'envergure nationale qui a opposé frontalement les mouvements de contestation au gouvernement central. Ce qui a commencé par des appels à la fin du confinement strict s'est transformé en une vague de manifestations dites du « papier blanc », ainsi nommées parce qu'on y brandissait des pages blanches pour symboliser le fait qu'on ne pouvait pas dire ce qu'on voulait. Ces manifestations, qui ont balayé les campus pour la première fois depuis des générations, ont donné lieu à des slogans en faveur de la liberté de la presse et de la démission du Président Xi.

> Les personnes impliquées dans les manifestations parlaient bien sûr de démocratie, d'autoritarisme et de liberté d'expression, a déclaré Kevin Lin. Derrière tout cela se cachait une sorte d'insécurité économique : la plupart des protestataires étaient titulaires de diplômes de l'enseignement supérieur, ils avaient le sentiment que leur vie était dans l'impasse.

Lam Chi Leung indique qu'aucune organisation durable n'était issue des manifestations éphémères de 2022, bien qu'une petite frange étudiante ait été poussée vers l'extrême gauche. Kevin Lin note dans les échanges un intérêt accru pour l'anarchisme. Au sein des courants de gauche les plus cohérents, le maoïsme est le courant d'opposition dominant, ce qui complique la tâche des groupes trotskistes. Ces derniers, bien plus restreints, sont plus attachés à des principes envers lesquels les maoïstes sont notoirement hostiles. Les jeunes trotskistes en herbe utilisent des forums en ligne cryptés pour échanger des idées.

Comme aucune de ces forces n'est encore en mesure d'influencer la politique, la question reste de savoir si les futures manifestations de la jeunesse viseront simplement un libéralisme à l'occidentale ou s'opposeront de manière bien plus audacieuse au capitalisme. À cet égard, des conversations récentes en Chine ont donné de l'espoir à Kevin Lin :

> Il y a moins d'illusions sur le système chinois et il y a également moins d'illusions sur le gouvernement américain, sur ce que l'Occident peut apporter ou sur ce à quoi ressemble la vie aux États-Unis.

La jeunesse occidentale en voie de radicalisation devrait en prendre bonne note. Au lieu d'échanger les mensonges de la classe dirigeante occidentale contre ceux de la classe dirigeante chinoise, nous devons construire une opposition véritablement internationaliste à l'exploitation capitaliste partout dans le monde.

Source : *Red Flag,* 15 octobre 2026.

La victoire du « populisme étudiant » : un conflit entre les élites et l'avenir de la Serbie

Srđan Atanasovski

Ce texte, repris de *Viento Sur*, avance une analyse d'un point de vue de classe intéressante qui restait normalement en arrière du large mouvement démocratique contre Vučić, la corruption, etc. Il esquisse les contradictions que le mouvement Liste étudiante va inexorablement rencontrer et rencontre déjà (limogeages, grèves...). Le rôle des syndicats va être important dans ce processus.
Toutefois, dans ce texte, le sens de « populisme » doit être interrogé. Ce mouvement avec une base massive a ouvert un processus que l'on pourrait qualifier de démocratique et populaire. Cela n'a rien à voir avec des organisations qui disent parler au nom du peuple sans aucun lien démocratique avec lui. Le sens de « populisme », ici, ne correspond pas à celui que l'on accolerait en France au Rassemblement national ou à La France insoumise.

Michel Lanson

La victoire de la Liste étudiante aux élections législatives serbes du 25 octobre 2026 met fin à quatorze ans de domination d'Aleksandar Vučić et de son Parti progressiste serbe. Avec environ 53 % des voix et une majorité absolue attendue au Parlement, la Liste étudiante a obtenu un résultat qui semblait encore presque inimaginable il y a peu. La nature de cette victoire et l'avenir politique de la Serbie sont difficiles à appréhender à travers les catégories conventionnelles de gouvernement face à l'opposition, du libéralisme face au conservatisme, ou de l'intégration européenne face à la souveraineté nationale.

Au cœur de la transformation politique de la Serbie se trouvait un mouvement étudiant de masse, derrière lequel se cachait un conflit entre deux élites : l'élite politique mise en place par le régime de Vučić au cours de la dernière décennie et demie et une élite universitaire qui était restée relativement indépendante de son système de gouvernement. Le facteur décisif a été la capacité de cette dernière à forger une alliance avec le mouvement étudiant, qui avait développé une forme particulière de « populisme » participatif. Cette alliance a rendu possible la mobilisation politique qui a conduit au changement de gouvernement.

Ce mouvement populaire n'est pas né autour de revendications visant une transformation radicale de la politique économique ou étrangère de la Serbie. Dans de nombreux domaines, il a repris à son compte le consensus politique existant et a promis que des politiques similaires pourraient être mises en œuvre sans corruption, sans crime organisé, sans népotisme et sans embauche fondée sur l'appartenance à un parti. Le

principal défi auquel sera confronté le nouveau gouvernement sera de démanteler les mécanismes clientélistes de l'ancien régime et, dans le même temps, de démontrer que son modèle économique, relativement populaire, peut se maintenir sans recourir aux mêmes mécanismes d'accumulation de capital et de contrôle politique.

Un système de parti unique au sein d'une démocratie multipartite

L'une des caractéristiques les plus importantes de la domination politique de Vučić a été l'affaiblissement systématique du système multipartite, alors même que les institutions formelles de la démocratie parlementaire restaient en place. Le Parti progressiste serbe a cherché à intégrer la quasi-totalité des acteurs politiques bénéficiant d'un soutien électoral significatif. Des postes au sein de la coalition au pouvoir ont été proposés aux organisations politiques et à leurs dirigeants, souvent sous la forme de places garanties sur des listes électorales communes, tandis que ceux qui refusaient de coopérer étaient confrontés à diverses formes de pression, de marginalisation et de destruction politique.

Il en a résulté une tentative de mettre en place une sorte de système de parti unique au sein d'une démocratie formellement multipartite. Presque toutes les positions idéologiques significatives trouvaient leur place au sein de la coalition au pouvoir, des courants nationalistes et conservateurs aux courants libéraux, pro-européens et à orientation sociale. Les conflits idéologiques se sont largement déplacés de la compétition électorale vers les relations internes du bloc au pouvoir. Les élections sont devenues de plus en plus des référendums sur l'exercice du pouvoir et les attitudes envers le régime de Vučić, plutôt que des affrontements entre programmes politiques alternatifs. Les partis d'opposition qui sont restés en dehors de ce système n'ont pas réussi à se constituer une base sociale suffisamment large ni à établir un programme politique différent.

Dans le même temps, Vučić a mis en place une machine partisane et électorale d'une ampleur exceptionnelle. Son fonctionnement reposait sur la loyauté politique, le contrôle de l'emploi dans le secteur public, la mobilisation des «votes capillaires» et diverses formes de pression sur les électeurs. L'adhésion au parti au pouvoir ou la volonté de lui procurer des voix est devenue une condition préalable importante pour obtenir un emploi, progresser dans sa carrière et accéder aux ressources publiques. Peu à peu,



ce système a dépassé sa fonction électorale pour devenir un mécanisme fondamental d'organisation des relations sociales et économiques.

Pour un enseignant sous contrat à durée déterminée depuis des années, un professionnel de santé en attente d'un emploi permanent ou un salarié d'une entreprise publique, l'affiliation au parti pouvait déterminer directement son avenir professionnel. Des mécanismes similaires se sont étendus au secteur privé par le biais des réseaux de contacts professionnels, des marchés publics et de l'accès privilégié aux ressources de l'État. Outre les grands scandales financiers relayés par les médias, la corruption est devenue une réalité quotidienne pour une grande partie de la population. Presque toute personne cherchant un emploi, souhaitant progresser dans sa carrière ou accéder à un droit particulier pouvait se heurter aux conséquences du clientélisme partisan.

Outre le népotisme systémique, le régime a été marqué par de graves scandales qui ont soulevé des doutes quant aux liens entre les structures de l'État et le crime organisé. Parmi ceux-ci figurent l'affaire Jovanjica, qui a consisté en la découverte d'une vaste plantation de cannabis qui aurait bénéficié de la protection des membres des services de sécurité, et un meurtre commis dans un restaurant de Belgrade dont la dissimulation présumée a impliqué le chef de la police de Belgrade de l'époque. Le problème pour Vučić était qu'une fois établi, ce réseau de loyautés exigeait la protection continue de ses membres. Sanctionner des personnes pour des activités criminelles ou de corruption risquait de menacer la stabilité de l'ensemble du système qui reposait sur la conviction que la loyauté politique serait récompensée et protégée.

Ainsi, la machine électorale est progressivement devenue un fardeau pour le régime lui-même. Les mécanismes qui lui permettaient de se maintenir au pouvoir généraient en même temps un mécontentement social de plus en plus généralisé.

L'élite universitaire que Vučić n'a pas réussi à intégrer

Contrairement aux élites politiques et économiques, auxquelles il a su se lier avec succès grâce à un système d'intérêts mutuels, Vučić n'a jamais réussi à intégrer pleinement l'élite universitaire serbe.

Par « élite universitaire », j'entends une couche plus large de professionnels hautement qualifiés, de gestionnaires professionnels, d'économistes, d'avocats, d'intellectuels, de professeurs d'université, de chercheurs et de personnes travaillant dans des organisations non gouvernementales. Leur autorité sociale repose principalement sur leur formation, leurs qualifications professionnelles et leur expérience, plutôt que sur le contrôle de l'appareil partisan. Tout au long de son mandat, Vučić a tenté d'attirer des segments de cette élite. La nomination d'Ana Brnabić à des postes élevés au sein du gouvernement et la promotion de Siniša Mali ont constitué des éléments importants de cet effort. Grâce à des personnalités comme celles-ci, des acteurs issus du monde des affaires, du milieu universitaire et du secteur des ONG ont été intégrés à l'administration de l'État et à la direction politique afin de conférer au régime une légitimité professionnelle et une image de modernisation.

Cette alliance est restée relativement limitée et instable. Les universités, l'Université de Belgrade en tête, ne sont jamais devenues des bastions solides du parti au pouvoir. Les enseignants et chercheurs universitaires exprimaient depuis longtemps leur mécontentement à l'égard du régime, même si ce mécontentement n'était pas nécessairement lié à une idéologie d'opposition commune. Peu avant le déclenchement des manifestations étudiantes, le conflit s'est intensifié après l'annonce selon laquelle les universités privées étrangères pourraient avoir accès aux fonds publics destinés à l'enseignement supérieur. Un tel modèle, similaire à certains systèmes de chèques-éducation, ouvrait la possibilité de détourner des ressources budgétaires des universités publiques vers des établissements privés. La communauté universitaire y a vu une menace de subordination accrue de l'éducation aux intérêts des entreprises liées au pouvoir politique. Par conséquent, le conflit entre les universités et le régime touchait également les intérêts matériels immédiats de la communauté universitaire.

Lorsque l'auvent de la gare ferroviaire reconstruite de Novi Sad s'est effondré en novembre 2024, causant la mort de seize personnes, ce conflit déjà existant a pris une



dimension tout à fait nouvelle. Cette tragédie a été largement perçue comme emblématique d'un système dans lequel la loyauté politique, la gestion opaque et les relations corrompues avaient pris le pas sur l'expertise et la responsabilité professionnelle. Indépendamment des causes techniques concrètes de l'effondrement, la question s'est posée de savoir comment un grand projet d'infrastructure, présenté comme le symbole de la modernisation du pays, avait pu être mené à bien sans une surveillance adéquate en matière de sécurité.

La révolte étudiante qui s'ensuivit bénéficia d'un large soutien de la part du corps enseignant universitaire. Cette alliance reposait en outre sur une base très concrète : étudiant·es et professeur·es se connaissaient déjà, se croisaient quotidiennement dans leurs facultés et partageaient le même espace institutionnel. Pour les étudiant·es, l'élite universitaire comprenait leurs propres professeurs, avec lesquels ils pouvaient communiquer et coopérer directement. Malgré des conflits occasionnels liés aux blocages, les universités, en particulier l'Université de Belgrade, sont devenues des piliers essentiels du mouvement, auquel elles ont apporté un soutien institutionnel, moral et pratique.

Le régime a réagi à la révolte en s'appuyant encore davantage sur les cadres du parti. La formation du gouvernement de Đuro Macut, à la suite de la crise politique provoquée par les manifestations, n'a pas entraîné de réconciliation significative avec la communauté universitaire. Les personnalités qui n'avaient pas fait preuve d'une loyauté suffisante envers le parti ont été encore davantage écartées du gouvernement, ce qui a renforcé un système dans lequel le pouvoir politique réel résidait dans la hiérarchie informelle du parti, tandis que les ministres et autres responsables officiels ne jouissaient que d'une autonomie limitée.

Les assemblées plénières étudiantes et l'émergence d'un mouvement populiste

Le mouvement étudiant issu des blocages universitaires a développé un modèle organisationnel distinctif fondé sur la démocratie directe. Des assemblées plénières ont été mises en place dans les facultés, où les étudiant·es prenaient des décisions concernant les revendications, les manifestations et d'autres activités. La participation à ces assemblées variait considérablement et, au fil du temps, des hiérarchies informelles sont apparues. Les groupes de travail chargés de préparer les propositions acquéraient souvent une autonomie considérable, tandis que les assemblées entérinaient des décisions élaborées par un nombre relativement restreint de participant·es actif·ves. Au fur et à mesure que le mouvement se poursuivait, le nombre d'étudiant·es directement impliqué·es dans la prise de décision au quotidien a progressivement diminué.

Néanmoins, les assemblées plénières ont conservé leur rôle de principale source de légitimité du mouvement étudiant. Leur importance résidait également dans leur capacité à susciter une large mobilisation sociale. Les marches étudiantes interurbaines, les randonnées de plusieurs jours, les périples à vélo, les manifestations de masse et les opérations logistiques complexes ont mobilisé un grand nombre de jeunes. Beaucoup ne participaient pas nécessairement à la formulation des revendications politiques, mais, en organisant ces activités, ils et elles agissent désormais activement au sein du mouvement. Le mouvement étudiant leur a permis de s'intégrer dans une communauté politique plus large par le biais de l'action collective, sans leur imposer au préalable d'adopter une idéologie politique particulière.

Les étudiant·es ont soigneusement évité les positions idéologiques et politiques susceptibles de compromettre ce large soutien social, et se sont efforcé·es de se présenter comme un mouvement représentant les intérêts de la société dans son ensemble. Bien que le modèle organisationnel des assemblées plénières présentât des affinités avec les traditions anarchistes et horizontales, son contenu politique n'était pas révolutionnaire. La large participation a favorisé la reproduction des attitudes sociales dominantes, car seules les revendications acceptables pour un grand nombre de participant·es pouvaient obtenir un soutien. Le radicalisme du mouvement étudiant résidait principalement dans ses méthodes d'organisation et dans sa remise en cause du gouvernement en place, plutôt que dans son programme idéologique.

L'alliance entre le populisme et l'expertise

La caractéristique la plus inhabituelle du mouvement étudiant fut son alliance avec l'élite universitaire. Dans de nombreuses sociétés occidentales contemporaines, les mouvements populistes se développent en opposition aux élites éduquées, aux experts et aux gestionnaires professionnels. Les institutions universitaires sont souvent présentées comme faisant partie d'un establishment aliéné, éloigné des préoccupations quotidiennes des gens ordinaires. En Serbie, un mouvement populaire de masse a accueilli l'élite universitaire comme un allié politique naturel. L'éducation, l'expertise, les qualifications professionnelles et le capital culturel sont devenus des éléments centraux de son identité politique.

Cela s'est clairement reflété dans la manière dont les étudiant·es se présentaient publiquement. Ils et elles étaient décrit·es comme des jeunes instruits, honnêtes, responsables et compétents : de futur·es médecins, ingénieur·es, enseignant·es et spécialistes. On a particulièrement insisté sur le message selon lequel ces jeunes souhaitaient rester en Serbie et construire leur avenir professionnel dans leur propre pays. Ce discours correspondait directement au sentiment de mécontentement à l'égard du régime de Vučić. Dans une société où l'emploi et l'ascension sociale dépendent des relations partisanes, l'alternative naturelle semble être celle où le savoir, les qualifications et la compétence professionnelle sont valorisés. La lutte contre la corruption et le népotisme est ainsi devenue le trait d'union entre l'élite universitaire et la base populaire.

Cette alliance a également impliqué une certaine fétichisation du savoir expert : l'idée que les personnes disposant d'une formation et de qualifications professionnelles adéquates, sans liens avec la classe politique discréditée, seraient mieux préparées à gouverner le pays. Une telle croyance néglige le fait que l'expertise dans un domaine spécifique ne se traduit pas automatiquement par une compétence politique, et que les élites professionnelles ont leurs propres intérêts sociaux, qui ne coïncident pas toujours avec ceux de la majorité de la population. Néanmoins, la combinaison de la mobilisation populiste et de l'autorité de l'expertise a permis au mouvement étudiant de dépasser le cadre des universités et de devenir une alternative politique sérieuse.

Cela s'est également reflété dans la composition de la Liste étudiante. Parmi ses candidats figuraient des professeur·es d'université, des économistes, des avocat·es, des spécialistes de différents domaines et un nombre important de personnes issues d'organisations non gouvernementales.

Pourquoi le mouvement étudiant n'a-t-il pas développé une nouvelle idéologie ?

Lorsque le mouvement étudiant a décidé de cesser d'adresser des revendications au gouvernement en place et de réclamer à la place la tenue d'élections législatives, il a franchi une étape qui, à première vue, pouvait sembler constituer un abandon de sa logique initiale de démocratie directe. Cette décision était toutefois cohérente avec le caractère populiste du mouvement. Bien qu'elles reposassent sur les principes de la démocratie directe, les assemblées plénières étudiantes reflétaient une autre croyance sociale dominante : celle selon laquelle les élections législatives constituent le principal mécanisme de changement politique.

Dans le même temps, ils ont gardé leurs distances avec les partis politiques existants. Cela s'expliquait souvent par les caractéristiques organisationnelles du mouvement étudiant. Les assemblées plénières ne disposant pas de représentants permanents habilités à négocier au nom du mouvement dans son ensemble, la coopération avec les partis politiques s'avérait institutionnellement compliquée. Il y avait en outre une raison idéologique plus profonde. Le mouvement étudiant pouvait difficilement négocier un programme commun avec des partis ayant des positions politiques clairement définies. Coopérer avec des libéraux, des conservateurs, des nationalistes ou des sociaux-démocrates aurait exigé du mouvement qu'il prenne position sur des questions qui divisaient sa propre base. Sa force politique dépendait de sa capacité à éviter que ces divisions ne se manifestent.

La Liste étudiante représentait ce que la société percevait largement comme la normalité politique. Sa revendication fondamentale était un État exempt de corruption, des

institutions qui fonctionnent correctement et la primauté de l'expertise sur l'appartenance partisane. C'est pourquoi la campagne électorale a été largement exempte de conflits idéologiques traditionnels. Vučić a tenté de présenter la Liste étudiante comme une force politique qui modifierait ses politiques économiques et étrangères, mettrait en péril les relations avec la Russie ou remettrait en cause les prestations sociales existantes. La Liste étudiante répondait généralement que de tels changements n'étaient pas son objectif et qu'elle mettrait en œuvre les politiques existantes avec plus d'efficacité et de responsabilité. Il existait une continuité programmatique nettement plus grande entre les deux principales listes électorales que ne le laissait supposer l'intensité de leur confrontation politique.

Même lorsque la Liste étudiante a exprimé son opposition à la politique de main-d'œuvre bon marché promue par le régime de Vučić au cours de ses premières années, la différence n'était pas tout à fait claire. Au cours de la décennie précédente, le régime lui-même avait tenté de s'éloigner de l'image d'un pays attirant les investissements étrangers uniquement grâce à ses bas salaires, et avait promu à la place le développement technologique, l'investissement dans la science et un investissement industriel plus à plus forte valeur ajoutée. Il existe une différence substantielle entre la rhétorique politique et les résultats économiques réels, mais le conflit portait en grande partie sur la question de savoir qui était capable de mettre en œuvre le modèle économique souhaité.

Une logique similaire s'appliquait à la politique étrangère. Le gouvernement de Vučić s'est efforcé d'entretenir des relations avec l'Union européenne, la Russie et la Chine, tout en évitant un alignement complet sur l'un ou l'autre des blocs internationaux. Cette politique bénéficiait d'un soutien relativement large au sein de la société, ce qui ne donnait guère à la Liste étudiante de raisons



de la remettre radicalement en cause. Le choix électoral central était bien plus simple : la poursuite d'un système fondé sur la loyauté partisane ou son remplacement par un autre système promettant un gouvernement professionnel.

Une victoire à caractère plébiscitaire et la défaite de la classe politique

Les résultats électoraux ont confirmé la force de cette mobilisation politique. Selon les données préliminaires de la Commission électorale de la République, la Liste étudiante a obtenu 52,65 % des voix, tandis que la liste menée par Aleksandar Vučić en a recueilli 39,22 %. Le taux de participation s'est élevé à environ 69 %, et les projections de sièges indiquaient que la Liste étudiante pourrait former à elle seule une majorité parlementaire. La machine électorale de Vučić a réussi à conserver une part substantielle de sa base électorale, mais n'a pas pu rivaliser avec la mobilisation exceptionnellement large des électeur·trices en quête d'un changement politique.

Le mouvement étudiant a réussi à donner à ces élections le caractère d'un référendum. Le scrutin a été présenté comme un choix décisif pour la survie du système de gouvernement en place, et ce climat a de fait écarté les partis d'opposition traditionnels. La plupart se sont retirés de la course électorale, et ceux qui sont restés ont obtenu des résultats insignifiants. Aucune liste non minoritaire habituellement, à l'exception des deux principales, n'a franchi le seuil électoral. Le mouvement étudiant a ainsi vaincu Vučić et a de fait remplacé l'ancienne opposition.

C'est peut-être là la conséquence politique la plus importante de ces élections. La Serbie n'a pas vu émerger un nouveau parti au pouvoir représentant une alternative idéologique clairement définie par rapport au gouvernement précédent. Un mouvement dont la légitimité repose sur la combinaison d'une mobilisation de masse, d'un rejet de la corruption et d'une confiance dans l'expertise s'est assuré une majorité parlementaire.

La promotion immobilière : la drogue qui alimente le modèle économique de Vučić

Le régime de Vučić a survécu grâce à sa machine électorale et à ses relations clientélistes, mais sa stabilité politique dépendait également de sa capacité à assurer la croissance économique, une relative stabilité du niveau de vie et un pouvoir d'achat accru. La politique économique du gouvernement précédent était plus complexe qu'on ne le présente souvent dans les cercles de l'opposition.

Au cours de la décennie précédente, la Serbie a bénéficié de certains avantages découlant de sa position en matière de politique étrangère. Le maintien de relations avec la Russie a permis d'accéder à une énergie relativement abordable, tandis que la coopération avec la Chine a apporté des investissements significatifs, notamment dans l'industrie, l'exploitation minière et les infrastructures. À cet égard, le modèle économique de la Serbie présentait certaines similitudes avec les politiques mises en œuvre par la Hongrie et la Slovaquie. Parallèlement, le maintien d'un taux de change stable de la monnaie serbe par rapport à l'euro a constitué un instrument important pour préserver le pouvoir d'achat. Pour une population dont la consommation dépend largement des biens importés, et pour les citoyen·nes ayant des emprunts ou d'autres obligations libellés en euros, la stabilité du taux de change revêtait une importance économique immédiate. Le régime s'est également efforcé d'assurer des augmentations des retraites, des salaires du secteur public et de diverses prestations sociales. Indépendamment de la portée réelle et des effets distributifs de ces mesures, celles-ci ont contribué à maintenir le soutien social au modèle économique existant.

La promotion immobilière est devenue l'un de ses piliers les plus importants. Les grands projets d'infrastructure, le développement de complexes résidentiels et commerciaux, le projet Belgrade Waterfront, les préparatifs de l'EXPO et d'autres aménagements urbains connexes ont soutenu l'activité de construction, créé des emplois et contribué à la croissance du PIB. Le problème résidait dans la dépendance excessive de l'économie vis-à-vis de grands projets de construction, souvent de luxe, dont la contribution à l'activité économique prenait fin, dans une large mesure, dès l'achèvement des travaux. De plus, une part substantielle des travaux était réalisée par des entreprises

étrangères qui faisaient venir leurs propres salarié·es et repartaient une fois les projets achevés, ce qui ne laissait que des bénéfices limités à long terme pour l'économie nationale.

En Serbie, la promotion immobilière a également joué un rôle clairement politique. Les grands projets de construction et d'infrastructure figuraient parmi les mécanismes clés qui liaient les élites politiques et économiques. Le contrôle du sol, des décisions d'urbanisme, des marchés publics et des projets d'investissement a créé des opportunités d'accumulation privée de capital. La promotion immobilière est ainsi devenue l'un des mécanismes par lesquels des personnes liées au pouvoir politique pouvaient elles-mêmes devenir des capitalistes. Ce modèle a engendré une puissante interdépendance entre les autorités politiques, les investisseurs et le secteur de la construction. Le contrôle politique donnait accès à des projets rentables, tandis que ces projets contribuaient à la croissance économique sur laquelle le gouvernement fondait une partie de sa légitimité.

En ce sens, la promotion immobilière est devenue une sorte de drogue pour le régime de Vučić. Elle permettait de satisfaire simultanément deux exigences majeures : l'enrichissement continu de l'élite entrepreneuriale disposant de relations politiques et le maintien d'une d'activité économique suffisante pour que le niveau de vie continue de progresser. Chaque nouveau grand projet prolongeait le fonctionnement de ce modèle et, dans le même temps, renforçait la dépendance à l'égard de son expansion continue.

L'avenir des grands projets de développement urbain a donc pris une importance politique. L'opposition de la Liste étudiante aux projets de réaménagement commercial du complexe de l'État-major à Belgrade, liés aux intérêts d'investissement de la famille du président américain Donald Trump, a constitué une manifestation visible du rejet de l'approche antérieure en matière de gestion de l'espace urbain et des ressources publiques. En conséquence, le nouveau gouvernement sera confronté à un grave problème : s'il entend démanteler les mécanismes corrompus de l'ancien régime, il devra également modifier le mode de fonctionnement de l'un des principaux moteurs de la croissance économique.

Les contraintes économiques du nouveau gouvernement

La Liste étudiante a présenté un programme de réformes ambitieux, notamment dans les domaines de l'éducation, de la science, de la culture, de la santé et de la protection sociale. Ce programme reflète sa composition sociale et le rôle important joué par l'élite universitaire et professionnelle dans son élaboration. Tenir ces promesses nécessitera des ressources publiques substantielles.

L'une des hypothèses sur lesquelles repose l'optimisme du nouveau gouvernement est que la lutte contre la corruption libérera des ressources suffisantes pour financer les réformes promises. Des marchés publics plus transparents, des investissements plus rationnels et une réduction des détournements de fonds publics pourraient sans aucun doute générer des économies substantielles. Cependant, on ignore encore si celles-ci seront suffisantes. Même avec une réduction significative de la corruption, la Serbie resterait confrontée à une faible productivité, à des recettes publiques limitées, à une dépendance vis-à-vis des investissements étrangers et à des faiblesses structurelles de son économie nationale.

La réorientation éventuelle du développement économique pose un défi particulièrement complexe. Si le nouveau gouvernement tentait de réduire la dépendance vis-à-vis de la promotion immobilière et de mettre davantage l'accent sur la production orientée vers l'exportation, il se heurterait aux limites découlant du modèle monétaire et économique existant. Renforcer la compétitivité de l'agriculture nationale et de certains secteurs industriels, par exemple, pourrait soulever des interrogations quant à la valeur réelle du dinar. La dépréciation de la monnaie nationale pourrait améliorer la compétitivité-prix des exportations, mais elle rendrait également les biens importés plus chers et saperait le pouvoir d'achat. Une telle mesure ne résoudrait pas automatiquement les problèmes de production et pourrait avoir de graves conséquences sociales. La préservation du pouvoir d'achat était l'une des promesses majeures de la

Liste étudiante. Sa base populaire n'attend pas une politique économique qui demanderait aux citoyen·nes d'accepter une baisse de leur niveau de vie au nom d'objectifs de développement à long terme.

Des contraintes similaires s'appliquent à l'émigration des jeunes et des personnes diplômées. Au cours des deux dernières années, le mouvement étudiant a fortement souligné que les jeunes souhaitaient rester en Serbie et y construire leur avenir. Cependant, l'émigration des salarié·es qualifié·es n'est pas exclusivement une conséquence de la corruption ou d'un gouvernement autoritaire. L'expérience de la Croatie montre que même les États membres de l'UE peuvent être confrontés à une émigration de main-d'œuvre à grande échelle, et que la libre circulation au sein du marché du travail européen peut faciliter la migration vers des pays plus riches.

Le nouveau gouvernement sera donc confronté à une série de problèmes pour lesquels il n'existe pas de solutions techniques simples. Sa réponse à la question du développement économique futur s'articule principalement autour de l'augmentation de la productivité, l'un des objectifs les plus difficiles à atteindre en matière de politique économique, qui nécessite un changement structurel à long terme et non pas simplement le remplacement des responsables politiques.

La base populaire contrôlera-t-elle la nouvelle élite ?

La question la plus importante après la victoire électorale est celle des relations que le nouveau gouvernement établira avec le mouvement qui l'a porté au pouvoir. Au cours des deux dernières années, les assemblées étudiantes ont constitué la principale source de légitimité du mouvement. Elles ont décidé des revendications politiques, des formes de mobilisation et, finalement, du passage à la politique parlementaire. Le processus d'élaboration de la Liste étudiante a par ailleurs démontré la volonté du mouvement de contrôler ses représentants. Les candidat·es se sont soumis·es à de longues procédures de vérification de leur parcours et de leur probité professionnelle, dans le but d'empêcher la nomination de personnes dont le passé aurait pu compromettre l'ensemble du mouvement. Cette approche reflétait le message politique fondamental selon lequel le pouvoir doit être confié à des personnes compétentes et irréprochables.

L'entrée au Parlement d'environ 140 représentants de la Liste étudiante crée une situation totalement nouvelle. Les député·es disposeront désormais d'une légitimité politique formelle, d'un accès aux institutions de l'État et de la capacité de participer directement à la prise de décision. Ils ne seront plus de simples délégués d'un mouvement de protestation, mais des titulaires de mandats parlementaires. La question est de savoir si le nouveau gouvernement continuera à reconnaître l'autorité des assemblées étudiantes et d'autres formes d'organisation participatives. Les assemblées elles-mêmes se sont déjà considérablement affaiblies : leur activité diminue et le nombre d'étudiant·es y participant est en baisse. La préservation de leurs structures organisationnelles et leurs liens avec les élu·es, pourrait servir de mécanisme de contrôle social sur le nouveau gouvernement, en limitant l'autonomie des administrateur·trices professionnel·les et leur capacité à mettre en œuvre des politiques contraires aux attentes de la base électorale du mouvement.

Il est également possible que le lien avec le mouvement étudiant se rompe progressivement. Dans ce cas, l'élite universitaire, qui occupe déjà une place prépondérante au sein de la Liste étudiante, pourrait devenir la force politique dominante au sein du nouveau gouvernement. Ses représentants pourraient commencer à se comporter comme les élites politiques et managériales professionnelles des sociétés occidentales, et justifier les mesures impopulaires en invoquant les impératifs économiques, la responsabilité budgétaire ou les exigences du marché.

Les député·es de la Liste étudiante ont des convictions politiques diverses. Certains se rapprochent davantage de positions libérales et pro-européennes, d'autres de positions conservatrices ou nationalistes, et certains candidats sont associés à des politiques à orientation sociale. Tant que l'objectif principal était de renverser le régime de Vučić, ces différences n'avaient pas nécessairement à devenir politiquement décisives. Dès que le nouveau gouvernement sera confronté à des



questions concrètes de fiscalité, de privatisation, de dépenses publiques, de législation du travail et de relations internationales, les conflits idéologiques pourraient devenir inévitables. On peut facilement imaginer que des groupes libéraux, conservateurs, nationalistes ou de gauche émergent progressivement au sein de la majorité parlementaire. Une telle évolution marquerait la fin de cette unité populiste particulière qui a rendu possible la victoire électorale et pourrait ouvrir la voie à des réformes néolibérales, à des politiques d'austérité ou à d'autres mesures menaçant directement le niveau de vie de certains secteurs de la population.

Entre normalisation politique et nouvelle démocratie

La victoire de la Liste étudiante a démontré que même une machine partisane exceptionnellement sophistiquée peut être vaincue par une large mobilisation sociale. Le mouvement étudiant a rallié une grande partie de la population autour des revendications visant à mettre fin à la corruption, au népotisme et au contrôle partisan des institutions. Sa promesse fondamentale était la normalisation politique.

Les conséquences immédiates de cette victoire sont déjà visibles. Du point de vue de Radnički glas (La Voix des travailleurs), une organisation dont je suis membre et qui travaille avec des syndicats de l'éducation, de la recherche, de la culture et d'autres secteurs, le changement dans les relations politiques s'est fait sentir pratiquement du jour au lendemain. À peine un jour après les élections, nous avons déjà constaté des changements dans le comportement de certaines équipes de direction, tandis que des questions se posent quant à l'avenir de nombreuses procédures engagées contre des employé·es qui s'étaient opposé·es au gouvernement. Un syndicat de militaires qui avait annoncé, il y a plusieurs mois, qu'il cessait ses activités en raison de pressions politiques a désormais publié un communiqué suggérant qu'il pourrait reprendre ses activités.

Le népotisme partisan faisait partie du quotidien d'un grand nombre de salarié·es. Pour beaucoup, la victoire de la Liste étudiante apporte donc un sentiment de libération de la pression immédiate. La possibilité de s'exprimer plus librement au travail, de refuser d'obéir à une consigne politique ou d'envisager un avenir professionnel sans dépendre de la loyauté partisane constitue un changement tangible. Cela contribue à expliquer les célébrations massives qui ont suivi les élections.

Cette victoire a également ouvert la voie à une transformation de la représentation politique elle-même. C'est là que réside peut-être la similitude la plus intéressante, et apparemment paradoxale, entre la Liste étudiante et le régime de Vučić. Tous deux, chacun à leur manière, ont supplanté le système multipartite traditionnel fondé sur la concurrence entre des partis définis idéologiquement. Vučić a intégré différentes options politiques au sein de sa coalition gouvernementale et les a subordonnées à l'appareil du parti et à sa hiérarchie. La Liste étudiante a rassemblé des représentant·es idéologiquement divers·es autour d'un objectif politique commun, mais a fondé sa légitimité sur la participation de masse et non sur une organisation partisane traditionnelle.

L'absence de programmes de parti clairement définis ne constitue pas nécessairement une faiblesse du nouvel ordre politique. La concurrence entre partis politiques, dans laquelle les citoyens choisissent périodiquement entre des programmes préétablis, n'est pas la seule forme possible de représentation démocratique. Le mouvement étudiant a démontré qu'il pouvait mobiliser un nombre considérable de personnes qui n'avaient jamais adhéré à un parti politique ni ne s'étaient jamais engagées auparavant dans l'activisme politique. Leur participation a dépassé le cadre des manifestations : ils ont organisé la campagne électorale, assuré la sécurité des bureaux de vote et supervisé directement le processus électoral. Des personnes qui n'étaient auparavant que de simples électeur·trices sont devenu·es des acteurs et des actrices de la vie politique.

La question est de savoir si cette forme de participation peut perdurer après la victoire électorale. Les assemblées étudiantes se sont déjà affaiblies, mais l'énergie sociale libérée par le mouvement ne doit pas nécessairement rester liée exclusivement à elles. Il est particulièrement significatif que de nombreux candidats de la Liste étudiante soient des personnes ayant une carrière professionnelle bien établie et sans ambitions

politiques antérieures. Leur disposition à accepter des mandats parlementaires n'implique pas nécessairement le désir de devenir des professionnel·les de la politique. Considérer la fonction politique comme une responsabilité sociale temporaire pourrait contribuer à établir une relation différente entre les représentant·es et les personnes qu'ils et elles représentent.

Les syndicats pourraient jouer un rôle important dans ce processus. Contrairement aux assemblées étudiantes, dont l'activité est liée à la composition changeante de la population étudiante, les syndicats disposent de structures organisationnelles plus durables, de liens directs avec les travailleur·euses et de revendications concrètes issues des relations de travail quotidiennes. Dans l'espace politique qui s'ouvre après la chute de l'ancien régime, ils pourraient s'affirmer comme l'une des expressions organisées de la base.

Cela impliquerait également une relation différente avec le pouvoir parlementaire. Les syndicats ne devraient pas se limiter au dialogue social traditionnel, aux appels lancés aux ministères et aux négociations occasionnelles avec les responsables du gouvernement. Ils pourraient établir des liens durables avec les députés de la Liste étudiante, en s'inspirant de la coopération qu'ils ont développée avec les assemblées étudiantes pendant les manifestations, et utiliser ces relations pour articuler les revendications des salarié·es et faire pression sur le gouvernement. La concrétisation des promesses du programme étudiant, y compris l'élargissement des droits du travail, pourrait fournir un cadre commun à cette action, tout en permettant aux syndicats de préserver leur indépendance et leur rôle de porte-parole organisé des travailleur·euses.

Une telle relation pourrait offrir un moyen de dépasser les limites de la démocratie parlementaire représentative. Les groupes sociaux organisés pourraient participer directement à l'élaboration des décisions politiques et au contrôle de leur mise en œuvre. Le parlement pourrait alors devenir un lieu où s'articulent les revendications de la base sociale, et non une institution au sein de laquelle les politiciens professionnels prennent des décisions de manière indépendante d'un cycle électoral à l'autre.

La perspective la plus importante qu'ouvre la victoire de la Liste étudiante réside dans la possibilité de libérer la représentation politique de sa dépendance exclusive à l'égard de la concurrence entre partis et de construire un lien plus durable entre les élu·es et une société active et organisée. Le mouvement étudiant a déjà démontré que la participation politique de masse peut exister en marge des partis politiques traditionnels. Son prochain défi sera de démontrer si cette participation peut perdurer lorsque les représentant·es du mouvement constitueront la majorité parlementaire au pouvoir.

Srđan Atanasovski est membre de Radnički glas (La Voix des travailleurs).

Source : Publié sur *Viento Sur*, 27 octobre 2026. Traduit par Michel Lanson et publié par le Réseau Bastille.



L'automne en Europe

Par Jonas Neivelt

Les villes européennes sont secouées par une vague de manifestations, au cours desquelles des jeunes et des travailleurs descendent dans la rue pour leur avenir. Les responsables politiques réagissent en dressant des tableaux alarmistes évoquant la violence, les pillages et les menaces qui pèsent sur la patrie. Mais nous ne devons pas laisser le message des manifestants se noyer dans le tumulte ou le silence.

Le samedi 24 octobre, des milliers de manifestants pacifiques et non masqués s'étaient rassemblés sur la Piazza Castello, au centre de Turin, lorsqu'une voiture blanche – une Citroën C3 – a foncé au milieu du rassemblement. Elle a slalomé parmi les manifestants, qui ont dû s'écarter précipitamment.

Si le conducteur de la voiture n'avait pas été un policier blanc en civil et si la voiture n'avait pas appartenu aux forces de l'ordre, on peut imaginer à quoi auraient ressemblé les gros titres. La police de Turin a admis que la voiture était l'une des siennes, et les premiers articles parus dans les médias indiquaient que la voiture et son conducteur avaient été « pris au piège » dans la foule.

Elle était bel et bien prise au piège. Comme l'étaient les manifestants. Car, comme l'avait signalé l'activiste Andrea Borello sur sa page Instagram, la place était bouclée par des policiers en tenue antiémeute sur toutes les voies menant hors de la place. C'est là que les coups de matraque ont commencé à s'abattre sur les manifestants qui osaient s'approcher. Les seuls à avoir été autorisés à s'éloigner, selon Borello, qui était présente ce jour-là, étaient les agents en civil, vêtus de noir et masqués, qui brandissaient leur insigne de police et pouvaient ainsi sortir pour reprendre leur souffle après avoir provoqué les manifestants assiégés.

Une partie des manifestations en Italie aurait été coordonnée par l'intermédiaire d'une page Instagram intitulée « Movimento 17 Ottobre » (Mouvement du 17 octobre). Les autorités sont alors intervenues et ont arrêté l'instigateur de la page.

Il s'agit du journaliste indépendant et universitaire de 30 ans Youssef Siher, qui a été arrêté à Milan tôt le matin du 25 octobre. Plusieurs chefs d'accusation ont été retenus contre lui, dont celui de terrorisme, et le ministre de l'intérieur Matteo Piantedosi n'a pas mâché ses mots : « Il s'agit d'un homme de 30 ans, connu dans les milieux pro-palestiniens. »

Le ministre de la défense, Guido Crosetto, a également tenu à s'exprimer :

> Je tiens à féliciter mon collègue Piantedosi et la police italienne d'avoir identifié l'initiateur du mouvement du 17 octobre. Il ne s'agit pas d'une personne marginalisée, mais d'une personne bien connectée […]. Cette personne fréquentait les journaux et les institutions publiques au sein de l'élite intellectuelle italienne. Et les résultats parlent d'eux-mêmes.

Le 28 octobre, Siher a été remis en liberté. Les accusations portées contre lui n'étaient pas suffisamment étayées, a déclaré la juge d'instruction de Milan, Tiziana Landoni. Le gouvernement italien a fait peu de cas du principe de séparation des pouvoirs et a immédiatement critiqué cette libération. « La décision de la juge d'instruction de Milan était honteuse », a déclaré la Première ministre Giorgia Meloni, tandis que le ministre

des affaires étrangères, Antonio Tajani, a écrit que cette libération « mettait en danger la sécurité du pays ».

Des criminels qui pillent et saccagent

Songez un instant à quel point une personne comme Youssef Siher peut servir d'épouvantail pour l'extrême droite. Il est très instruit et a écrit pour un journal que l'extrême droite n'aime pas (*Il Fatto Quotidiano*[1]). De plus, il a la peau mate, des origines marocaines et milite en faveur de la solidarité avec la Palestine.

Ce sont ces mêmes stéréotypes de l'ennemi que les dirigeants tentent aujourd'hui de plaquer sur les manifestants qui descendent dans la rue ces dernières semaines partout en Europe. Les manifestants sont mis dans le même sac que les voyous vêtus de noir et que les militants palestiniens, qui agacent manifestement beaucoup de monde en dénonçant sans relâche les crimes de guerre et le génocide en cours.

Cela se voit à la manière dont la police traite les manifestants. En France, des personnes ont perdu des doigts et des mains à cause des grenades lancées par la police. En Italie, les gens se font tabasser, quand la police n'essaie pas tout simplement de renverser les manifestants.

Cela vous semble familier ? Et pour cause. Il y a vingt-cinq ans, le sommet du G8 s'est tenu à Gênes. À cette occasion, des manifestations ont eu lieu dans la ville, et certaines d'entre elles n'étaient pas pacifiques. Un manifestant y a été tué par la police. Mais plus inquiétant encore, une nuit, la police a fait irruption dans une école où de nombreux manifestants dormaient. Les policiers se sont déchaînés contre ces personnes endormies dans une frénésie sanglante.

Nous avons également vu cela chez nous au Danemark. Des manifestants se font frapper à coups de matraque et se font casser les bras parce qu'ils se sont assis devant une porte ou sur une route. Les photographes de presse se font tabasser pour avoir tenté de documenter ces faits. Et en 2009, la police a procédé à la plus grande opération d'arrestation collective illégale de l'histoire du Danemark, en encerclant un groupe de participants à la grande manifestation organisée à l'occasion du sommet sur le climat de Copenhague, au cours duquel les dirigeants mondiaux n'étaient pas parvenus à un accord sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre. La police avait alors eu recours à une de ces manœuvres de ciseaux que la police de Turin a également utilisées ces dernières semaines.

Nous sommes habitués à la violence policière et aux arrestations massives arbitraires. Ce qui est plus inquiétant, c'est que nous nous sommes également habitués à ce que la majorité de la population soit favorable au comportement de la police, soit tout simplement indifférente. Car les manifestants n'étaient-ils pas un peu fautifs, puisqu'ils manifestaient ? N'est-il pas agaçant de voir des gens manifester pour un monde plus juste, alors que je voudrais passer tranquillement ou rentrer chez moi pour regarder *La Roue de la fortune* ?

C'est sur cette irritation à l'égard des manifestants en général, et sur cette peur des manifestants racisés en particulier, que les dirigeants misent ces dernières semaines. En voici quelques exemples :

> « Je les qualifie aussi de terroristes, car ils sèment la peur parmi la population » (Andrea Abodi, ministre italien des sports) ; « Des groupes d'extrême gauche. […] Des criminels qui veulent piller et détruire » (Sébastien Lecornu, Premier ministre français) ; « L'extrême gauche tente de renverser la République » (le président français Emmanuel Macron).

No future

Bien sûr, certaines manifestations ont été violentes. Bien sûr, il y a également eu des cas de pillages aveugles. Personne n'a rien à gagner à piller un opticien de quartier, comme cela s'est produit à Paris. Nous l'avons déjà entendu, et toute personne sensée en conviendra.

Le problème, c'est que ces pillages sont pratiquement la seule chose dont on nous parle au sujet des manifestations. Contre quoi – ou pour quoi – les manifestants descendent-ils réellement dans la rue ?

Cette question passe facilement inaperçue lorsque les médias regorgent d'histoires plus sensationnelles sur des terroristes, des voyous vêtus de noir et des menaces contre diverses républiques européennes. Les

1. NDT. Journal situé au centre-gauche.



responsables politiques savent bien que les médias ne peuvent pas résister à des récits selon lesquels des voyous masqués et des minorités ethniques se livrent à une orgie de violence dans les rues des grandes villes européennes. C'est comme se boucher les oreilles et crier «LA-LA-LA» pour ne pas avoir à entendre un message autrement plus grave.

Ce message est celui d'une jeunesse et d'une classe ouvrière qui ne voient aucun avenir se dessiner. Car non, ce ne sont pas «seulement» de jeunes militants pro-palestiniens vêtus de noir qui manifestent dans les rues.

En Italie, des camionneurs ont bloqué les autoroutes pour protester contre la hausse du coût de la vie. Ils manifestent parce qu'ils refusent de se résigner au monde qu'on leur propose. Un monde où les jeunes ne peuvent pas entrer sur le marché du travail – et s'ils y parviennent enfin, ce sera pour une existence offrant bien moins de sécurité financière que celle de leurs parents. Ceux qui sont sur le marché du travail n'ont pas les moyens de mener une vie décente. Pendant ce temps, les plus riches s'enrichissent encore davantage avec la complicité active des politiciens.

Tout cela se passe dans un monde marqué par la crise climatique, la guerre, les génocides, des despotes meurtriers aux commandes d'une grande puissance et un despote incompétent, narcissique et dangereux aux commandes d'une autre grande puissance. Cela se passe dans un monde où les responsables politiques exigent davantage de sacrifices de la part de la population – il faut même être prêt à mourir pour la patrie –, mais où les derniers vestiges de la société de bien-être s'effritent sous les yeux de tous. Cela se passe dans un monde où il est plus facile d'imaginer la fin du monde que celle du capitalisme, comme l'a formulé Mark Fisher.

Les gens manifestent pour un avenir. Car pour l'instant, il peut être difficile d'en entrevoir un.

Il ne faut déranger personne

À quoi avons-nous donc affaire ? S'agit-il de la révolution mondiale ? Car ce n'est pas seulement en Europe que la jeunesse s'est mobilisée. En Inde, le Mouvement des cafards a contesté le pouvoir de Modi. La Génération Z est descendue dans la rue au Maroc et au Népal. Et de retour en Europe, la Liste étudiante a chassé du pouvoir le président autoritaire de la Serbie.

Ce n'est pas encore la révolution mondiale – en tout cas pas sous ces latitudes. Certes, ces manifestations occupent une place importante dans l'esprit de nombreuses personnes, mais la majorité semble soit indifférente, soit carrément hostile. En Italie, Andrea Borello a montré comment l'extrême droite forme des groupes sur Telegram, où elle appelle les gens à affronter les manifestants avec du gaz au poivre et des matraques. Le parallèle avec les escouades d'extrême droite des débuts du fascisme est évident.

Le fait qu'une voiture de police ait foncé sur la foule encerclée n'a pas suscité de condamnation généralisée, tout comme il n'y avait pas eu, au Danemark, de condamnation généralisée du fait que la police ait attaqué une contre-manifestation pacifique lors des marches d'automne organisées par l'extrême droite dans les rues de Copenhague.

L'attitude semble être qu'on a le droit de manifester tant que cela ne dérange personne, comme l'a déclaré le ministre italien des affaires étrangères, Antonio Tajani. La limite de ce que signifie «déranger quelqu'un» semble avoir été repoussée. Car désormais, des manifestations pacifiques sur le seuil d'une porte, dans une rue ou sur une place sont également considérées comme gênantes pour un si grand nombre de personnes que les forces de l'ordre doivent intervenir.

Et voilà que ça recommence. Ce sont les manifestants qui créent les problèmes, et non les problèmes contre lesquels ils manifestent.

Pas de révolution sans contre-révolution, et la réaction ne tarde pas à se manifester. Car une fois que les coups de matraque se sont arrêtés et que les fumigènes se sont dissipés, les responsables politiques au pouvoir peuvent intervenir en imposant de nouvelles restrictions sur la manière dont on est autorisé à manifester.

Un modeste espoir

Le problème, quand on manifeste de manière «sagement», c'est qu'on n'en tire rien. On ne tire rien non plus en rédigeant une

lettre au courrier des lecteurs. En ce sens, c'est la violence des manifestations qui, en réalité, donne une forme d'espoir.

Car lorsque les manifestations de masse atteignent une certaine ampleur, les politiciens peuvent être contraints d'écouter. Ce ne sont ni les chants de protestation ni les lettres de lecteurs qui ont permis à Copenhague de retrouver une maison des jeunes autogérée, après que la municipalité avait vendu l'ancienne à une secte chrétienne, qui l'avait fait démolir, laissant à sa place à Copenhague qu'un terrain vague. Ce sont les manifestations persistantes dans les rues et les actions de désobéissance civile.

De même que la création d'un centre de jeunesse autogéré ne constituait pas une rupture avec le capitalisme, la plupart des manifestants qui descendent dans la rue ces dernières semaines ne cherchent sans doute pas non plus à rompre avec ce système. C'est plutôt pour un capitalisme à visage humain. Mais lorsque les gens manifestent pour l'humanité, le capitalisme montre son vrai visage – un visage qui riposte par des coups de matraque et des railleries.

Les gens manifestent pour une société où il n'est pas économiquement irréaliste d'acquérir un logement et peut-être même d'avoir des enfants. Une société où, avec un travail normal, on peut mener une vie sûre et peut-être partir en vacances une fois par an. Une société où les priorités économiques ne se limitent pas à accorder davantage d'allègements fiscaux aux plus riches. Une société avec des responsables politiques qui osent prendre position activement contre le génocide.

Contrairement à la fin du capitalisme, une telle société est assez facile à imaginer. Mais rien n'indique vraiment que ceux qui détiennent le pouvoir soient prêts à écouter.



Jonas Veivelt est rédacteur en chef de *Solidaritet* (Danemark).

Source : *Solidaritet*, 31 octobre 2026. Traduit par Michel Lanson pour le Réseau Bastille.

Contre-pouvoir et bras de fer : leçons à la hâte d'une explosion

Alberto Martínez, Pablo Martínez, Nuni Seva, Aldo Reverte et Raquel Souto

Ce sont-là quelques notes prises à la hête au cours de la mobilidation.

Nous avons réussi à transformer l'expulsion de Maricarmen en un soulèvement de rue qui a bouleversé le débat public dans le pays. Nous sommes passés de « le problème, ce sont les squatteurs » à « le problème, ce sont les investisseurs ». À notre avis, ce soulèvement trouve son origine dans les conditions de vie matérielles d'un très grand nombre de personnes, mais aussi dans la solidarité et la prise de conscience suscitées par les circonstances de cette affaire. Mais il y a, bien sûr, autre chose.

On assiste à une explosion rapide et violente de la colère accumulée depuis plus d'un mois et demi face à l'inaction de la gauche institutionnelle et à l'offensive réactionnaire, raciste et proto-fasciste de la droite suite aux événements de Ceuta. De plus, cela s'est produit dans le Madrid gouverné par Ayuso. Une présidente arrogante et hautaine, qui accumule les scandales personnels liés à des logements de luxe, et qui est clairement l'autre face de Maricarmen. Enfin, il y a la rage accumulée en, au moins, 18 ans de crise du logement et huit ans d'inaction du gouvernement progressiste. La réponse massive à cette explosion est liée à ces facteurs. Une véritable bataille d'idées. Une bataille, donc, de positions. Il est prioritaire de continuer à agir sur ce plan. Il s'agit là d'une contre-attaque.

Un bras de fer contre la rente et le gouvernement

Mais notre proposition ne s'arrêtera pas à la bataille des idées. L'approche a été et reste celle de transformer cette explosion en un bras de fer contre la rente (en particulier contre la société propriétaire, Urbagesa), contre le gouvernement régional et contre le gouvernement central. Les premiers doivent payer leur audace par une défaite. Les seconds doivent tomber. Et il faut dompter les troisièmes pour les obliger à prêter attention à la rue.

Dans cette optique, un plan a été élaboré afin que le soulèvement poursuive des objectifs concrets. Il est impossible de s'organiser et de lutter collectivement sans un plan plus ou moins clair à moyen terme. Il ne faut pas attendre que l'élan s'essouffle pour se disperser. C'est maintenant qu'il faut passer à l'action.

Mais nous voulons aussi que ce soulèvement reste incertain. Si sa puissance tient à d'autres raisons que le logement – même si ce n'est pas à nous de nier aujourd'hui son caractère central –, il est de notre responsabilité de ne pas enfermer ce moment dans une impasse.

Alors, en quoi consiste ce plan ?

Contre-pouvoir : concilier réforme et contestation

Nous sommes en train de créer un contre-pouvoir. Gouverner sans nous présenter aux élections. Cela peut paraître prétentieux, mais il faut parfois essayer de le mettre en pratique, et pas seulement de le théoriser.

Les syndicats de locataires mènent les conflits en y intégrant des revendications de réforme immédiate. Elles font partie de notre cadre de lutte syndicale. Les victoires, même partielles et contradictoires, forment à la lutte

et favorisent l'organisation. Nous défendons cela dans les conflits contre les propriétaires privés et nous le défendons dans l'action institutionnelle.

Un peu de contexte institutionnel sans nous perdre dans la littérature. Le gouvernement a décidé de mettre au placard, faute de soutiens parlementaires garantis, un décret royal. Ce décret contenait des mesures positives. Certaines étaient des réformes intéressantes (comme la loi anti-escroquerie rédigée par nos soins, qui inclut, entre autres mesures, la réglementation des contrats de location de chambres et des contrats saisonniers). Il contenait également des mesures palliatives (mesures temporaires). Enfin, il comprenait des mesures favorables aux spéculateurs, principalement la réforme de la loi sur l'aménagement du territoire.

Nous souhaitions donc que ce décret soit adopté. Cependant, nous n'étions pas disposées à accepter une réforme de la loi sur l'aménagement du territoire.

Mais la réaction a été plus forte que prévu. Nous l'avons rapidement constaté, après la manifestation organisée le jour même de l'expulsion à Madrid et dans plus d'une dizaine d'autres villes. De toute évidence, le décret royal de juillet n'était plus adapté à la situation. Et nous avons décidé d'exiger le « décret Maricarmen ».

Le « décret Maricarmen » est élaboré en reprenant et en améliorant les réformes intéressantes pour lesquelles nous avions déjà œuvré, ainsi que les amendements acceptables de l'ancien décret royal. Et deux autres points y sont ajoutés : 1) les contrats à durée indéterminée / le renouvellement automatique des contrats ; 2) le gel des loyers. Le décret est rédigé et présenté lors d'une réunion avec le ministère du logement.

Pourquoi ces revendications et non l'ensemble de notre programme d'un seul coup ?

Le plan consiste donc à mener une lutte pour ces réformes. Pour cela, il faut mobiliser toutes les forces de la rue, de pression médiatique et de pression institutionnelle (tant au sein du gouvernement qu'en dehors) afin de provoquer une crise institutionnelle. Jusqu'à la dernière minute. Pour que la réforme aille le plus loin possible.

Jusqu'à présent, nous avons soutenu que le soulèvement de Maricarmen sert à mener la bataille des idées et qu'il vise à remporter une victoire concrète (qui sera toujours partielle). Pour qu'il aille plus loin, deux conditions sont nécessaires. Un programme encore plus ambitieux en matière de logement. Et que la puissance de ce soulèvement trouve un écho au-delà de la question du logement. Cela passe en partie par une connexion avec la frustration diffuse de celles et ceux qui ne veulent pas se résigner à une avancée des barbares. Mais il faut quelque chose de plus solide. Il faut rassembler les autres luttes sociales et construire la cause commune. La convergence des luttes. L'irruption et la frénésie d'une imagination sans limites au service de l'émergence de la classe. La classe, ce sujet pluriel qui rassemble tant de personnes différentes sur un même chemin.

La feuille de route des syndicats de locataires prévoit l'organisation et l'appel à une grève générale pour le logement et contre le coût de la vie. Une initiative pour lutter en faveur d'un programme plus ambitieux (et pas nécessairement très long) qui pose le conflit social dont nous avons besoin : le haut contre le bas, les riches contre les pauvres, l'oligarchie contre le peuple, la bourgeoisie contre les prolétaires. Que chacun·e l'appelle comme bon lui semble, sans pour autant éluder les débats théoriques.

Pour une grève générale, il faut établir une alliance avec le syndicalisme des travailleurs et travailleuses Mais une alliance consciente des limites actuelles du syndicalisme professionnel en tant qu'acteur de transformation. Il faut assumer l'importance de faire évoluer l'ensemble du syndicalisme pour en faire une véritable alternative d'organisation sociale, au-delà de la dimension partisane et électorale qui domine généralement la vie de notre société. Le défi consiste à redonner sa dignité au syndicalisme, en le présentant comme un acteur honnête dans la lutte pour la vie de la majorité des travailleurs/travailleuses. Et surtout, capable d'élargir le champ du possible et de rassembler tous les secteurs qui restent en dehors du cadre habituel du syndicalisme et de ses mobilisations.

En bref, que cette explosion aide à construire le pouvoir populaire, à revitaliser, élargir, transformer, unir le mouvement ouvrier et à devenir un mouvement de masse.



Ne sacrifier aucune possibilité de croissance en termes d'organisation et d'expérience politique au profit d'une bataille à court terme. Au contraire, il faut veiller à maintenir la dynamique ouverte afin de laisser suffisamment de temps à d'autres luttes sociales pour entrer en scène. Une vision à long terme pour relever les défis fondamentaux.

Autour de cette conception de la lutte en général, ainsi que de la situation actuelle en particulier, toute une équipe de camarades se consacre à exercer leur influence possible et à maîtriser les délais et les scénarios. Le souci ne réside pas dans les détails, même s'il y a toujours des débats. Il s'agit de favoriser la transition : d'une lutte concrète vers une protestation générale.

Premières victoires

Il y a déjà eu des victoires. Tout d'abord, Urbagesa et le Syndicat des locataires ont signé un accord permettant à Maricarmen de réintégrer son logement. Une démonstration de la puissance syndicale. Mettre au pas, de bas en haut, les propriétaires qui se croient au-dessus des lois. Que tout le monde en prenne bonne note.

De plus, le Conseil des ministres a approuvé toutes les mesures du « décret Maricarmen ». Le syndicat a dicté au gouvernement ce qu'il devait inscrire au Journal officiel et ce qui devait en être exclu (la loi sur l'aménagement du territoire). Le pouvoir populaire à l'état pur. On a forcé la main au gouvernement des rentiers.

S'organiser et lutter rend possible ce qui semble irréalisable.

Concrétiser le soulèvement

En une semaine, plus de 60 mobilisations ont été organisées dans des villes de tout le pays et près d'une dizaine de campements ont vu le jour. La mobilisation doit se poursuivre. On nous a facilité la tâche avec la convocation d'une séance de validation au Parlement vendredi. Des manifestations avec des casseroles dans toutes les villes du pays jeudi et des manifestations massives ce week-end. Ce n'est que le début.

Mais un soulèvement ne dure pas et ne se développe pas s'il ne s'ancre pas au niveau local. Il faut être capable de l'adapter au plus grand nombre possible de réalités et de l'aligner sur les feuilles de route de tous les syndicats et mouvements qui se proposent de participer. Répondre aux interrogations soulevées par les dangers d'une action de « paix sociale » menée par le gouvernement central, qui ouvrirait d'autres fronts de conflit au niveau local. Promouvoir de larges alliances et se positionner comme un acteur de référence. Tirer parti de la dynamique dans les conflits syndicaux concrets qui sont dans l'impasse. Et toujours avec une optique organisationnelle : mobilisation, sensibilisation, formation, organisation. C'est dans cet ordre que cela fonctionne généralement bien. Que, après la manifestation, l'assemblée de bienvenue soit déjà convoquée. Puis une formation théorique et pratique. Ensuite, dans la rue et dans les blocs, avec des brigades pour continuer à grandir et à gagner.

Et le regard rivé sur le prochain grand jalon : une grève générale pour faire baisser le prix du logement.

Contexte

Et en toile de fond, une multitude d'éléments à analyser et à discuter. S'agit-il d'un nouveau 15M[1] ?

On compare le moment présent au 15M. Pourquoi ne pas nous comparer au Campamento Esperanza ? Ceux qui ne connaissent pas cette histoire peuvent regarder le documentaire *El efecto Iguazú*. Les campements ne sont pas nés avec le 15M. Le syndicalisme y avait déjà eu recours auparavant. Dans le cadre de manifestations concrètes. Avec organisation et coordination.

On ne peut pas dédaigner le 15M. Depuis lors, rien ne s'explique sans se référer à cette journée. On ne construit pas une classe en reniant l'histoire de la lutte collective récente. Encore moins en la réduisant, par absurdité, à l'état actuel de la gauche institutionnelle. Il convient de rappeler que sans le 15M, il n'y aurait pas eu de PAH et sans la PAH, il n'y aurait pas eu de Syndicat des locataires. De cette expérience, nous avons tiré des enseignements que nous continuons aujourd'hui à mettre en pratique. Et les leçons sur les voies propres à l'organisation sociale et syndicale sont également restées gravées dans l'ADN de nombreuses organisations.

1. Mouvement des Indignés : mouvement de protestations non-violentes né le 15 mai 2011 sur la Puerta del Sol à Madrid.

Les victoires partielles démobilisent-elles ?

Parfois oui, surtout lorsqu'elles se heurtent à l'épuisement. Dans d'autres cas, c'est précisément le contraire. Elles démontrent la force collective des plus démuni·es. Elles ouvrent la voie à l'espoir et attisent l'envie d'aller plus loin. Elles combattent l'injustice et deviennent ainsi une alternative. Elles sont la preuve vivante qu'il est possible d'opérer des changements sans dénigrer celles et ceux qui sont plus pauvres que soi. Un antifascisme avec un grand A et un antidote contre l'individualisme. Il est fondamental de transmettre cette idée en l'étayant par des éléments concrets.

Ce mouvement ne finira-t-il pas par renforcer un gouvernement gestionnaire du *statu quo* ? Sans une prise de distance frontale, la gauche institutionnelle ne cherchera-t-elle pas à en tirer profit pour ses projets électoraux ?

Des risques réels. Face à eux, notre pari : que le syndicat mène la danse. En minuscules, car d'une manière générale, nous défendons l'idée que le pari consiste aujourd'hui à ce que la forme syndicale de lutte joue un rôle de premier plan, parmi l'éventail des types d'organisations présentes dans la lutte sociale. Ces derniers jours, nous y sommes parvenu·es. Le syndicat a pris les rênes. Nous avons pris très au sérieux l'exercice du pouvoir et avons contraint nombre d'acteurs et d'actrices important·es du pays à nous écouter. Une aspiration fondamentale du contre-pouvoir. Pas seulement une déclaration théorique. Quelques contradictions. Aucun mépris pour les structures qui subsistent et continuent de fonctionner même lorsque l'explosion de la lutte éblouit. Ne pas perdre de vue le rapport de forces existant, même si nous sommes en train de le faire évoluer. Même si, en une semaine, des milliers de personnes se sont affiliées et qu'une dizaine de demandes ont été reçues pour créer un Syndicat des locataires dans d'autres villes, nous ne sommes pas encore une organisation de masse. C'est dans cette humilité que nous menons notre combat, ambitieux et sans crainte de l'erreur. Les médias, les gouvernements et les partis tenteront de nous utiliser, et nous aussi, nous les utiliserons.



Un dénouement en suspens

Le présent n'est pas écrit. Ce vendredi, des réformes importantes peuvent être obtenues. Et ce week-end, nous pouvons être des millions dans les rues pour contester ce système rentier qui frappe de plus en plus fort. Le match est lancé, jouons-le.

À propos de ce texte

Ce texte a été rédigé conjointement par des militantes du Syndicat des locataires de Madrid, du Sindicat de Llogateres de Catalogne et de la Confédération des syndicats de locataires. Notre objectif, avec ce texte, n'est pas de contribuer à un débat ni de répondre à une polémique. Nous souhaitons expliquer et rendre compte du cadre dans lequel nous travaillons. Et, bien que ce ne soit pas encore le moment de dresser un bilan, nous espérons que ces lignes serviront également aux apprentissages collectifs et aux bilans critiques qui ne manqueront pas de suivre.

Alberto Martínez et Pablo Martínez sont militants du Syndicat des locataires de Madrid. Nuni Seva, Aldo Reverte et Raquel Souto appartiennent au Syndicat des locataires de Catalogne.

Source : *Viento Sur*, 1er octobre 2026.
Traduction Michel Lanson.


UNIVERSITÉ
POPULAIRE